

**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**  
**SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION**

# **LES FORCES SPÉCIALES :**

## **CONCEPT ET HISTOIRE**

**ACTES DU COLLOQUE DES 11 ET 12 JUIN 2001**

*(auditorium du CNRS, Paris)*

**CAHIER N° E 1 (32)**

**2007**

## SOMMAIRE

<b>PRÉSENTATION DES AUTEURS .....</b>	<b>5</b>
<b>FORCES SPÉCIALES : IMPORTANCE ET CONCEPT.....</b>	<b>9</b>
<b>LA CONTRE-GUÉRILLA DU COLONEL DU PIN AU MEXIQUE, Par Philippe Guyot.....</b>	<b>15</b>
<b>LES FORCES SPECIALES ISRAELIENNES : EVOLUTION DU CONCEPT ET DES MISSIONS, Par Pierre Razoux.....</b>	<b>27</b>
<b>LES FORCES SPÉCIALES ESPAGNOLES, Par Jean-Pierre Renaud.....</b>	<b>35</b>
<b>LES FORCES SPÉCIALES SUD-AFRICAINES (1969-1990), Par Antoine Rozès</b>	<b>45</b>
<b>LE COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES (COS), Par Jacques Lanxade.....</b>	<b>56</b>
<b>LES ACTIONS CIVILO-MILITAIRES CONDUITES PAR LE COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES EN EX-YOUGOSLAVIE, Par Xavier Guilhou.....</b>	<b>61</b>
<b>VIOLENCE GUERRIÈRE ET POUVOIR POLITIQUE LE CAS DES FORCES SPÉCIALES, Par Vincent Porteret.....</b>	<b>69</b>
<b>CONSIDÉRATIONS SUR L'ORIGINE DES « FORCES SPÉCIALES », Par Pierre Abramovici.....</b>	<b>85</b>
<b>TYPOLOGIE DES FORCES SPÉCIALES ALLIÉES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE, Par Paul Gaujac.....</b>	<b>95</b>
<b>GUERRE PSYCHOLOGIQUE ET OPÉRATIONS SPÉCIALES : INTÉGRATION OU NON INTÉGRATION ?, Par Marie-Catherine Et Paul Villatoux.....</b>	<b>107</b>
<b>DES MARINS DANS LES SERVICES SPÉCIAUX GENÈSE ET ACTIVITÉ DU GROUPEMENT SPÉCIAL PARACHUTISTE, 1944, Par François Dumasy</b>	<b>114</b>
<b>LA FORCE 136 ET L'INDOCHINE, Par Fabienne Mercier-Bernadet.....</b>	<b>127</b>
<b>LES FORCES SPÉCIALES SOVIÉTIQUES DURANT LA GUERRE FROIDE, Par Laurent Henninger .....</b>	<b>135</b>

**LES FORCES SPECIALES BRITANNIQUES, Par Anthony Clayton..... 145**  
**LE 11<sup>E</sup> CHOC PENDANT LA GUERRE D'ALGÉRIE, par Raymond Muelle ... 151**  
**CRÉATION ET ÉVOLUTION DU 13<sup>E</sup> RDP (1960-1990), Par Maurice Faivre .. 157**  
***DESERT ONE* : DIFFICULTÉS ET DÉFAILLANCES, Par Charles Cogan..... 171**

## PRÉSENTATION DES AUTEURS

Pierre ABRAMOVICI, auteur d'articles et notamment de « Mémoire télévisuelle de la guerre d'Algérie, 1962-1992 », de Béatrice Fleury-Vilatte, avec la participation de Pierre Abramovici, éditions l'Harmattan, 2000 et de « Comment les firmes US ont travaillé pour le Reich » (*Historia*, n° 669, septembre 2002, p. 40-45).

Vincent PORTERET, auteur de « État-Nation et professionnalisation des armées, Les députés français face au déclin de l'armée de masse de 1962 à nos jours », Éditions l'Harmattan, 2005.

Anthony CLAYTON, après une carrière dans l'Infanterie et le renseignement militaire et les ministères de l'Agriculture et de l'Éducation, est professeur d'histoire à l'Académie militaire royale de Sandhurst. Auteur de « Path of glory : The French Army 1914-1918 », 2005 et de « The British Officer : Leading the Army from 1660 to the present », 2005.

Charles COGAN, après avoir été journaliste, puis officier de transmission pendant la guerre de Corée, a travaillé à la *Central Intelligence Agency* (CIA), où il a passé trente-sept ans, dont vingt-trois en poste à l'étranger. Il y fut notamment le chef de la division du Proche-Orient et l'Asie du Sud dans le directorat d'opérations de la CIA entre mi-1979 et mi-1984. Il est maintenant chercheur (*Senior Research Associate*) à l'université de Harvard, aux États-Unis. Auteur d'*Alliés éternels, amis ombrageux – Les États-Unis et la France depuis 1940* (Bruylant, 1999), *The Third Option : The Emancipation of European Defense 1989-2000* (éditions Praeger), de « L'Europe et la crise de Cuba », Armand Colin, 2003, de « Diplomatie à la française », Paris, édition Jacob-Duvernét, 2005, et d'articles notamment, dans la Revue Générale de Stratégie, Agir n° 25, « Prévention et renseignement », 2006.

- Pierre DABEZIES a appartenu, en Grande-Bretagne, pendant la Seconde Guerre mondiale, au 4<sup>e</sup> bataillon SAS. Il a ensuite commandé en Indochine le Groupement des Commandos Mixtes Aéroportés (GCMA) sur la frontière de Chine, puis le 11<sup>e</sup> choc à la fin de la guerre d'Algérie. Auteur de « La réforme de la politique française de défense », 1998, Economica. Il est professeur émérite à la Sorbonne jusqu'à son décès en 2002.

- François DUMASY, professeur agrégé et ancien élève de l'École normale de Fontenay-Saint-Cloud, a travaillé au Service historique de la Marine (SHM), doctorant en histoire, membre de l'école française de Rome. Auteur d'articles, notamment dans la Revue Internationale d'histoire de l'Afrique, n° 3 d'avril 2005, Éditions Verdier, « *L'impérialisme, un débat manqué de l'histoire contemporaine française ? Pour une relecture des travaux d'Yvon Thébert dans la perspective de la colonisation* »

- Maurice FAIVRE, général (CR), saint-cyrien de formation, quitte l'armée en 1981 après avoir commandé notamment le 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes (RDP).

Docteur en sciences politiques, il est l'auteur d'un ouvrage collectif sur Militaires et guérilla dans la guerre d'Algérie, éditions Complexe, 2001, et de « Conflit d'autorités durant la guerre d'Algérie », 2004, Éditions l'Harmattan, Il est l'auteur de « Renseignement dans la guerre d'Algérie », Lavauzelle, 2006.

- Paul GAUJAC, officier saint-cyrien, de la promotion « Amilakvari » (1954-1956). Après des affectations partagées entre l'ALAT et les parachutistes, le commandement du transport aérien militaire, la force océanique stratégique et l'état-major des Armées, il rejoint en 1988 le Service historique de l'armée de Terre, dont il assure la direction de 1990 à 1994. Parallèlement, il publie à titre privé de nombreux articles et ouvrages d'histoire militaire, dont dernièrement « Dragoon : The Other Invasion of France, Provence, August 15, 1944 », Histoire & Collections, 2006.

- Xavier GUILHOU, officier de réserve du COS, est auditeur de l'IHEDN, membre du comité de liaison Défense du MEDEF et président de AUDE (Actions d'Urgence et de Développement). Il est par ailleurs directeur d'*Eurogroup Institute (Eurogroup Consulting)*. Il est notamment l'auteur de « Quand la France réagira... », Éditions Eyrolles, 2007.

- Philippe GUYOT, capitaine d'infanterie de la Légion étrangère et saint-cyrien (promotion « Général Delestraint » 1988-1991), est officier rédacteur au Service historique de l'armée de Terre, depuis août 1999, et auteur d'études sur la Légion étrangère. Il a écrit notamment « Répertoire des corps de troupe de l'armée française pendant la Grande Guerre », Claude Bonnaud, 2004.

- Laurent HENNINGER est chargé de mission au Centre d'études d'histoire de la Défense et responsable de la commission « Nouvelle histoire-bataille ». Il a notamment participé au *Dictionnaire de stratégie* (sous la direction de Thierry de Montbrial et Jean Klein, PUF, 2000).

- Jacques LANXADE, amiral, a été chef de l'état-major particulier du président de la République (1989-1991) puis chef d'État-major des Armées de 1991 à 1995, avant d'être ambassadeur en Tunisie. Il est l'auteur de « Quand le monde a basculé », Nil Éditions, 2001.

- Raymond MUELLE, ancien du 1<sup>er</sup> bataillon de choc pendant la Seconde Guerre mondiale, du 2<sup>e</sup> BEP pendant la guerre d'Indochine, et du 11<sup>e</sup> choc pendant la guerre d'Algérie, il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels : *Le 1<sup>er</sup> bataillon de choc, Béréts rouges en Indochine* (Presses de la Cité), ou encore *Commandos et forces spéciales en Indochine* (Lavauzelle).

- Fabienne MERCIER-BERNADET, chargée de mission au CEHD, est docteur en histoire contemporaine et a été auditrice de la 54<sup>e</sup> session nationale de l'Institut des hautes études de la Défense nationale. Elle est l'auteur de « Renseignement & Guerre secrète », Lavauzelle, 2002.

- Pierre RAZOUX, docteur en histoire, familier des questions stratégiques, il est l'auteur de nombreux articles sur les conflits du Proche-Orient et sur les questions de renseignement. Il a travaillé au ministère britannique de la Défense. Actuellement en

poste à la Délégation aux affaires stratégiques, il a publié notamment, un ouvrage sur *La guerre israélo-arabe d'octobre 1973* (éditions Economica) et un livre sur *La guerre des Six Jours* (même éditeur). Son dernier ouvrage est intitulé « Tsahal : Nouvelle histoire de l'armée israélienne », Librairie Académique Perrin, 2006.

- Jean-Pierre RENAUD, président du Centre d'Histoire Militaire et d'Études de Défense Nationale (CHMEDN) est chercheur associé à l'UMR 5906 (CNRS) de l'université de Montpellier et auteur d'articles de presse militaire portant sur le Maroc et l'Espagne.

- Antoine ROZÈS, docteur en relations internationales et histoire contemporaine diplômé de l'université de Nantes, est spécialiste des questions de géostratégie et de stratégie militaire.

- Marie-Catherine VILLATOUX est chargée de recherches au Service historique de l'armée de l'Air et auteur d'une quarantaine d'articles et communications sur l'histoire de l'armée de l'Air et les rapports entre politiques et militaires depuis la Grande Guerre. Elle a écrit notamment, dans la Revue Renseignement et opérations spéciales n° 4, mars 2000, « *Traitement psychologique et endoctrinement de l'Indochine à l'Algérie : le cas des camps de rééducation* », puis en 2001 dans la même revue, « *L'organisation de la guerre psychologique en France : les origines (1914-1944)* »

- Paul VILLATOUX est doctorant en histoire et auteur depuis 1996 d'une étude sur l'histoire de la guerre psychologique pour le compte de la Délégation Générale pour l'Armement (DGA). Il a publié une vingtaine d'articles et de communications sur le même sujet et collabore régulièrement à diverses revues spécialisées. Il a écrit « *La République et son armée face au péril subversif : Guerre et action psychologique en France (1945-1960)* », Les Indes Savantes, 2004.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BCRA : Bureau central de Renseignement et d'action

COS : Commandement des Opérations Spéciales

DGSE : Direction Générale de la Sûreté de l'État

GCMA : Groupement de Commandos Mixtes Aéroportés

LRDG : *Long Range Desert Group*

RPIMa : Régiment Parachutiste d'Infanterie de Marine

SAS : *Special Air Service*

SBS : *Special Boat Service*

SOE : *Special Operation Executive*

## FORCES SPÉCIALES : IMPORTANCE ET CONCEPT

### QUELQUES REMARQUES POUR COMMENCER...

La définition du concept de « forces spéciales » me semblant être le vrai problème de ce colloque, une anecdote : au lendemain du 8 mai 1945, les SAS français en Angleterre sont invités à se préparer pour participer à Paris au défilé de la Victoire. Consternation, on s'aperçoit que la grande majorité des parachutistes, férus en explosifs et en diverses techniques, n'ont jamais utilisé de fusils et sont étrangers au maniement d'armes classiques ! Seul un détachement d'anciens est donc jugé apte... Ainsi une « force spéciale » peut se définir comme « une unité militaire incapable de défilé réglementairement et honorablement sur les Champs-Élysées ! ». Nous verrons jusqu'à quel point les « forces spéciales » (FS) sont secrètes ou clandestines, mais le secret étant, comme la langue d'Ésope – le meilleur et le pire –, source d'exagérations sans nom, mieux vaut, chaque fois qu'on les évoque ou qu'il s'agit de bilan, « diviser par dix » ! Aussaresses n'a pas échappé à cette enflure. Non seulement en s'attribuant, à divers titres, une importance démesurée, mais, pour ce qui concerne les « services spéciaux », en les caricaturant d'une façon éhontée. En Grande-Bretagne, ni mes camarades des SAS, ni moi n'avons appris comme lui « à voler, assassiner, vandaliser, terroriser [...] » et pas davantage au 11<sup>e</sup> choc, que j'ai commandé. Qu'on se rappelle l'histoire du colonel X, obnubilé par l'idée de tuer de Gaulle ! Il fallait bien le neutraliser ! Toutefois, l'ordre reçu excluait tout assassinat, par estime pour lui, pour ne pas en faire un martyr et ne pas créer d'incident diplomatique. Les services spéciaux l'ont amené sans bavure de Munich à la place Notre-Dame, ce qui lui a finalement permis d'écrire contre de Gaulle des livres venimeux, mais anodins, et de couler de nombreuses années paisibles chez lui...

### SUR L'IMPORTANCE DES FORCES SPÉCIALES

Du cheval de Troie à Sun Zi et aux nombreux « corsaires » qui, par leurs actions irrégulières, ont appuyé les visées militaires les plus classiques de leur roi ou de leur État, en passant par la centaine de grenadiers que Napoléon fait débarquer en octobre 1804 sur la côte balte pour enlever l'ambassadeur d'Angleterre à Hambourg, coupable de multiples menées d'espionnage et de subversion contre la France, les exemples historiques de forces spéciales sont innombrables. À cet égard, il est un peu dérisoire de commencer l'histoire des forces spéciales en 1940-1945... D'autant que, tout près, pendant le premier conflit mondial, comme en 1940 pendant la « drôle de guerre », les forces françaises elles-mêmes ont mené de très nombreuses actions de « corps francs », portant attaques ponctuelles par surprise ou reconnaissance et renseignement dans les lignes et sur les arrières ennemis... Mais élevons le débat ! Depuis Napoléon, depuis

Clausewitz, nous sommes accoutumés aux grandes guerres classiques, que les moyens modernes et l'organisation militariste des armées ont renforcées. Guerre totale, masses armées, choc frontal, combat conventionnel, stratégie directe visant la destruction des forces adverses ; bref, selon l'expression consacrée, « Marseillaise prussienne » ! Et cependant, même ce type d'affrontement a toujours impliqué manœuvre tactique, attaque de flanc, débordement par les ailes, fragmentation, encerclement, défense temporisatrice suivie de contre-attaques inopinées, déception, ruse, surprise, infiltrations, guerre en surface avec mûles de résistance sans front ni arrière... ; articulations multiples, donc, adaptabilité et souplesse... Déjà, certaines de ces actions appellent l'utilisation d'unités type « commandos », particulièrement et spécifiquement motivées et entraînées... *A fortiori* si, dans un cadre opérationnel plus large, voire à l'échelle stratégique, on transpose en quelque sorte ces procédés propres à la bataille au niveau englobant et externe du théâtre, en usant de débarquement en force à la périphérie, de sabotage des communications ou d'actions de désorganisation des arrières. Il s'agit alors moins de terrasser en force l'adversaire comme le combattant du front le tente, que de le déséquilibrer, de le dégrupper, de l'user, de l'isoler : actions complémentaires qui, si on les systématise, conduisent à la « stratégie indirecte », chère aux Anglais, à cette stratégie de « coup de bec » dont parlait Liddle Hart, qu'ont illustré dans l'histoire les Drake et les Raleigh, tournés vers nos possessions lointaines, Wellington au Portugal, les Dardanelles, l'attaque du ventre mou de l'Europe, en Yougoslavie, préconisée en 1944 par Churchill... On comprend que les Britanniques puissent être considérés, s'agissant des forces spéciales, comme des maîtres, bien avant les Français et les Américains, encore que ces derniers aient à leur actif un chapelet d'opérations significatives, notamment dans la reconquête du Pacifique contre les Japonais.

Dernier point – *last but not least* – Clausewitz, à côté de la bataille westphalienne, avait compris l'importance de la résistance populaire, des partisans de Russie et d'Espagne : stratégie politico-militaire « *capable, écrivait-il, de ruiner les fondements de l'armée ennemie comme une combustion lente et graduelle* ». C'est la guerre révolutionnaire ou subversive que nous connaissons bien aujourd'hui. Ainsi, on trouve, en résumé, en dehors des quelques opérations spéciales complètement insérées dans le combat classique, deux types de stratégie indirecte, chacune bivalente, ce qui fait quatre cas de figure :

1. Une stratégie indirecte, voire – selon le niveau – une « tactique » essentiellement militaire, appoint à la bataille majeure qu'elle accompagne, complète, facilite, la chose étant rendue aujourd'hui plus aisée grâce aux moyens de mobilité (avions, parachutes, sous-marins, nageurs de combat...). De là, deux types d'action : le choc, par projection brutale, raids, débarquements, débordements, type commandos ; l'utilisation de petites unités, notamment aéroportées, type SAS, visant l'insécurité, le renseignement, le sabotage, l'action en profondeur, l'infiltration, la capture.
2. Deuxièmement, une stratégie indirecte beaucoup plus politique visant le pouvoir adverse et ses populations, bien plus que l'armée à proprement parler, susceptible, certes d'inquiéter celle-ci par petits paquets (tactique à dix contre un), mais visant plus généralement à l'asphyxier, histoire de « poisson dans l'eau »... Deux branches, là encore : l'une, disons, « militaro-politique » à base de guérilla, voire de terrorisme ; l'autre « politico-militaire », impliquant une action révolutionnaire, la

création de réseaux, le noyautage, l'organisation des populations, la propagande, l'encadrement des maquis, bref la mise sur pied d'une résistance globale avec ses diverses composantes.

Le malheur, c'est que, de l'infiltration dans les lignes ennemies aux différentes formes d'action subversive, il n'y a pas vraiment de solution de continuité, mais au contraire une sorte de « *continuum* » qui rend difficile la séparation des genres et difficile, par suite, la définition d'un concept de forces spéciales, celui-ci risquant d'être trop extensif ou, en revanche, arbitraire et factice si l'on veut à tout prix le réduire. On ne s'étonnera pas en revanche que, quel qu'il soit, ce concept se révèle quelque peu schizophrène, couvrant ici des opérations militaires à base « technique » et là des opérations à dominante « politique », les deux étant souvent mêlées. De même, risque-t-il d'y avoir conflit – et aujourd'hui plus que jamais – entre technique et éthique : opérations « spéciales »... jusqu'où ne pas aller ?

## DIFFICULTÉS ET RELATIVITÉ DU CONCEPT DE FORCES SPÉCIALES

Éliminons pour commencer, encore que cela puisse se discuter, diverses unités d'interventions, telles les unités antiterroristes de la police, voire des unités d'élite, comme le GIGN de la gendarmerie : leurs actions sont très ponctuelles ; organiquement elles sont à part, soit ! Un clair obscur règne en fait sur le domaine : après les SAS, les *Jedburghs* et le BCRA d'Angleterre, les guerres d'Indochine puis d'Algérie, sans parler de la période plus récente, ont donné naissance à diverses unités plus ou moins éphémères : commandos personnalisés, type Ponchardier, 11<sup>e</sup> choc plusieurs fois dissous et reconstitué, GCMA en Indochine, 13<sup>e</sup> dragons parachutistes, 1<sup>er</sup> RPIMa, etc. Tous particuliers, voire particularistes, dépourvus d'une tradition ou d'une culture commune, d'autant plus dominés par le syndrome de rivalité gauloise que le « secret » le favorise, chacun accusant l'autre, en tout cas, de tirer la couverture à lui... Sans parler des chevauchements et des querelles de boutons. À Ouvéa, en 1988, où un seul commando aurait dû suffire, on en comptait quatre : le GIGN (gendarmerie), l'escadron parachutiste de la gendarmerie, le commando *Hubert* de la Marine, le commando de la DGSE. On nous dira, je pense, que le Commandement des Opérations Spéciales (COS) s'est efforcé depuis de mettre de l'ordre. Autre point, la confusion entre les unités d'élite, type régiment parachutiste, employables quand « ça chauffe », et les forces spéciales. Prenons, en Algérie, le 3<sup>e</sup> RPIMa de Bigeard : c'est un outil remarquable, mais pas une « force spéciale ». Toute unité musclée n'est pas force spéciale, et toute force spéciale n'est pas une force musclée, quand bien même chacun essaie de se faire passer pour le meilleur en s'attribuant toutes les vertus et toutes les capacités.

Confusion encore, surtout dans le contexte « militaro-humanitaire » d'aujourd'hui entre « opérations spéciales », « opération de guerre psychologique » et « action civilo-militaire » ! L'analyse nous amènerait trop loin, mais mon expérience (au moins pour l'action psychologique) me fait penser qu'il s'agit de domaines ou de responsabilités à séparer. De la « guerre », on glisse très vite à « l'action psychologique » sur les rangs amis, quitte bientôt à dicter au politique la ligne qu'il doit tenir sous peine de déroger.

D'autant que les forces spéciales sont portées à l'autonomie et truffées de « caractères », voire de « caractériels » ! L'exemple algérien suffit : le politique doit rester sans partage le maître ! Quant aux affaires civilo-militaires, il va de soi que c'est au civil de les contrôler, de les gérer, notamment face aux appétits alliés ; les forces spéciales, mêmes modernes, n'ayant pas à s'en mêler. Le COS a copié, là encore, les Américains, lesquels sont les premiers à reconnaître que leur système est compliqué.

Dernier sujet, la fragilité de la distinction entre forces spéciales vouées la plupart du temps à des missions « discrètes », des missions de neutralisation, de destruction, de renseignement, de guidage, de récupération de pilotes, etc. – et l'action « clandestine » des « services spéciaux », hors forces spéciales, on le sait. Distinction organique (COS), également inspirée de l'Amérique, mais fonctionnellement contestable ; le secret, la confidentialité, la clandestinité sont moins question de nature que de degré. S'ajoutent des ambiguïtés : le 13<sup>e</sup> dragons ne dépend pas du COS quand le 1<sup>er</sup> RPIMa (dont les fonctions sont proches du 11<sup>e</sup> choc) en dépend aux côtés des « commandos marines » et autres, quant à eux beaucoup plus « militarisés ». Une chatte n'y retrouverait pas ses petits ! Sans compter que les forces spéciales *stricto sensu*, condamnées à l'uniforme, contraintes à la transparence, soumises aux règles éthiques communes, risquent de perdre, à l'avenir, une part de leur efficacité.

On critique souvent, non sans raison, les forces spéciales ; on leur est plus ou moins hostile, on est méfiant ou jaloux à leur égard, en mettant en cause leur valeur sur le plan « coût-efficacité », en se moquant de leur manie du « secret », en les accusant, enfin, de « rouler des mécaniques » et de constituer « une armée dans l'armée ». Reste que, livrées, selon les circonstances, à elles-mêmes, souvent sans recours, isolées, vulnérables, rivées sur le terrain aux décisions sans partage de leur chef, elles doivent faire preuve de qualités à la mesure des obstacles qui les environnent, qu'il leur faut vaincre pour simplement « survivre » et, *a fortiori*, gagner. Qui en a fait partie, à un moment ou à un autre, sait qu'elles atteignent parfois les limites de ce que l'on peut demander à un soldat.

**PREMIÈRE PARTIE**

**LE CONCEPT DE FORCES SPÉCIALES :**

**DIFFÉRENTS CONTEXTES D'INTERVENTION**

# LA CONTRE-GUÉRILLA DU COLONEL DU PIN AU MEXIQUE

## UNE APPROCHE DU CONCEPT DE FORCES SPÉCIALES

PAR PHILIPPE GUYOT

« L'armée française assiégeait Puebla... » Ainsi commence le récit le plus connu concernant la campagne du Mexique<sup>1</sup>. Récit épique, mais dont le cadre historique échappe souvent aux participants de la cérémonie du 30 avril chaque année, dans les régiments de la Légion étrangère. Engagée aux côtés des Espagnols et des Britanniques au Mexique au début de 1862, la France parvint rapidement à saisir deux ports sur la côte (Veracruz et Tampico), mais échoua dans sa marche sur Mexico devant la place forte de Puebla. Incapable de mener un siège en règle avec la seule division que compte encore le corps expéditionnaire après le départ des Espagnols et des Britanniques, la force française dut être renforcée d'un corps aux ordres du général Forey envoyé de métropole et d'Algérie. Le temps de son arrivée, les Français à Orizaba et les juaristes à Puebla campèrent sur leurs positions durant près d'un an de mai 1862 à mars 1863. Débute alors un siège de soixante-trois jours qui se solda par la chute de Puebla le 17 mai 1863 et la prise de Mexico le 3 juin. Puis, Juarez, replié sur la frontière nord du Mexique, mena une guerre de harcèlement avant de revenir à la faveur du soulèvement contre l'empereur Maximilien, le 19 juin 1867.

C'est dans ce contexte qu'à la fin de l'été 1862, suite à la difficulté pour le corps expéditionnaire de tenir le terrain entre la côte et le point clé de la route de Mexico que représente Puebla, une contre-guérilla, d'origine privée et de recrutement international, parvient à assurer la sécurité extérieure du port de Veracruz. Ses succès militaires, courageux mais inexploitable – par manque de coordination entre son chef M. de Stoecklin<sup>2</sup> et les officiers français en charge de la région – mènent le général Forey à en confier le commandement à un officier français dans le but de développer et unifier les différentes contre-guérillas existantes et d'utiliser leurs succès locaux dans le cadre du dispositif de sûreté des approvisionnements du corps expéditionnaire. L'officier désigné fut le colonel Du Pin<sup>3</sup>, polytechnicien, officier

---

<sup>1</sup> Récit officiel du combat de Camerone. Le 30 avril 1863, la 3<sup>e</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> bataillon du régiment étranger fut détruite à l'issue d'un affrontement avec les guérillas de la région de Jalapa, ralliées par le général Milan. Les 63 hommes de cette compagnie furent confrontés à un ensemble hétéroclite de 1 200 cavaliers et 600 fantassins. Initialement surprise en rase campagne à Palo Verde, la compagnie, menée par le capitaine Danjou, poursuivit les premiers partis de cavalerie jusqu'au village de Camarón. Face au renforcement progressif des Mexicains juaristes, les légionnaires furent obligés de se retrancher dans l'*hacienda* de Camarón, qu'ils défendirent à la fois contre la cavalerie mexicaine à l'extérieur et des éléments à pied qui tenaient une partie des bâtiments. À l'issue d'une journée de combat, les cinq derniers survivants menés par le sous-lieutenant Maudet menèrent une dernière contre-attaque à la baïonnette plutôt que de se rendre. Ce récit est dit par un officier chaque année, le 30 avril, lors des cérémonies commémoratives du combat de Camarón.

<sup>2</sup> M. de STOECKLIN : ressortissant d'origine suisse, créateur à titre individuel et spontané d'une unité irrégulière à Veracruz avec l'approbation de l'amiral Roze, commandant supérieur à Veracruz en 1862. Recrutée sur la place de Veracruz parmi la population locale et les aventuriers implantés localement ou « à la traîne » du corps expéditionnaire, la petite bande de M. de Stoecklin parvient pendant la fin de l'année 1862 à établir un périmètre de sécurité autour du port de Veracruz.

<sup>3</sup> Charles, Louis, Désiré DE DUPIN (acte d'état civil de la commune de Lasgrais du 29 décembre 1814) ou Du Pin (jugement du tribunal de première instance de Gaillac du 15 novembre 1865). Tous renseignements extraits de son dossier individuel, coté SHAT 5Ye 18301.

d'infanterie et breveté d'état-major, homme de terrain plusieurs fois cité au feu, Charles Du Pin est aussi en rupture de ban depuis sa mise en congé suite à la vente de son musée provenant du sac du palais d'hiver à Pékin en 1860. Il va réorganiser totalement la contre-guérilla et en faire *une troupe spéciale*<sup>4</sup>, selon ses propres termes. Cependant la réalité qu'il sous-entend par-là, si elle est novatrice pour cette époque, est encore largement différente du concept moderne de forces spéciales.

C'est pourquoi si l'objectif premier de cette communication est d'aider à l'analyse de la contre-guérilla pendant la période de commandement du colonel Du Pin, de février 1863 à avril 1865, son objectif complémentaire est de montrer que l'unité de Du Pin a représenté une sorte de synthèse des troupes auxiliaires du XIX<sup>e</sup> siècle, un point d'orgue avant les innovations du XX<sup>e</sup> siècle en matière d'unités spéciales. Pour cela, cette étude s'appuie sur les archives et ouvrages détenus au Service historique de l'armée de Terre, à savoir les mémoires du colonel Du Pin<sup>5</sup>, dont l'édition lui sera refusée le 15 février 1868 par le ministre de la Guerre, et plusieurs ouvrages parmi lesquels le livre du comte É. de Kératry<sup>6</sup>, sous-lieutenant de la contre-guérilla dans sa jeunesse. Ces documents ont permis de dresser un bilan tangible de la contre-guérilla Du Pin en terme d'organisation et de missions, avant d'aborder la question du personnel recruté, dans le but de tirer des enseignements que Charles Du Pin annonce lui-même, dans ses mémoires, vouloir transmettre à ses successeurs à la tête de telles unités. Leur confrontation avec les éléments de la correspondance officielle du Second Empire a permis aussi de relever certaines orientations partisans dans les deux récits de Kératry et Du Pin. De plus, d'autres documents ou recherches ont été utiles à la conduite de ce travail au rang desquels les noms du général Y. Salkin<sup>7</sup> et du commandant Lachouque<sup>8</sup> doivent être cités.

## LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONTRE-GUÉRILLA

Le premier aspect original de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique réside dans ses organisations successives. Le 20 février 1863, lorsque le colonel Du Pin prend la succession de M. de Stoecklin, son unité est forte de 125 hommes<sup>9</sup> environ et ne dispose pas de tenues uniformes, ni d'armement homogène. Les tableaux d'effectif ne sont pas tenus, la solde est versée mais avec des irrégularités. Le casernement est tellement insalubre que les soldats logent chez l'habitant. Ajoutons à ce tableau que la garnison de Medellín, où se trouve la contre-guérilla, du fait de son manque d'organisation défensive, subit chaque nuit des attaques de harcèlement. Enfin, les munitions manquent (sept cartouches par homme) et ne peuvent être prêtées d'un tireur à l'autre, compte tenu de la diversité des armes. Cette unité n'est qu'une bande parmi d'autres<sup>10</sup>, et seuls ses succès militaires ont attiré l'attention du commandement français.

Le colonel Du Pin va conduire plusieurs réorganisations, dont la plus importante date de la prise de commandement du général Bazaine<sup>11</sup>. Elles visent initialement à structurer sa contre-guérilla

<sup>4</sup> *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique*, commandée par le colonel d'état-major Charles Du Pin, mémoire manuscrit du colonel Du Pin en 2 volumes, 1865, 231 et 138 pages, côté SHAT 1K198, anciennement SHAT MR 2358.

<sup>5</sup> *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique*, op. cit.

<sup>6</sup> Comte É. DE KÉRATRY, *La contre-guérilla française au Mexique, souvenirs des terres chaudes*, Paris, Librairie internationale, 1868, 322 pages, in-8°, coté SHAT A2e 1422.

<sup>7</sup> Colonel Yves SALKIN, « La contre-guérilla du colonel Du Pin au Mexique (1863-1865) », in *Revue historique des Armées*, 1977-1, p. 29-40.

<sup>8</sup> Commandant Henry LACHOUQUE, *Vagabonds de la gloire*, éditions du Panache, Paris, 1946, p. 185-260. Cet ouvrage très documenté peut être considéré comme un témoignage intéressant, mais doit être approché avec un esprit critique, fondé sur l'étude de documents originaux ou d'études moins partisans.

<sup>9</sup> 80 cavaliers, 77 chevaux, 45 fantassins.

<sup>10</sup> Contre-guérillas mexicaines du colonel Figuerero, du commandant Murcia (26 cavaliers en février 1863) et du commandant Llorente (20 hommes à la même date).

<sup>11</sup> Situation transitoire, en attendant de porter la contre-guérilla à 700 hommes : appel à deux compagnies de volontaires prélevés sur toute l'armée (essentiellement 100 hommes du régiment étranger aux ordres du capitaine Boechat et 100 hommes du 7<sup>e</sup> de ligne) et un peloton de chasseurs d'Afrique. Dupin dispose alors du capitaine de Brian

sur la base d'un bataillon interarmes autonome. Il atteint ce but en deux étapes, tout d'abord en recrutant à Veracruz 200 hommes et en recevant le renfort de près de 300 hommes prélevés sur le reste du corps expéditionnaire. Il peut alors envisager de travailler avec deux colonnes mixtes de 250 hommes chacune, tout en assurant la sûreté de son cantonnement<sup>12</sup>. Cette organisation tactique permet à la contre-guérilla, initialement cantonnée dans un rôle de couverture de Veracruz face au Sud, de prendre une part active à la sécurité des convois dans les terres chaudes. Après la destruction de la compagnie Danjou à Camarón, Du Pin tient garnison à La Soledad et relève le Régiment étranger dans une partie de sa mission. Implantée dans la zone la plus exposée aux raids des guérillas coordonnés par le colonel Milan et de la garde nationale de Jalapa du colonel Camacho, elle parvient même, en juin 1863, à occuper temporairement Huatusco, une des bases des guérillas.

Puis, fort de ces succès initiaux, le colonel Du Pin est nommé gouverneur de Tampico<sup>13</sup> et de la province côtière du Tamaulipas<sup>14</sup>. Rejoignant son nouveau territoire par voie maritime, il peut bénéficier de trois mois de calme relatif pour finir la réorganisation de sa contre-guérilla. Il parvient ainsi à porter son effectif à 1 000 hommes et plus de 500 irréguliers. Deux escadrons de cavalerie, trois compagnies d'infanterie, une section de pionniers à cheval et une à pied, deux sections de canons, un petit bateau à vapeur acheté à New York composent l'ossature de sa force à son apogée. Son but consiste alors à obtenir l'équivalent d'une brigade mixte de cavalerie et d'infanterie<sup>15</sup>. Habitée à vivre sur l'habitant, la contre-guérilla prélève ses ressources en vivres par achat, perquisition ou pillage. La paie est versée aux hommes par prélèvement sur les caisses de commerce des villes de garnison.

La troupe voyage donc sans train de combat, avec juste quelques mulets de bât. Son allonge journalière est de l'ordre de 40 kilomètres avec toutes ses forces ou de 75 kilomètres avec sa seule cavalerie. En mars 1863, partant de Medellín, Du Pin avec un escadron mixte parvient à surprendre le centre de guérilla de Tlaliscoya à 80 kilomètres de sa base, après deux jours de marche. En 1864, dans le Tamaulipas, il est en mesure de tenir une zone de près de 10 000 kilomètres carrés, grâce à la légèreté de ses colonnes et l'aguerrissement croissant de sa troupe. Conscient de disposer d'une troupe spéciale qui n'obéit pas aux mêmes normes d'emploi que les bataillons de l'armée, le colonel Du Pin affiche aussi le souci de ne pas être fixé par la garde de trop nombreux points permanents. Pour cela, il complète l'organisation de son unité par le recrutement, ou l'organisation, d'unités mexicaines placées sous son commandement, en marge de sa propre contre-guérilla, auxquelles il confie la garde de ses garnisons successives et dont il emmène les meilleurs éléments dans certaines opérations. Ainsi à Tampico en mai 1864, il confie au colonel mexicain Prieto une contre-guérilla<sup>16</sup> locale forte de deux escadrons et de deux compagnies de 123 hommes chacune.

En moins d'un an, sur deux théâtres voisins, le colonel Du Pin est parvenu à adapter la technique mexicaine de guérilla aux capacités de manœuvre d'une troupe légère mixte de cavalerie et d'infanterie ; articulation héritée de l'expérience algérienne de ses anciens chefs directs, les généraux Yusuf et Marey-Monge.

---

du 62<sup>e</sup> de ligne, commandant en second, d'un état-major de quatre officiers, de sa contre-guérilla *permanente* et des deux compagnies dites « auxiliaires » de 120 hommes chacune et du peloton de 40 chasseurs d'Afrique.

<sup>12</sup> Lettre du colonel Du Pin au général en chef, du 5 mai 1863, proposant une articulation en deux colonnes mixtes (150 cavaliers, 150 fantassins chacune), l'une basée à La Soledad, l'autre tenant le terrain entre La Soledad et Huatusco ; le tout renforcé de deux escadrons de cavaliers mexicains et indépendants, des commandants supérieurs (fin juin, la contre-guérilla dispose réellement de 300 hommes). Par lettre du 9 juillet 1863, le général en chef accepte ces propositions.

<sup>13</sup> Tampico : ville de 6 000 à 8 000 habitants, deuxième port du Mexique, occupée en 1862 par le 81<sup>e</sup> de Ligne puis abandonnée aux Juaristes, réoccupée par le régiment d'infanterie de la marine (été 1863) qui tient la ville face aux guérillas de Mendez, du général Pavon, du colonel Canales et du général Carvajal avant d'être relevé par la contre-guérilla.

<sup>14</sup> Plaine côtière très humide, peuplée essentiellement d'Indiens. Couverte d'une végétation dense et facilement inondable, elle n'est pas propice aux opérations militaires traditionnelles.

<sup>15</sup> *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 27.

<sup>16</sup> « Contre-guérilla du Tamaulipas ».

## LES PRINCIPES D'ACTION

Par ailleurs, la contre-guérilla obéit initialement à un ordre oral du général Forey du 14 février 1863<sup>17</sup>, confirmé par courrier du 2 juin 1863 : « Poursuivre à outrance les bandits des terres chaudes et purger le pays. »<sup>18</sup> Mises à part les réserves éventuelles que mériteraient les circonstances de l'attribution de cette mission, elle contribue à préciser l'esprit selon lequel va se dérouler l'action de la troupe du colonel Du Pin.

Sur le plan pratique, l'exécution de cette directive va principalement être articulée en quatre missions : La sécurité générale d'un territoire défini la première contrainte tactique de la contre-guérilla. À titre d'exemple, l'analyse du récit du colonel Du Pin qui fait office de journal des marches et opérations, permet de suivre l'action de la contre-guérilla dans les terres chaudes de Veracruz entre mai 1863 et janvier 1864. Cette étude tend à montrer une augmentation de la zone de responsabilité de l'unité qui finit par couvrir la garnison de La Soledad, le village de Camarón et, plus au sud, celui de Tlaliscoya. Entre les éléments du colonel Milan au nord et ceux d'Antonio Molina au sud, la mobilité des cavaliers de Du Pin et la force de son infanterie lui permettent de servir de troupe d'intervention, soit au profit de ses propres postes, soit au profit de ceux du régiment étranger.

En décembre 1863, les guérillas mexicaines, malgré quelques coups d'éclat comme l'attaque du convoi du colonel Ferrerer, ont été obligées d'abandonner les terres chaudes de Veracruz aux troupes françaises ou mexicaines alliées. Suite à ce succès qui rend moins flagrante son utilité dans la région, la contre-guérilla, après une réorganisation déjà exposée, rejoint la région de Tampico. Dans ce territoire où il cumule les fonctions territoriales et opérationnelles, le colonel Du Pin dispose d'une marge de manœuvre très large sur le plan politique et d'une autonomie opérationnelle totale à court et moyen terme. Il est donc significatif de considérer l'organisation de son action dans ce territoire comme révélatrice de ces choix tant tactiques que politiques pour la réalisation de son action de contre-guérilla. Il est promu au commandement de Tampico le 6 avril 1864. Dès le 11 avril, il sort de la ville pour affronter les brigades des généraux Pavon et Carvajal. Ces deux brigades fortes de 1 200 hommes menaient le siège de Temapache tenu par le colonel Llorente et ses 300 Mexicains alliés de la France. L'arrivée de la contre-guérilla, malgré la faiblesse numérique de sa colonne, les pousse à lever le siège et à se retrancher dans le village de San Antonio<sup>19</sup>. Le 18 avril, par un assaut frontal, les hommes de Du Pin délogent par la force les Mexicains et dispersent les deux brigades. La région sud du Tamaulipas est dès lors pacifiée. La côte de Tampico à Veracruz devient *Terra Francese* puis terre d'empire pour plus de deux ans. Deux mois plus tard, la même opération est montée contre les guérillas à l'ouest et au nord de Tampico. Au cours de deux engagements aux *Planteadores* le 7 juillet et à Tantima le 30 juillet, la colonne<sup>20</sup> du colonel Du Pin écrase les guérillas du général Casado et du lieutenant-colonel Perez, les débris de la brigade Pavon aux ordres du colonel Mascarenas, En août, celles du Nord subissent le même sort.

En quatre mois, le colonel Du Pin a pu soumettre et contrôler un territoire de plus de 10 000 kilomètres carrés avec moins de 1 500 hommes. Il est d'autre part suffisamment libre de

<sup>17</sup> *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 7. La version rapportée par Du Pin et de Kératry présente une attribution du commandement de la contre-guérilla et de la mission de celle-ci dans les salons du ministre de France à Orizaba, M. Dubois de Saligny, au cours d'un bal, le 14 février 1863. Le colonel Manéque, chef d'état-major du général Forey, a annoté le passage du manuscrit du colonel Du Pin mentionnant l'événement avec le commentaire suivant : « Récit plus plein d'imagination que de vérité. »

<sup>18</sup> Cette confirmation écrite ne nous est parvenue que par le biais d'une copie conforme certifiée par le colonel Du Pin...

<sup>19</sup> Petit village de la Huasteca, où les brigades Pavon et Carvajal, fortes d'environ 1 200 hommes, prirent position le 17 avril 1864 pour attendre la contre-guérilla. Avec ses 285 hommes et deux pièces d'artillerie, le colonel Du Pin parvint à les déloger et à les mettre en fuite. Sur le plan politique, ce combat assura deux années de tranquillité pour la région comprise entre Tuxpan et Tampico (sud de la Huasteca). Le colonel Du Pin, 4 officiers et 22 soldats y gagnèrent une citation à l'ordre de l'Armée.

<sup>20</sup> « Le 7 juin, le colonel partit de Tampico avec une colonne composée de la 2<sup>e</sup> compagnie de la contre-guérilla (120 hommes), de la 1<sup>re</sup> compagnie de la contre-guérilla Prieto (120 hommes), des cagadron de Tampico (20 hommes), des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> escadrons de la contre-guérilla (160 hommes), du 1<sup>er</sup> escadron Prieto (100 hommes), section d'artillerie de 2 pièces, dont une rayée (30 hommes), soit 550 hommes. », *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 111.

ses mouvements et de son action sur son territoire pour pouvoir intervenir soit au profit d'un territoire voisin, soit au profit d'une des colonnes de l'armée en opérations. Cette sécurité acquise par l'élimination des forces mexicaines les plus importantes, l'action de la contre-guérilla française s'oriente vers le rétablissement des circuits économiques. La route de l'argent entre San Luis Potosi et l'Europe, *via* le port de Tampico, est l'enjeu principal du contrôle de la partie centrale du Tamaulipas. Cette route commerciale repose sur l'axe de la vallée du Tamesi de Tampico jusqu'au dépôt de Tancasnéqui où le fleuve cesse d'être navigable, puis, de là, des convois de mules poursuivent la voie commerciale jusqu'à San Luis Potosi et l'intérieur du Mexique. Le contrôle du dépôt de Tancasnéqui permet le prélèvement de ressources sous forme de taxes que les juaristes vont tenter de conserver par tous les moyens. Il va de soi que, dans cet engagement, la limite entre patriotisme anti-français et pratiques plus anciennes de brigandage devient ténue. Dès la destruction des bandes de Casado et Mascarenas, la contre-guérilla va y implanter un élément permanent<sup>21</sup>, de la valeur d'une section prélevée en majorité sur l'effectif des troupes régulières de la contre-guérilla et non des alliés mexicains, signe de l'intérêt de Du Pin pour cette mission. Tant que le colonel Du Pin aura le commandement de la région, ce poste de contrôle permanent sera maintenu. Il est à noter que ce contrôle gênera considérablement les affaires illicites de certaines sociétés bordelaises, conclues avec les juaristes et incluant des livraisons de poudres et capsules de fusils. Une première campagne de mise en cause de l'action du colonel Du Pin fut ainsi conduite à partir de l'été 1864 dans la presse française, à l'instigation de sociétés de commerce relayant des accusations déjà portées par la presse mexicaine libérale<sup>22</sup>.

Une fois obtenues la soumission des guérillas les plus structurées et la surveillance stricte des circuits commerciaux de la région du Tamaulipas, le colonel Du Pin se heurte au problème de la volatilité des éléments résiduels des anciennes guérillas. Entre avril et août 1864, les officiers de la brigade Pavon, détruite le 18 avril à San Antonio, parviennent à trois reprises à remettre sur pied une troupe de 200 à 300 cavaliers qui menace constamment les routes commerciales de San Luis Potosi et Tula. Dispersé à Panuco en mai, à Tantoyuca et Tantuco en juillet, ce phénix ne sera jamais soumis et reprendra le combat dans la bande de Pedro Mendez en 1865. Il est vrai qu'en application des consignes d'amnistie ordonnées par l'empereur Maximilien et le commandement français, la contre-guérilla relâche systématiquement les chefs des guérillas sous réserve d'une promesse de ralliement et de fidélité à l'empereur du Mexique. Toutefois, le colonel Du Pin choisit de n'appliquer ce principe d'amnistie qu'une seule fois par homme<sup>23</sup>. Tout renégat est systématiquement poursuivi et ses biens sont détruits. Disparaissent ainsi des personnages influents de la région qui ont longtemps pratiqué un double jeu. Antonio Molina, riche planteur, assidu de la table du gouverneur français de Veracruz et chef présumé des guérillas de la région sud de la route de Camarón, est fusillé après un procès très sommaire en septembre 1863 et son *hacienda* est incendiée ; Gavino Etchevary, planteur influent de Tantima dans le sud du Tamaulipas qui refuse de se rallier en avril 1864 et passe à Carvajal avec ses serviteurs, voit son *hacienda* de Las Cucharas détruite par les flammes ; Casado, chef des guérillas de Tantima et Amatlan, ancien voleur et général autoproclamé, est pendu haut et court

---

<sup>21</sup> « À Tancasnéqui, un détachement de 25 hommes fourni par la 1<sup>re</sup> compagnie de notre contre-guérilla plus un demi-escadron de Mexicains du colonel Prieto », *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 182.

<sup>22</sup> Le colonel Du Pin était censé, d'après cette presse mexicaine, déjeuner des seins d'une jeune vierge rôtie à la broche chaque matin !

<sup>23</sup> Proclamation du colonel Du Pin n° 53 à la population d'Ozuluama, le 25 avril 1864 : « Le colonel, lors de son premier passage à Ozuluama, a fait appel à tous les hommes de cœur. Quelles que fussent leurs opinions, il leur avait offert loyalement l'amnistie du passé et ne leur a donné que l'avenir, promettant, et sa parole est sacrée, de les traiter tous avec la même impartialité. Les habitants d'Ozuluama n'ont pas voulu écouter ses paroles généreuses et bienveillantes. Les personnels et les propriétés ont été scrupuleusement respectés lors du premier passage des Français. Le temps de la clémence est passé. » Cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 99. Le 30, le colonel Du Pin entre dans la ville qui s'est soumise la veille. L'intervention de l'alcade qui livra spontanément une centaine de fusils lors de l'arrivée de la contre-guérilla et la constitution d'une gendarmerie de 22 Mexicains qui fut engagée aux côtés des troupes françaises conduisirent le colonel Du Pin à accorder son pardon.

le 14 juillet 1864 sous le regard intéressé des Indiens du Tamaulipas<sup>24</sup>. Dans la ligne de ces actions, sept plantations, dépôts commerciaux ou caches d'armes, sont détruites à l'issue des opérations de juillet 1864.

Afin de gagner la guerre qui l'oppose aux guérillas, le colonel Du Pin est amené au bout de la logique militaire de ce combat et recherche l'asphyxie de ses ennemis par la destruction de tous leurs points potentiels de ravitaillement. Dès lors, le ralliement de la population, au-delà des consignes de l'empereur Maximilien, devient un impératif tactique. Couper les guérillas de la population sera la clé du succès. Du Pin y parviendra en opposant la population d'origine indienne, la plus humble, aux Espagnols et métis, qui forment les classes moyennes et supérieures. Localement, il instaure dans les esprits une équation d'égalité entre les juaristes et les exploitants des Indiens<sup>25</sup>. Il se heurtera néanmoins à la politique de terreur que les différentes guérillas font peser sur la population terreur qui contraindra même les plus fidèles à fournir un appui aux juaristes de façon ponctuelle.

### LA CLÉ DES SUCCÈS MILITAIRES

Parallèlement à ses missions, le colonel Du Pin construit ses succès militaires autour de principes simples ; la sûreté semble être son présupposé initial. Elle se manifeste tant en ce qui concerne le personnel, les cantonnements, que les déplacements. Diverses anecdotes tirées des archives permettent de se faire une opinion en la matière. Peu après sa prise de commandement, le colonel Du Pin fait mettre aux arrêts trois Espagnols de sa troupe et apprend par la sentinelle qui les garde, l'existence d'un complot des hispanophones pour le faire tuer. Il fait transférer les trois soldats dans le fort San Juan d'Illoa dans le plus grand secret. Le reste des hispanophones redoutant d'être découvert fait preuve d'un zèle remarqué à partir de cette date. Sur le plan de la sécurité des cantonnements, Du Pin, comme d'autres avant lui, avait la réputation, rapportée par le comte de Kératry, de ne jamais enlever ses bottes en campagne. Craignant leur colonel presque plus que les rôdeurs ennemis, les sentinelles n'ignoraient rien de cette réputation.

Il est vrai que, pendant ses trois années de commandement, jamais la contre-guérilla ne subira d'intrusion dans un de ses bivouacs alors que les unités voisines, régulières ou non, subiront des vols, assassinats ou enlèvements au centre même de leurs campements. Enfin, les hommes de Du Pin évoluent sur le terrain derrière trois rideaux de sûreté : au plus loin, une capacité permanente à être renseigné par les Indiens, à bonne distance des cavaliers en tenue civile et, enfin, à portée de fusil un rideau de cavaliers aptes à assurer la protection rapprochée de la colonne. « Pas un mouvement sans renseignement », est un principe incontournable de la contre-guérilla. Procédant par paiement d'informateurs, par encouragement des défections, éventuellement par menaces et exécutions, le colonel Du Pin dispose avant toute chose d'un large appui au sein de la population indienne. Cet appui se manifeste par des achats de vivres ou de chevaux, quelques engagements soit dans la contre-guérilla française, soit dans une des structures mexicaines fidèles à Maximilien (contre-guérilla Prieto, gendarmerie...), mais surtout par la livraison de renseignements. Cette attitude des Indiens, traditionnellement corvéables à merci dans la société mexicaine, conduit à un durcissement de la politique de terreur des guérillas à leur encontre de façon à les forcer à renoncer à leur attachement au colonel Du Pin. En retour, à partir de janvier 1865, ce dernier doit mener de façon simulée – d'après lui – ou réelle – d'après ses détracteurs – une politique de surenchère en contraignant, ou en simulant de contraindre pour leur fournir un alibi, les populations indiennes afin d'obtenir cet appui. L'intelligence doit être l'arme et l'outil indispensable pour les chefs. Officier d'infanterie ayant commandé un escadron de cavalerie en Algérie vingt ans plus tôt, Du Pin connaît l'efficacité

<sup>24</sup> « [...] Plus de 3 000 Indiens, accourant de tous les points de la Huasteca, venaient s'assurer que leur ennemi mortel était bien mort. On les voyait arriver par longues files, les plus anciens en tête [...]. » Cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique*, op. cit., p. 140.

<sup>25</sup> « Les Indiens, qui, depuis tant d'années ont été dans la Huasteca réduits en esclavage, comprirent que l'arrivée des Français était pour eux l'heure de la délivrance. » Cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique*, op. cit., p. 84.

d'une charge de cavalerie légère dans des opérations comme celles que mène la contre-guérilla. Cependant, il refuse à ses officiers le droit de confondre courage et aveuglement. Il met ce principe en avant, tout particulièrement lorsqu'il reprend en main sa contre-guérilla au début 1866 après six mois de congé en France. Ayant pris la ville de Purissima, il envoie sa cavalerie, aux ordres du lieutenant Isabey, officier expérimenté, pour chercher du renseignement sur l'ennemi. Isabey lance ses deux escadrons contre les Mexicains dans une charge inopinée. Arrêtée par une *baranca*<sup>26</sup>, les cavaliers français sont fusillés et canonnés à bout portant par les Mexicains avant de se retirer sur Purissima. Le colonel Du Pin fait citer les officiers qui ont été blessés pour la plupart, mais il publie surtout une de ses seules notes directives :

Le colonel est obligé de faire connaître à messieurs les officiers de la contre-guérilla que le devoir de ceux qu'il charge de commander une opération, n'est nullement de faire preuve d'une grande bravoure personnelle, dont n'a que faire celui qui, par sa position, répond de la vie de ses soldats et du succès de la mission qu'on lui a confiée.

Partir avec calme, apprécier exactement la position des troupes qu'on a à combattre, la nature du terrain, voir comment on peut tourner les obstacles sans aller se briser follement contre eux ; en un mot, faire le plus de mal possible à l'ennemi en ménageant le sang de ses soldats, tel est le vrai, le seul devoir de celui qui commande et j'ordonne qu'on ne s'en écarte jamais<sup>27</sup>.

En bon géographe de formation, il exige de ses officiers surtout une intelligence du terrain qui lui semble primordiale pour prendre l'ascendant sur l'ennemi dans un combat aussi confus que peut l'être une guerre de guérilla. Enfin, la rapidité et détermination dans l'exécution sont l'impératif à réaliser pour créer ponctuellement les conditions de la victoire. Capable de déplacer sa contre-guérilla au complet à raison de 40 kilomètres par jour, ou sa seule cavalerie renforcée de pionniers à cheval et de pièces d'artillerie portées à raison de 70 kilomètres par jour, la contre-guérilla dispose d'une allonge tactique décisive. Alliée à une discrétion teintée de ruse dans la partie initiale des déplacements sous l'œil de la population des garnisons où se trouvent sûrement des informateurs adverses, elle permet de surprendre des positions, campements, zones de repos de l'ennemi. Cette capacité est une constante de l'action de la contre-guérilla. De la prise de Tlaliscoya, en mars 1863, au raid sur le bois de la *carabina*, repaire de Pedro Mendez au sud de Victoria, en janvier 1865, les raids conçus par le colonel Du Pin parviennent à créer localement et temporairement un rapport de force favorable, même dans les zones réputées contrôlées par les guérillas. C'est sûrement là que se trouve la clé de son succès tactique dans toutes les opérations qu'il a pu mener.

Cependant, ces éléments d'études concernant les structures et les missions ne permettent pas d'expliquer toute la spécificité de la troupe du colonel Du Pin, fondée aussi sur la particularité des hommes qui la composent particularité qui concerne la troupe certes, mais aussi et surtout son chef.

## DES HOMMES À PART

Aptes à vivre sur le terrain et à supporter les fatigues de marches comparables à celle de la campagne d'hiver 1805, les soldats de Du Pin sont tous des volontaires. Une part d'entre eux est recrutée au sein de la population locale et le plus souvent parmi les prisonniers des guérillas de Juarez. Une autre fraction, minime il est vrai, correspond à un recrutement cosmopolite au sein de la population aventurière de Veracruz ou Tampico. Enfin, la majorité est issue de tous les corps de l'armée, encouragée par une solde améliorée, un gain rapide de galon (à titre temporaire, il est vrai) et une perspective d'actions glorieuses. Il ne faut cependant pas occulter le fait que, dès l'été 1863, les volontaires de Du Pin sont guettés par la perspective d'une mort atroce en cas de capture par une des guérillas. En effet, d'une efficacité remarquable et jalosée, ils sont craints par les troupes de Juarez qui les surnomment *Los colorados* ou *Los carniceros*

---

<sup>26</sup> Ravin tout particulièrement encaissé, forme de relief typique des plateaux occidentaux et septentrionaux du Tamaulipas.

<sup>27</sup> Note du colonel Du Pin, fin avril 1866, cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, t. 2, p. 75.

*colorados*<sup>28</sup> et ne leur font pas de quartier. Le rapport entre volontaires locaux et anciens militaires français ne cessera d'évoluer au profit d'un renforcement du deuxième groupe. La marque initiale de la bande de Stoecklin sera fortement estompée dès la réorganisation d'octobre 1863 et totalement effacée en décembre de la même année. Par la suite, l'entretien de contre-guérillas mexicaines, comme celle du colonel Prieto, permettra d'orienter les volontaires européens dans la troupe de Du Pin et les indigènes dans les unités locales. Un tri sera effectué sans qu'il soit possible d'en mesurer l'impact sur l'efficacité de ces deux troupes. Le colonel Du Pin lui-même souligne le côté cosmopolite de son unité et les difficultés pour un officier de commander une telle troupe. En février 1863, il recense onze groupes nationaux<sup>29</sup> pour 125 hommes sur les rangs. En avril 1864, fier de sa victoire de San Antonio, il relève toutes les nationalités présentes dans ce combat : 23 groupes nationaux<sup>30</sup> s'y sont battus. Il prend conscience dès lors des richesses d'une telle diversité, mais mesure également les dangers qu'elle représente. L'attitude protectrice de deux Italiens qui se couchent chaque nuit en travers de sa porte à Medellín lui permet de comprendre l'imminence d'une menace représentée en l'occurrence par le complot des hispanophones. Ultérieurement, il note toute la valeur des cavaliers musulmans de son 1<sup>er</sup> escadron qui, à chaque engagement, se signalent de façon favorable par une action, une blessure ou une mort glorieuse. Toutefois, il reste très lucide sur les défauts de ses hommes, faisant la part entre les attitudes individuelles et le comportement d'un groupe national particulier. Il rejette ainsi presque intégralement un contingent de volontaires cubains qui lui est envoyé avec de bonnes recommandations concernant la valeur guerrière de ses membres. Il est vrai qu'à leur arrivée à Tampico, les Cubains adoptent un comportement de bande et se signalent par des attitudes et actions pour le moins hautaines, voire racistes, avec la population indienne. Le colonel Du Pin fait disperser ce groupe national, renvoyant la grande majorité et ne gardant que quelques éléments parmi les moins agressifs vis-à-vis des Indiens. Dans un même ordre d'idée, les traîtres sont pendus ou renvoyés de la contre-guérilla après de fortes punitions corporelles. Enfin, la tendance aux exactions envers les jeunes femmes mexicaines qui se développe en juillet 1864 au contact des soldats de la contre-guérilla Prieto, donne lieu à des punitions exemplaires. Le colonel Du Pin fait pendre un sous-officier indigène et, en une autre occasion, fait battre de cinquante coups de bâton un soldat français. Il prend alors dix pesos sur la caisse de l'unité pour dédommager l'indienne offensée<sup>31</sup>. Il parvient peu à peu à réduire les disparités par le renforcement de sa contre-guérilla avec des volontaires issus de l'armée française au cours des années 1863 et 1864. Certes, les groupes nationaux demeurent très diversifiés, mais leur importance quantitative se réduit de façon significative. À terme, il dispose donc d'une troupe dont le caractère français est nettement affirmé et qui bénéficie d'une expérience militaire préalable au sein d'une unité plus conventionnelle de l'armée française. Lorsque le capitaine Ney d'Elchingen prend la tête de la contre-guérilla<sup>32</sup>, il ne reste qu'une dizaine des volontaires de M. de Stoecklin. Tous les autres ont été recrutés sous le commandement du colonel Du Pin au sein des corps de troupe ou parmi les hommes en fin de contrat, ou de service, dans l'armée française. Cependant, ce caractère français doit être analysé

<sup>28</sup> Littéralement, « les rouges » ou « les bouchers rouges ». Le terme « colorados » provient de la tenue des hommes de la contre-guérilla, issus notamment des spahis et des zouaves, unités dont les uniformes comportent essentiellement des pièces de tissus de couleur rouge. Celui de « carniceros » est, d'après le colonel Du Pin, hérité de la réputation dont jouit la contre-guérilla à l'issue du combat de San Antonio, en avril 1864.

<sup>29</sup> « Français, Suisses, Hollandais, Grecs, Napolitains, Piémontais, Anglais, Espagnols, Mexicains, Américains du Nord et Américains du Sud », cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 8.

<sup>30</sup> « Français, Suisses, Belges, Hollandais, Polonais, Prussiens, Bavarois, Hongrois, Grecs, Monténégrins, Moldo-Valdaques, Turcs, Piémontais, Siciliens, Toscans, Anglais, Espagnols, Portugais, Mexicains, Américains du Nord et Américains du Sud, Kabyles, Nègres de Tombouctou », cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, p. 92.

<sup>31</sup> À titre indicatif, les soldats de la contre-guérilla touchaient une solde de deux pesos par jour.

<sup>32</sup> Le 11 avril 1865, la contre-guérilla des terres chaudes passe sous le commandement du capitaine Ney d'Elchingen, petit-fils du maréchal. Le dépôt, la 1<sup>re</sup> compagnie sont à Tampico sous les ordres du sous-lieutenant Vallée (319 hommes). Ils peuvent compter sur le soutien de la contre-guérilla Prieto (625 hommes). Les deux autres compagnies, les deux escadrons, les pionniers et l'artillerie sont à San Luis Potosi et vont être intégrés à la colonne Jeanningros en opération dans la région de Monterey. Cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, t. 2, p. 8.

en détail. En effet, bon nombre des soldats dits « français » sont, en fait, issus des spahis<sup>33</sup>, des zouaves<sup>34</sup> ou de la Légion étrangère. S'ils ont été formés selon les méthodes et la tactique françaises, ces soldats, en majorité, forment un vivier humain non représentatif du contingent métropolitain. Cette troupe est donc spéciale tant par sa composition que par ses motivations. D'autre part, elle a globalement conscience de cette spécificité dont elle est fière. Cette fierté, donnée abstraite s'il en est, se trouve renforcée par différents éléments tangibles, à savoir l'obtention de résultats probants sur le plan opérationnel, des relations particulières et positives développées avec les Indiens et, enfin, un isolement certain par rapport à la chaîne hiérarchique. Localement maître du terrain, proche des Indiens, le colonel Du Pin, jamais inspecté par aucune autorité pendant tout son temps de commandement à Tampico, a développé son penchant naturel à l'autonomie que des campagnes de presse ou des questions parlementaires défavorables ont fini par transformer en principe du « soldat perdu ». La désertion de quelques éléments de sa troupe lors de son départ pour la France en 1865 mériterait d'être étudiée de façon approfondie, de façon à vérifier le degré d'attachement individuel de ces hommes à leur chef. Le manque d'archives disponibles ne permet pas actuellement d'apporter une réponse à la question qui pourrait en découler les contre-guérilleros des terres chaudes servaient-ils plutôt par amour de la France ou plutôt par admiration, ou sous la contrainte, de Du Pin ?

La personnalité du colonel Du Pin ne peut être en effet passée sous silence. Officier en rupture de ban, il est avant tout un pur produit de la filière « coloniale ». Polytechnicien (promotion 34-36), breveté d'état-major en 38, détaché à sa demande dans un régiment d'infanterie, il a fait campagne en Algérie (1843-1848, 1853-1854), en Crimée (1854-1856), en Italie (1859) puis en Chine (1859-1861). Il est cité sept fois dont quatre à l'ordre de l'armée. Chevalier de la Légion d'honneur à 30 ans, officier à 40 et commandeur à 50, le colonel Du Pin est aussi titulaire de la croix de la valeur militaire. Héros de guerre, le premier entré dans le fort de Peï Ho puis dans la cité interdite de Pékin, d'après le commandant Lachouque, le colonel Du Pin est néanmoins sous le coup d'une sanction qui le place en congé sans solde et sans emploi. Il paie d'une part son opposition au chef d'état-major du corps expéditionnaire de Chine, mais aussi une accumulation d'affaires dont le point crucial se situe en février 1862. S'étant fortement heurté au chef d'état-major du corps expéditionnaire de Chine, il est soupçonné d'avoir fourni, au retour, des documents officiels à Paul Varin pour son ouvrage<sup>35</sup>. Cet ouvrage développe une analyse foncièrement différente du rapport officiel rédigé six mois plus tôt à partir du compte rendu de l'état-major de Chine. La nature des documents cités dans l'ouvrage oriente les soupçons sur Du Pin qui est muté disciplinairement à Lyon. Son arrivée dans cette garnison révèle une accumulation de dettes dans des mess, maisons de jeu ou établissements spéciaux. Ces dettes qui remontent à son précédent séjour dans cette ville en 1856, avaient alors conduit à sa mutation en Corse pour étouffer le scandale. En 1862, elles le poussent à vendre ses souvenirs personnels. Cette vente organisée à l'hôtel Drouot est présentée par voie de presse comme celle de son musée oriental<sup>36</sup>. Une note du maréchal Niel<sup>37</sup> qui s'inquiète de cette publicité, alors que des accusations de pillages sont portées contre le maréchal de Montauban<sup>38</sup>, conduit au placement sans emploi et sans solde du colonel Du Pin par le ministre de la Guerre. Détaché auprès du général Almonte, concurrent de Juarez, en octobre 1862, il est chargé de

<sup>33</sup> Corps de cavalerie légère formé en Afrique du Nord sur la base d'un recrutement indigène local. Le nom du général Marey-Monge est indissociable de l'histoire de ce corps.

<sup>34</sup> Corps d'infanterie indigène d'Afrique du Nord. Un de ses chefs les plus prestigieux fut le général La Moricière.

<sup>35</sup> Paul VARIN, *Expédition de Chine*, Paris, 1862.

<sup>36</sup> « Objets d'art et de curiosité provenant en partie du Palais d'été de Yuen Ming Yuen et composant le musée japonais et chinois de M. le colonel Du Pin. Vente : hôtel Drouot, salle 5, les 26, 27, 28 février et 1<sup>er</sup> mars 1862. M<sup>e</sup> Baudry, commissaire-priseur, rue Neuve-des-Petits-Champs, 50 ; assisté de M. Dhios, expert, rue le Peletier, 33, chez lesquels se distribue le catalogue. Exposition publique le mardi 25 février, de midi à 5 heures. » Extrait du *Moniteur de l'Armée*, 11 février 1862.

<sup>37</sup> Maréchal Niel, commandant le 6<sup>e</sup> corps d'armée, à Toulouse.

<sup>38</sup> Maréchal Cousin de Montauban, commandant en chef l'expédition de Chine (1859-1861) qui se rendit maître de Pékin à l'issue de la bataille de Palikao. L'incendie du palais d'hiver qui suivit cette prise a donné lieu à un sac en règle qui fut reproché à l'état-major du corps expéditionnaire.

l'organisation de l'armée mexicaine alliée de l'intervention française<sup>39</sup>. Désœuvré du fait du total désintérêt du général Almonte pour l'organisation de l'armée des conservateurs, le colonel Du Pin fait le siège de ses camarades qui composent l'état-major du général Forey à Orizaba. C'est ainsi qu'il aurait reçu le commandement de la contre-guérilla de terres chaudes le 14 février 1863, au cours d'un bal, si l'on en croit ses mémoires. Plutôt que décrire de nouveau son action au sein de la contre-guérilla à compter de ce jour, il est possible d'envisager son étude sur le plan analytique.

Homme de terrain, le jeune breveté d'état-major qu'est Charles Du Pin est topographe de formation et utilise au mieux les particularismes mexicains. Il cherche le plus souvent à se préserver une capacité de manœuvre égale à la moitié de son effectif, quitte pour cela à recruter des contre-guérillas locales. Il pèse ses options de déplacement de façon à s'assurer un avantage décisif dès les phases initiales d'une éventuelle concentration des guérillas libérales. Son but ultime, comme démontré précédemment, semble être d'obtenir la même démarche de la part de ses officiers. Il est vrai que les galons temporaires que portent ceux-ci ne parviennent pas à dissimuler leur manque de formation militaire tactique que compense le plus souvent un grand courage physique. Homme d'action, le colonel Du Pin, ancien chef d'état-major du général Marey-Monge, dispose d'une grande expérience des combats de poursuite<sup>40</sup> issue de ses différents séjours en Algérie, mais aussi d'une certaine connaissance du combat classique<sup>41</sup>. Cette double capacité va lui servir dans son action au Mexique où la capacité du chef à gérer les deux styles de combat est nécessaire. Sa capacité à intégrer ses expériences personnelles et les éléments issus de l'observation de l'ennemi lui permet de développer une pratique originale de la contre-guérilla. L'organisation de sa troupe sur la base d'une unité mixte et autonome résulte d'emprunts aux colonnes d'Algérie, l'adjonction d'éléments d'artillerie provient autant des sièges des ksars de Kabylie que des campagnes de Crimée et de Chine. Enfin, l'utilisation de pionniers montés est une nécessité imposée par le relief très particulier des *barancas* mexicaines.

Homme de caractère, Charles Du Pin, descendant d'une petite noblesse du Sud-Ouest, adopte une ligne absolue, la sienne, et n'en dévie pas, tant dans la conduite du quotidien, dans la gestion du territoire qu'il commande, que dans la direction de son unité. À partir de là, il n'hésite pas à châtier les rebelles et les éventuels déserteurs de sa troupe, de façon expéditive. Il conçoit son commandement comme « total » du fait de l'engagement « total » de sa contre-guérilla. Cette conception relève à la fois des impératifs locaux du fait de son autonomie politique et tactique, mais aussi de sa capacité et de sa volonté d'assumer toutes les facettes de son commandement. La conclusion du premier tome de son *Historique de la contre-guérilla* rédigé pour l'empereur Napoléon III porte à ce titre de façon significative le titre suivant : « Mesures à prendre pour pacifier rapidement le Mexique<sup>42</sup> ».

La situation mexicaine particulière a été l'occasion du développement d'une troupe particulière. Évoluant de son statut de bande Armée à celui de corps quasi régulier, la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique est une unité qui a su évoluer sous l'impulsion énergique et globalement solitaire de son chef, le colonel Du Pin. Instaurant un régime de paix et de sécurité dans une zone difficile d'accès et globalement insalubre, la troupe de Du Pin a connu un succès tel qu'il a engendré à la fois admiration et jalousie au sein du corps français, de même qu'il a conduit à une crainte et une *cabale* de la part des forces juaristes. Le principal mérite du colonel Du Pin, outre un courage physique indéniable et une grande intelligence de situation, a été d'établir une synthèse entre les héritages militaires de sa carrière et les techniques empruntées aux guérillas mexicaines. De son expérience des colonnes avec les généraux Marey

<sup>39</sup> Décision ministérielle du 14 août 1862.

<sup>40</sup> Prise de la smala d'Abd el-Kader (16 mai 1843), destruction de la cavalerie d'Abd el-Kader à Ben Nahr (7 mars 1846), combats de Mengren ou du Gouiga (13 mars 1846).

<sup>41</sup> Siège de Sébastopol en temps que chef d'état-major d'une division d'infanterie, campagne d'Italie comme chef d'état-major d'une division de cavalerie [bataille de Solferino], prise des forts de Pei Ho (21 août 1860).

<sup>42</sup> Cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique*, op. cit., p. 228.

Monge et Yusuf, il a tiré l'organisation de sa troupe comme une unité de cavalerie légère, mais lui a aussi donné la capacité de feu de l'infanterie et la possibilité de bénéficier d'appuis de l'artillerie portée et du génie.

De son observation du Mexique, Du Pin découvre l'obligation de mener une guerre non classique où le renseignement, la ruse, la sûreté et la rapidité des actions sont primordiaux pour la réussite des opérations. Il envisage la nécessité de s'impliquer dans une guerre totale où celui qui la mène agit dans tous les domaines de la vie : sécurité, économie, santé, religion et politique. Cette guerre, il choisit de l'assumer en concevant clairement que, localement, le militaire domine le politique. Cette conception le conduit à adopter un style de commandement très particulier qui ne réussira vraiment à aucun de ses successeurs à la tête de sa contre-guérilla. Au regard des échecs de ses successeurs<sup>43</sup>, réels ou relatifs, il apparaît fort probable que la cohérence de l'édifice créé ait reposé sur sa seule intelligence des hommes et du terrain. Son exemple ne semble donc pas transposable en l'état, mais reste un cas intéressant de combinaison entre les techniques napoléoniennes d'unités légères, les réalisations protoc Coloniales de troupes auxiliaires indigènes et la nécessaire adaptation à la guérilla que l'armée française n'avait pas su faire en 1811 en Espagne.

---

<sup>43</sup> Capitaine Ney d'Elchingen (11 avril 1865-3 novembre 1865), capitaine de montagnards Brassac (3 novembre 1865-8 novembre 1865), capitaine Jacquin (8 novembre 1865-10 janvier 1866), lieutenant-colonel de Gallifet (17 décembre 1866- ?), « capitaine » Chenet (7 mars 1867 ?-juin 1867 ?). Tous renseignements : cf. *Historique de la contre-guérilla des terres chaudes du Mexique, op. cit.*, t. 2, sauf éléments concernant le « capitaine » Chenet, extraits de R. MIDDLETON, *Garibaldi, ses opérations à l'armée des Vosges*, Paris, 1872, Garnier frères.

# LES FORCES SPÉCIALES ISRAËLIENNES : ÉVOLUTION DU CONCEPT ET DES MISSIONS

PAR PIERRE RAZOUX

Le seul fait d'évoquer la question des forces spéciales israéliennes, à l'heure où la crise du Proche-Orient occupe toujours le devant de la scène internationale, suscite la controverse. L'emploi de ces forces spéciales baigne en effet dans une ambiance de mystère parfois délétère qu'il convient d'éclaircir et de démystifier. Plutôt que de dresser un catalogue exhaustif des unités spéciales israéliennes<sup>1</sup>, du moins celles que les observateurs avertis ont jusqu'à présent pu identifier, je vais m'efforcer de livrer des points de repères et des pistes de réflexion sur la manière dont Israël a conçu et conçoit encore leur emploi. Pour tenter d'appréhender les facteurs d'évolution – mais aussi de permanence – qui ont influencé le spectre des missions dévolues à ces forces particulières, il convient de remonter à la fin des années 1940, au moment où l'État hébreu luttait pour sa propre indépendance. Il convient surtout de privilégier l'objectivité en évitant le piège du panégyrique ou de l'hagiographie, toujours facile compte tenu du mythe qui entoure ce sujet.

## UNE NÉBULEUSE COMPLEXE

En Israël, les forces spéciales sont enveloppées d'un tel brouillard que l'on a souvent tendance à les confondre avec les services de renseignements ou avec les unités d'élite. Car les interactions entre forces spéciales, services de renseignements et unités d'élite sont bien évidemment très fréquentes ; souvent, les forces spéciales sont issues d'unités d'élite et agissent au profit des services de renseignements. Elles n'en constituent pas moins une sphère particulière dont on a du mal à percer les contours. Celle-ci n'a pas été forgée d'une seule pièce. Elle résulte d'un long processus de maturation et d'agrégation, entamé dans la clandestinité à l'époque du mandat britannique, et qui s'est poursuivi au gré des aléas de l'histoire de l'État hébreu. Ce processus s'est nourri de plusieurs influences complémentaires d'obédiences britannique, américaine et soviétique, en fonction de l'origine des principaux responsables chargés de la mise sur pied de ces unités d'un type particulier. Quoi qu'il en soit, les forces spéciales israéliennes s'inscrivent parfaitement dans la définition qu'en donne Jacques Baud dans son *Encyclopédie du renseignement et des services secrets* : « Forces spécialement instruites et équipées pour exécuter un large spectre de missions<sup>2</sup>. »

Les forces spéciales israéliennes se caractérisent par une culture paranoïaque du « secret » qui ne les empêche pas de bénéficier d'une aura et d'une renommée fondées sur la réussite d'un certain nombre d'opérations spectaculaires et très médiatisées. Citons pour mémoire :

- le dynamitage de l'hôtel King David abritant le QG des forces britanniques, en 1947 ;
- l'enlèvement de l'ancien nazi Adolf Eichmann en Amérique latine en 1960 ;
- le détournement du *Scheersberg* en 1968, un navire chargé de 200 tonnes d'oxyde d'uranium dont la cargaison a très probablement permis à Israël d'accroître rapidement la quantité de matière fissile nécessaire à l'élaboration de sa « bombe » ;

<sup>1</sup> Les principales unités spéciales israéliennes sont néanmoins présentées en annexes.

<sup>2</sup> Jacques BAUD, *Encyclopédie du renseignement*, Lavauzelle, 1<sup>re</sup> édition, 1997, p. 205.

- l’attaque de l’aéroport de Beyrouth, toujours en 1968, qui s’est soldée par la destruction au sol de treize avions de lignes appartenant à des compagnies arabes ;
- l’enlèvement des « vedettes de Cherbourg » en 1969<sup>3</sup> ;
- l’élimination des activistes palestiniens impliqués dans l’attentat terroriste des jeux Olympiques de Munich (en représailles à l’assassinat de onze athlètes israéliens), en 1972 ;
- la libération la même année d’un Boeing 707 de la Sabena détourné par des pirates de l’air palestiniens ;
- le fameux raid sur Entebbe, en 1976, qui aboutit à la libération des passagers d’un Airbus d’Air France contenant de nombreux juifs, bloqué en Ouganda par des pirates de l’air se revendiquant d’une mouvance terroriste pro-palestinienne ;
- le kidnapping à Rome de Mordechai Vanunu, mieux connu sous l’appellation de « traître de Dimona », en 1986, après que celui-ci ait dévoilé à la presse occidentale les détails du complexe nucléaire israélien ;
- l’assassinat du leader palestinien « Abou Djihad » à Tunis, en 1988, puis celui de Fathi Shakaki, chef du Djihad Islamique, en 1995 ;
- l’assassinat de plusieurs dirigeants palestiniens responsables du déclenchement de la deuxième *Intifada*, en 2000 et 2001.

La liste de ces actions illustre deux des spécificités du concept israélien d’emploi des forces spéciales : la notion de « raid » et la capacité d’agir aussi bien par voie terrestre que maritime ou aérienne en ayant recours à des moyens combinés interarmées, dans une ambiance de secret la plus étanche possible. De ce point de vue, l’opération *Tonnerre* (raid sur Entebbe)<sup>4</sup> constitua un véritable modèle du genre qui servit de modèle pendant plus de vingt ans aux forces spéciales du monde entier. La mise en œuvre de cette opération illustra la doctrine d’emploi des forces spéciales israéliennes qui peut être résumée de la manière suivante : tout système de défense est vulnérable ; il est indispensable d’être imaginatif, audacieux et de faire preuve d’initiative pour surprendre l’adversaire en créant des situations qu’il n’aura pas anticipé.

## DU MYTHE À LA RÉALITÉ

- l’échec sanglant d’un raid du *Kommando Yami* dans la région de Saïda, au Sud-Liban, en 1997, qui entraîna la perte de treize Commandos israéliens ;
- l’échec, la même année, d’une tentative d’assassinat à Amman sur la personne de Khaled Mechaal, le responsable palestinien des services politiques de la mouvance Hamas, qui entraîna la capture de deux agents israéliens ;
- l’arrestation en Suisse, en 1998, de plusieurs agents israéliens surpris en pleine pose d’écoutes téléphoniques sur le territoire helvétique ;
- le démantèlement la même année d’un réseau d’agents spéciaux israéliens en Russie<sup>5</sup>.

Ces réussites et ces échecs montrent clairement que les forces spéciales israéliennes ont été confrontées à des missions très variées au cours de leur histoire.

<sup>3</sup> Pierre RAZOUX, « L’affaire des vedettes de Cherbourg : pourquoi Paris a laissé faire... », in *Historia*, novembre 2000.

<sup>4</sup> Cette opération sera plus tard renommée « Jonathan » en mémoire du lieutenant-colonel Jonathan Netaniahou, frère aîné de l’ancien Premier ministre d’Israël, qui fut tué pendant ce raid dont il assurait le commandement.

<sup>5</sup> Ces derniers échecs ont eux-mêmes précipité la démission du chef du Mossad de l’époque, Dany Yatom, proche conseiller d’Ehud Barak.

## UNE MISSION ESSENTIELLE : LA DISSUASION

Pendant la période de la lutte pour son indépendance, en 1947-1948, Israël a mis sur pied, sous la houlette d'Ytzhak Sadeh, plusieurs forces spéciales clandestines ayant pour mission :

- d'aider au retour des juifs en Palestine (*Aliyah B*)<sup>6</sup> ;
- de se procurer par tous les moyens les armes qui manquaient cruellement aux milices juives (*Rechesh*) ;
- de constituer un réservoir de troupes de choc (le *Palmach*) capables d'affronter efficacement les Armées des pays arabes hostiles à la création de l'État d'Israël. Le *Palmach* constituera le vivier qui donnera à l'armée israélienne ses chefs les plus prestigieux pendant de longues années ;
- d'infiltrer les populations arabes, utilisant des juifs séfarades originaires du Moyen-Orient (*Ha-Machlaka Ha-Aravit*).

Très rapidement, c'est-à-dire dès le début des années 1950, ces missions ont été recentrées autour d'un principe de dissuasion qui se déclina bien souvent par l'accomplissement de raids de représailles et d'intimidation. L'état-major général créa l'Unité 101, dirigée par Ariel Sharon, composée d'une centaine de Commandos irréguliers prêts à tout pour faire triompher la cause de l'État hébreu. Cette unité se fit rapidement connaître par une série d'opérations efficaces et sanglantes dans lesquelles périrent néanmoins de nombreuses victimes civiles. Celle-ci se spécialisa également dans l'enlèvement d'officiers supérieurs arabes qui constituèrent une monnaie d'échange précieuse pour Israël. Néanmoins, cette « Unité 101 » fut tellement contestée par les dirigeants politiques israéliens eux-mêmes, qui y virent une menace potentielle pour les institutions de leur pays, qu'elle fut dissoute et que ses membres furent invités à rejoindre l'unité de reconnaissance du corps des parachutistes : la fameuse *Sayeret Tzanhanim*. Là, pendant plus de quinze ans, aux côtés des autres forces spécialement entraînées pour ces actions « coups de poing », les unités spéciales israéliennes jouèrent le rôle d'une véritable force de dissuasion destinée à décourager les dirigeants arabes de se lancer dans toute action militaire d'envergure ; et il faut bien reconnaître que cette stratégie de dissuasion se révéla payante. On pourrait citer à titre d'exemple les projets d'opérations visant la destruction ou l'endommagement du célèbre barrage d'Assouan. Cette stratégie fut utilisée jusqu'à ce que l'État hébreu se dote d'une force aérienne performante et d'un arsenal nucléaire crédible lui permettant d'exercer cette fonction de dissuasion par d'autres moyens. Indubitablement, les forces spéciales israéliennes contribuèrent alors largement à la « fabrication » de l'image d'un État d'Israël « fort », « assiégé », prêt à tous les sacrifices pour assurer sa défense ultime... À l'instar de leurs ancêtres Zélotes, pendant la période de l'occupation romaine (épisode du siège de la forteresse de Massada).

## DE LA LUTTE ANTITERRORISTE À LA LUTTE ANTIPALESTINIENNE

À la fin des années 1960, la priorité change ; Israël assure sa politique de dissuasion par d'autres moyens et les forces spéciales se retrouvent engagées dans un contexte beaucoup plus classique centré autour de trois grands types de missions : la lutte contre l'activisme palestinien, la lutte contre le terrorisme international et les missions purement militaires induites par les guerres de 1967, 1968-70, 1973 et 1982. La lutte contre l'activisme palestinien s'impose comme une conséquence directe de l'occupation par Israël de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et du plateau du Golan à l'occasion de la guerre des Six Jours. Les forces spéciales israéliennes, *Sayeret Ha'Druzim* en tête, patrouillent les territoires occupés pour s'opposer aux tentatives d'infiltration des *fedayins* réfugiés en Jordanie ou au Liban. Parfois même, elles mènent des

---

<sup>6</sup> Il est intéressant de rappeler que, quarante ans plus tard, les forces spéciales israéliennes ont effectué une mission similaire d'aide au retour en supervisant et protégeant le rapatriement des juifs Falachas d'Éthiopie.

raids de représailles sur le territoire de ces pays, comme à Karameh en 1968 ou à Beyrouth en 1973.

La lutte antiterroriste, ébauchée pendant les années 1950, devient progressivement une véritable priorité lorsque émerge la vague de détournement d'avions qui culminera en 1970 pendant l'épisode de septembre Noir, lorsque des mouvements palestiniens détourneront simultanément plusieurs avions de ligne vers la Jordanie. Cette lutte est officiellement érigée en priorité gouvernementale absolue après qu'une série d'attentats meurtriers perpétrés à Athènes, Rome et Munich déstabilise la société israélienne et porte atteinte gravement à la crédibilité du gouvernement hébreu. Elle donne l'occasion à certaines unités spéciales, jusque-là ignorées du public, d'émerger sur le devant de la scène, telles que le *Kidon*, ou bien encore la *Sayeret Mat'Kal*, qui fait office de véritable « service action » pour les services de renseignements israéliens. Cette lutte s'est poursuivie tout au long des années 1970 et 1980, servant notamment de prétexte à la double invasion du Liban de 1978 (lors de l'opération *Litani*) et de 1982 (lors de l'opération *Paix en Galilée*).

Parallèlement, les forces spéciales israéliennes multiplient les missions à caractère strictement militaire, qu'il s'agisse de reconnaissance profonde, de raids de sabotage, de désignation ou de neutralisation de cibles difficilement accessibles, d'assaut conventionnel contre des objectifs fortement défendus ou d'exfiltration de soldats israéliens isolés ou prisonniers derrière les lignes ennemies. La guerre des Six Jours, la guerre d'usure, la guerre du Kippour et la guerre du Liban sont autant d'occasions qui permettent aux *sayerot Golani* et *Givati*, unités de reconnaissance des deux brigades d'élite de l'armée israélienne, de faire leur preuve et d'accéder à la notoriété aux côtés des paras-commandos de la *Sayeret Tzanhanim*. La guerre d'usure et la guerre du Kippour consacrent en outre les nageurs de combat du *Kommando Yami* qui s'emparent d'un radar soviétique lors de l'assaut sur l'île Verte, en 1969, puis qui coulent plusieurs navires de combat égyptiens, en 1973.

Trois événements mettent cependant un terme à cette phase de transition et en ouvrent une nouvelle dans laquelle nous nous trouvons encore aujourd'hui : ces trois événements sont l'*Intifada*, la fin de la guerre froide et la guerre du Golfe de 1991. À des titres et avec des effets différents, ces trois événements ont brouillé les cartes du jeu international au Proche-Orient et ont rendu d'autant plus complexe la tâche des forces spéciales israéliennes. Tout simplement parce que désormais les menaces militaires directes s'estompent pour laisser la place à des menaces diffuses, plus insidieuses et plus difficiles à appréhender et à combattre. Les temps changent et de nouvelles unités destinées à infiltrer la résistance palestinienne voient le jour (*Duvdevan* et *Shimshon*). La signature d'un accord de paix avec la Jordanie, la reconnaissance d'une entité autonome palestinienne et le retrait unilatéral du Sud-Liban amplifient de tels changements.

Sur un plan strictement opérationnel, les forces spéciales israéliennes sont aujourd'hui certainement tout aussi performantes, sinon beaucoup plus qu'auparavant. Elles semblent s'être adaptées aux menaces nouvelles et disposent de moyens sans équivalents par rapport à ceux de leurs adversaires/concurrents (car on parle de moins en moins d'ennemis). Elles constituent toujours un réservoir de troupes de choc susceptibles d'être employées dans toute opération délicate que le pouvoir ne souhaite pas confier aux unités militaires classiques.

## LÉGITIMITÉ, MORALE ET DROIT

Néanmoins, les forces spéciales israéliennes restent empêtrées dans une logique de secret absolu qui ne laisse aucune place à l'idée de transparence, mais surtout dans une stratégie de représailles et d'assassinat qui est désormais reconnue comme hors la loi à la fois par la communauté des États et par le droit international, ce qui dessert considérablement leur image, affaiblit la cohérence de leurs missions et mine le moral de leurs troupes. On touche là l'un des points les plus sensibles concernant l'emploi des forces spéciales : le caractère parfois illégal, voire immoral, de certaines de leurs missions. Cette illégalité peut être tolérée par l'opinion

publique qui y voit une sorte de « légitime défense préventive », lorsqu'il apparaît clairement que de telles missions concourent à la survie de la Nation. Tel fut longtemps le cas pour Israël. Mais, à partir du moment où il apparaît clairement que la Nation n'est plus engagée dans un processus de survie, la population, comme la communauté internationale, n'est plus prête à fermer les yeux comme auparavant sur des méthodes d'action qui dérogent indubitablement aux principes fondamentaux de protection de la personne humaine et au respect des règles les plus essentielles du droit des conflits armés. Citons, pour exemple, l'exécution sommaire de prisonniers de guerre arabes par certaines unités spéciales israéliennes<sup>7</sup>, voire l'affaire des massacres des camps de Sabrah et Chatillah ; ces événements, désormais reconnus et assumés par les historiens israéliens eux-mêmes, ont suscité bien des remous à l'intérieur de la société israélienne. Et les vagues de doute n'ont fait que s'amplifier avec la répression des deux *Intifadas*. Car, quand les combattants ne sont plus convaincus d'agir pour une cause juste, utile, légitime et reconnue, ils perdent une grande part de leur efficacité. Ces références désormais incontournables de légitimité et de morale constituent donc clairement à l'heure actuelle l'une des contraintes les plus pesantes sur les forces spéciales israéliennes.

Là encore, il serait sain que l'arbre ne cache pas la forêt ! Il ne s'agit pas de réfuter en bloc toute allégation ou au contraire de verser dans une auto-flagellation masochiste, mais simplement de prendre acte des faits et de reconnaître qu'à partir du moment où le contexte a changé, où la « mondialisation » puritaine gagne du terrain, les méthodes d'emploi de la force, qu'il s'agisse ou non d'unités spéciales, doivent s'adapter à l'évolution des sociétés. Il ne s'agit pas de verser dans un angélisme béat, mais de constater que, sur le long terme, une bataille militairement gagnée au mépris des principes les plus évidents de la dignité humaine est bien souvent une bataille politiquement perdue d'avance ! Même lorsque l'adversaire n'hésite pas à recourir à des méthodes comparables ! Les Israéliens en font actuellement l'expérience...

Dans l'éternel débat entre technique et éthique, d'une part, entre efficacité et transparence, d'autre part, il est certain que les Israéliens avaient jusqu'à présent choisi la première solution. Sans doute à raison compte tenu de la situation « particulière » propre à leur société. Il n'empêche qu'Israël, malgré l'influence de ses lobbies, est désormais lui aussi confronté au phénomène de « Globalisation » qui s'empare de nos sociétés et de nos médias. Or, son approche télescope clairement les valeurs « politiquement correctes » que le nouvel Empire outre-Atlantique s'efforce de promouvoir par tous les moyens. Il est difficile de gagner sur tous les tableaux !

Un autre élément ne fait qu'amplifier le flou entourant les conditions d'emploi des forces spéciales israéliennes. Il s'agit des liens très ambigus qui unissent celles-ci avec le pouvoir. Ce phénomène est tout particulièrement visible ces dernières années : Ehud Barak n'a-t-il pas été le chef charismatique de la *Sayeret Mat'Kal* ? Et Ariel Sharon celui de l'« Unité 101 » ? (deux des unités les plus impliquées dans les opérations d'« élimination physique » des ennemis d'Israël). Or, ces deux Premiers ministres ont clairement reconnu avoir perpétré des assassinats et des actes de représailles dans le cadre de leurs fonctions au sein des forces spéciales, sans que cela soulève la moindre objection de la part de la société civile. Le contrôle qui s'exerce sur l'emploi des forces spéciales constitue donc un enjeu de pouvoir. Celles-ci ne sont certes qu'un outil, mais un outil de choix à la disposition de l'exécutif. Car il est bien clair que dans la plupart des cas, que ce soit en Israël où ailleurs, la décision d'emploi de ces forces relève *in fine* du Politique. Dans l'exemple israélien, vouloir aborder le sujet sans évoquer sa dimension politique constituerait donc un non-sens. Une telle décision implique de ce fait une parfaite maîtrise de la dimension médiatique.

---

<sup>7</sup> Cf. les nombreux articles publiés en Israël par la mouvance des « nouveaux historiens », mais aussi l'article de Philippe Gélie : « Quand l'armée israélienne *liquidait* ses prisonniers », paru dans le *Figaro* n° 15862 du 18 août 1995, p. 4.

## IMAGE ET MÉDIAS

Plus que jamais, les forces spéciales israéliennes sont confrontées à un défi majeur : le contrôle des populations civiles et l'impact que leur action entraîne dans les médias. On rejoint là les préoccupations des forces spéciales occidentales engagées depuis près d'une dizaine d'années dans des opérations de soutien de la paix, opérations aux contraintes multiples qui nécessitent le développement d'une véritable expertise dans le domaine des opérations psychologiques et des actions civilo-militaires, deux domaines dans lesquels les Israéliens semblent accuser un certain retard. Retard d'autant plus gênant que le milieu urbain constitue désormais clairement le lieu de prédilection d'engagement de ces forces spéciales, à tel point que l'on note un glissement vers un concept de forces davantage paramilitaires (incluant des policiers, des douaniers et des gardes-frontières) que militaires. De plus en plus, les unités spéciales de la police israélienne jouent ainsi un rôle déterminant sur ce terrain particulier.

À l'inverse, on remarque que, grâce à l'évolution technologique des armements, des missions qui relevaient jusque-là strictement des forces spéciales, telles que l'élimination de terroristes ou de personnes supposées telles, peuvent désormais être accomplies par des moyens militaires strictement conventionnels, je pense aux batteries d'artillerie ou aux hélicoptères de combat capables de « traiter » une cible désignée avec une précision effarante. On assiste donc à un mélange des genres qui ne va pas dans le sens de la clarification de la spécificité d'emploi des unités spéciales.

En tout état de cause, s'il y a bien un domaine dans lequel les forces spéciales israéliennes doivent désormais renforcer leur efficacité, c'est celui de l'image et de la communication ; la deuxième *Intifada*, avec son cortège d'images chocs et de commentaires à l'emporte-pièce nous le démontre tous les jours. Les Israéliens semblent en être désormais bien conscients, comme en témoignent à la fois leur effort relatif de « retenue » (notamment par l'emploi d'armes non létales et de règles d'engagement plus strictes), leur volonté d'être présents sur la scène médiatique<sup>8</sup> et le soin tout particulier qu'ils apportent à la mise à jour régulière et à l'amélioration du site Internet de leurs forces de défense ([www.idf.il](http://www.idf.il))<sup>9</sup>. Le caméscope, l'ordinateur multimédia et la « toile » seraient-ils en train de détrôner le poignard, l'explosif et la mitrailleuse ?

Pour conclure, j'insisterai sur deux points qui me semblent devoir retenir l'attention : les forces spéciales israéliennes ont parfaitement assuré leur rôle essentiel de dissuasion pendant la première phase de l'histoire tourmentée de leur pays. Mais dès lors que cette mission de dissuasion n'a plus relevé de leur ressort exclusif et qu'Israël n'a plus été menacé dans sa survie physique, la banalisation de méthodes telles que l'assassinat, les représailles ou la destruction de biens civils s'est inscrite en décalage total avec les critères changeant d'une opinion publique certes volage, mais néanmoins très influente. On peut s'en réjouir ou le regretter, mais il est certain que la « raison d'État » recule à grands pas dans les sociétés qui se veulent démocratiques. Si elles veulent éviter la marginalisation, les forces spéciales israéliennes devront donc s'adapter et reforger une image positive correspondant à une société en pleine évolution, manifestement à la croisée des chemins.

<sup>8</sup> Citons, à titre d'exemple, l'article publié en première page du *Monde* du 5 juin 2001, dans lequel Élie Barnavie, ambassadeur d'Israël en France, critique de manière virulente l'un des dessins du caricaturiste Plantu qui avait assimilé les kamikazes du Hezbollah ou du Hamas aux colons juifs ultra-orthodoxes.

<sup>9</sup> Grâce notamment au recrutement de plusieurs centaines d'internautes et d'informaticiens professionnels.

## ANNEXES

## LES PRINCIPALES FORCES SPÉCIALES ISRAËLIENNES :

La *Sayeret Golani* constitue l'unité de reconnaissance de la 1<sup>re</sup> brigade d'infanterie israélienne d'élite, qui a pour emblème un cèdre vert sur fond jaune (le jaune et le vert sont les couleurs de l'infanterie israélienne). Ses éclaireurs, surnommés les « Tigres volants », sont particulièrement aguerris au combat urbain et aux missions spéciales. Créée en 1948, cette unité s'est illustrée pendant la guerre des Six Jours en s'emparant de certaines positions clés sur le Golan, puis lors de la guerre du Kippour en reprenant le contrôle du mont Hermon. Elle fut également impliquée dans le raid sur Entebbe, puis dans l'opération *Litani*, en 1978. C'est toutefois en juin 1982, lors de l'opération *Paix en Galilée*, qu'elle accède à la notoriété en délogeant les *fedayins* palestiniens retranchés dans le château de Beaufort, puis en combattant dans Beyrouth assiégé.

La *Sayeret Givati* constitue l'unité de reconnaissance et d'éclairage de la 5<sup>e</sup> brigade d'infanterie israélienne, qui a pour insigne un renard rouge lové autour d'un glaive, sur fond jaune, vert et bleu. C'est cette unité qui participa aux combats les plus féroces de la guerre d'indépendance. Ses Commandos se firent rapidement surnommer les « Renards de Samson ». En 1956, cette brigade fut dissoute et le nom de *Givati* fut transféré à la 17<sup>e</sup> brigade de réserve. À la fin de la guerre du Kippour, les fantassins et les éclaireurs de cette unité tentèrent sans succès de s'emparer de la ville de Suez. Ils subirent de lourdes pertes et durent se replier dans des conditions périlleuses. L'opération *Paix en Galilée* ayant démontré le besoin, pour l'armée israélienne, de disposer de davantage de fantassins et de Commandos, la 5<sup>e</sup> brigade d'infanterie d'élite *Givati* fut reformée en juin 1983. Dans sa nouvelle formule, elle se spécialisa dans les opérations amphibies. Pendant près de dix-sept ans, les *sayerot Givati* et *Golani* formèrent l'ossature des forces spéciales israéliennes engagées au Sud-Liban.

La *Sayeret Tzanhanim* regroupe depuis 1954 les meilleurs éléments des troupes parachutistes. Elle fait office d'unité de reconnaissance parachutiste et s'est spécialisée dans l'infiltration à longue distance par voie aéromobile. Cette unité symbolisée par un serpent ailé a conquis ses titres de gloire lors de l'assaut sur le col de Mitla pendant la campagne du Sinaï en 1956, puis lors de la prise de la vieille ville de Jérusalem, durant la guerre des Six Jours. C'est également elle qui fut engagée lors d'une mission spéciale visant la destruction d'un pont stratégique dans la profondeur du territoire syrien, pendant la guerre du Kippour, destinée à stopper l'arrivée de renforts blindés irakiens. Par la suite, les bérets rouges israéliens, spécialisés dans le combat urbain, ont été très largement utilisés dans la lutte contre l'*Intifada*. C'est cette unité qui avait été spécialement entraînée pour rechercher et détruire les Scud irakiens pendant la guerre du Golfe, à l'instar des SAS britanniques. Leur engagement dans ce conflit fut toutefois bloqué par le gouvernement israélien pour des raisons politiques.

Le *Kommando Yami* regroupe les nageurs de combat et constitue, à l'instar d'autres formations triées sur le volet, un réservoir de forces surentraînées utilisable par l'état-major général pour ses opérations spéciales. Son insigne représente un glaive et une ancre de marine, reposant sur des ailes de chauve-souris. Cette unité rattachée à la Marine, structurée suivant le modèle du SBS britannique, comprend plusieurs équipes spécialisées dans les différents types de missions. La formation spécifique des nageurs de combat dure vingt mois au cours desquels ceux-ci subissent un entraînement intensif, beaucoup plus sélectif que celui réservé aux parachutistes ou aux éclaireurs de la brigade *Golani*. Cet entraînement diversifié comprend aussi bien l'apprentissage des techniques de combat, de plongée et de sabotage, que celles liées au saut en parachute, à la survie en milieu hostile ou au pilotage de voitures rapides. C'est un détachement de cette unité qui, le 5 septembre 1997, tomba dans une embuscade au Sud-Liban, perdant treize hommes.

Le *Kidon* constitue le service spécial du Mossad responsable des actions clandestines, dont l'action est coordonnée par le *Komemiyut* (anciennement *Metsada*).

La *Sayeret Mat'Kal* correspond à un véritable « service action », agissant à la fois au profit des services de renseignements militaires (Aman) que du Mossad. Cette unité créée en 1957, l'une des plus secrètes de Tsahal, dépend directement de l'état-major général et a été impliquée dans la plupart des opérations spéciales avalisées par le gouvernement israélien. Cette unité, connue un temps sous l'appellation d'« Unité 269 », regroupe la fine fleur des membres des forces spéciales israéliennes<sup>10</sup>.

La *Sayeret Ha'Druhim* regroupe les Druzes volontaires pour effectuer leur service militaire au sein de Tsahal au sein d'une unité de reconnaissance spécialisée dans l'infiltration des milieux arabes. Ce sont des combattants de cette unité également connue sous le nom d'« Unité 300 » qui, pendant la guerre des Six Jours, se sont emparés de la ville de Jenine, en Cisjordanie, en se faisant passer pour des soldats irakiens.

*Duvdevan* et *Shimshon* ont été créées en 1988 par Ehud Barak, alors chef d'état-major adjoint, pour faire face à l'*Intifada*. Les membres de ces deux unités, tous arabisants, opèrent en civil au milieu de la population palestinienne. Ils ont largement contribué à la neutralisation des chefs historiques du Hamas et du Djihad islamique. Récemment, la crédibilité de *Duvdevan* a été entachée par une série de bavures et de tirs fratricides ayant entraîné la démission de son commandant.

#### QUELQUES OUVRAGES UTILES :

- Samuel KATZ, *Israeli Special Forces*, Motorbooks International Publishers & Wholesalers, Osceola (WI), USA, 1993 ; *Soldier Spies : Israeli Military Intelligence*, Presidio, Novato (CA), USA, 1992 ; *Guards without Frontiers : Israel's War Against Terrorism*, Arms and Armour Press, Londres, 1990 ; *Israeli Elite Units since 1948*, Osprey, Elite Series n° 18, Londres, 1988.
- Martin VAN CREVELD, *Tsahal : Histoire critique de la force israélienne de défense*, Éditions du Rocher, coll. « L'Art de la guerre », Monaco-Paris, 1998.
- Jacques BAUD, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Lavauzelle, 1<sup>re</sup> édition, 1997.
- Moshé BETZER et Robert ROSENBERG, *Le Commando secret*, Plon, 1996.
- Dan RAVIV et Yossi MELMAN, *Tous les espions sont des princes : la véritable histoire des services secrets israéliens*, Stock, 1991.
- Victor OSTROVSKY et Claire HOY, *Mossad. Un agent des services secrets israéliens parle*, Presses de la Cité, 1990.

Richard DEACON, *The Israeli Secret Service*, Sphere Books Limited, Londres, 1977.

<sup>10</sup> Pour avoir un aperçu des faits d'armes attribués à la « Sayeret Mat'Kal », voir le fascicule de Samuel KATZ, *Israeli Elite Units*, Osprey, Elite series n° 18, Londres, 1988 p. 48-50, de même que l'ouvrage de Moshé BETZER et Robert ROSENBERG, *Le Commando secret*, Plon, 1996.

# LES FORCES SPÉCIALES ESPAGNOLES

PAR JEAN-PIERRE RENAUD

L'évolution et les changements des structures de l'armée espagnole ont souvent suivi ceux de l'armée française<sup>1</sup>. Entre 1980 et 2001 (au 31 décembre), quatre plans<sup>2</sup> auront fait passer les effectifs des Forces Armées espagnoles de 300 000 à 180 000 hommes. Quelques mois après la déclaration du président de la République française annonçant son choix de la professionnalisation (février 1996), le Premier ministre espagnol, José María Aznar, proposait lors de son discours d'investiture du 3 mai 1996, la suspension du service militaire et la nécessité d'obtenir un consensus sur un nouveau modèle de Forces Armées. Le 20 décembre 1996, une directive de défense nationale (1/96) établissait les lignes directrices d'un programme de professionnalisation puis en 1998 la Chambre des députés et le Sénat approuvaient les modalités et délais nécessaires à cette professionnalisation, enfin le 18 mai de la même année (1998), la date de la fin du service militaire était arrêtée au 31 décembre 2002. Lors de son nouveau discours d'investiture du 25 avril 2000, Aznar annonçait l'intention de son nouveau gouvernement : la fin du service militaire sera avancée au 31 décembre 2001. Le 8 novembre 2000 le dernier tirage au sort pour les appelés (90 625) a eu lieu, plus de un million de jeunes<sup>3</sup> passeront dans la réserve, c'est-à-dire ceux qui étaient toujours susceptibles d'être appelés en 2001, c'est-à-dire la totalité des sursitaires des années précédentes (861 743) auxquels se sont ajoutés les sursitaires de l'année 2000 (230 448) et les objecteurs de conscience (150 231). Le 31 mars 2001, les 663 derniers cadres appelés ont rejoint les Forces Armées pour un service de neuf mois (31 décembre 2001). Selon le ministre de la Défense : « Ce n'est pas seulement la substitution d'un service de conscription par un système de volontariat ; c'est avant tout, un changement dans la conception de défense, dans la culture qui affecte la relation entre le commandement et l'obéissance au sein des Forces Armées et un changement dans les rapports qui régissent l'armée et la société civile. » Quelques chiffres avant de passer aux forces spéciales : le nouveau format des Forces Armées espagnoles comprendra 100 000 hommes et femmes de troupe pour 49 171 cadres, en 1999, le nombre des demandes d'engagement a baissé de 25 % par rapport à l'année d'avant<sup>4</sup>, au 31 décembre 2000 la féminisation atteignait 11, 3 % et la demande d'engagement féminine 25 %. La professionnalisation des Armées espagnoles demeure un défi pour la société espagnole : en 2002, il faudra non seulement recruter 17 000 nouveaux engagés mais 13 000 de plus pour le renouvellement de ceux qui seront en fin de contrat, soit un effectif global de 30 000.

Pour les forces spéciales espagnoles, désormais professionnalisées ou en voie de l'être à de rares exceptions, l'historique vous montrera le chemin parcouru entre la création des premières unités des forces spéciales et la mise sur pied du Commandement des forces spéciales espagnoles, en annexe du texte vous trouverez toutes les filiations entre les unités depuis l'origine. Nous aborderons ensuite la composition et les missions générales du commandement des forces spéciales puis la doctrine d'emploi de ces unités, enfin l'instruction et l'entraînement avant de conclure.

<sup>1</sup> Après les créations de l'ALAT, de la FAR (1983), du commandement des forces spéciales, commandement de la doctrine, EMIA, côté français, leurs équivalents (approximativement) en Espagne, FAMET (*Fuerzas Aeromóviles del Ejército de Tierra*), FAR (*Fuerza de Acción Rápida*, 1992), MOE (*Mando de Operaciones Especiales*), MADOC (*Mando de la Doctrina*) et EMACON (*Estado Mayor Conjunto*).

<sup>2</sup> META (*Modernización del Ejército de Tierra*, 1980-1985), REORGANIZACIÓN (1985-1990), RETO (Défi, 1990-1995), NORTE (*Nueva Organización del Ejército de Tierra*, 1995-2000).

<sup>3</sup> *Revista Española de Defensa*, novembre 2000, p. 12.

<sup>4</sup> Peut-être dû à la guerre du Kosovo, à la diminution du chômage.

## HISTORIQUE

C'est en 1956 que le premier cours de guérilla est créé. On connaît la légendaire résistance des Espagnols, leur histoire en témoigne, ils nous ont d'ailleurs transmis leur terme de *guerrilla*, terme que nous avons très durement expérimenté chez eux pendant la campagne d'Espagne de l'Empereur (1808-1812)<sup>5</sup>. En 1961, naissent les deux premières unités d'opérations spéciales (Ovieda, Orense). Entre 1965 et 1967, chaque brigade territoriale de défense opérationnelle du territoire (DOT), possède deux compagnies d'opérations spéciales auxquelles s'ajoutent une compagnie aux Baléares, deux compagnies aux Canaries, une à l'École militaire de montagne et d'opérations spéciales (EMMOE) et une à la Légion (UOEL). On atteint alors vingt-trois unités pour l'armée de terre. Le plan de modernisation META (*Modernización del Ejército de Tierra*) réduit le nombre d'unités tout en les regroupant au sein de groupes d'opérations spéciales (le GOE est l'équivalent d'un bataillon), à raison d'un groupe pour chacune des six régions militaires. Les compagnies des Baléares, des Canaries et de l'EMMOE sont maintenues. La compagnie d'opérations spéciales de la Légion se transforme en Bandera d'opérations spéciales (BOEL) c'est-à-dire en bataillon.

Entre 1961 et le plan NORTE (*Nueva Organización del Ejército de Tierra*), dernier plan de réorganisation de l'armée de terre espagnole, initié en 1995 et achevé en 1999<sup>6</sup>, tous les personnels de ces unités n'ont qu'un seul souci : acquérir leur indépendance. Ils l'obtiennent avec la création du commandement des opérations spéciales (MOE), en octobre 1997, définitivement mis sur pied le 1<sup>er</sup> juillet 1998. Mais l'indépendance a un coût : seuls demeurent trois bataillons dont celui de la Légion (2 GOE, s, 1 BOEL) et une compagnie à l'EMMOE. Ce commandement est sous la dépendance directe du général commandant la Force de Manœuvre (FMA). Il est inclus dans les éléments organiques. Le bataillon des forces spéciales de la Légion (*BOEL XIX de la Legión*) semble être toutefois maintenu organiquement à la FAR bien que pour emploi au MOE.

## LE COMMANDEMENT DES FORCES SPÉCIALES ESPAGNOLES (MOE) : COMPOSITION ET MISSIONS

Il est composé :

- d'un état-major (*Jefatura*, à Jaca) aux ordres d'un colonel du corps général des armes, breveté forces spéciales, et comprenant l'état-major et proprement dit avec ses bureaux Rens/Opérations/Personnel-logistique/Trans/Santé et Habilitation, une compagnie de commandement et des services (*COE de Plana Mayor*) et une unité d'expérimentations (*Unidad Experiencias*) à quatre éléments spécialisés Air, Mer, Montagne et Opérations spéciales (organigramme) ;

- de trois groupes de forces spéciales : *Valencia III* (GOE III, à Valence), *Tercio del Ampurdán IV* (GOE IV, à Barcelone) et *Bandera cabo legionario maderal oleaga* de la Légion (BOEL XIX, à Ronda), ces trois unités sont du niveau bataillon à trois unités, commandement et services, reconnaissance spéciale, action directe (organigramme). Des études sont en cours pour regrouper l'état-major et les groupes des forces spéciales sur un même site.

<sup>5</sup> « Tout en effet concourait à rendre cette campagne extraordinairement pénible, plus rude encore que celle dans le Tyrol en 1797, des places nombreuses, avec des fortifications modernes, un pays extrêmement vaste, en partie désert et sans ressources, de grandes forêts, peu de plaines et celles-ci ravonnées profondément, un enchevêtrement de montagnes escarpées, de défilés et de précipices, de chemins ou de sentiers dangereux ; dans les régions cultivées, une population considérable, énergique, dure à la fatigue, belliqueuse, habituée aux armes, exécrant les Français. Des troupes irrégulières recrutées dans cette population, miquelets, somatens ou guérillas, faisaient une guerre atroce, guettant les isolés sur les routes, torturant les prisonniers, les blessés mêmes, avec des raffinements de cruauté, avant de les égorger. » in *Le lieutenant-général Delort d'après ses archives et les archives du ministère de la Guerre 1792-1815*, par L. Stouff, Paris, Berger-Levrault, 1906, 177 pages, p. 37.

<sup>6</sup> L'armée de terre est passée de cinq divisions à une division, et de quinze brigades à huit, dont trois endivisionnées.

Ses missions sont les suivantes :

- commander les unités spéciales sous son commandement ;
- assurer le rôle de conseil technique dans le domaine de l’instruction et de l’entraînement de toutes les unités spéciales de l’armée de terre et contribuer à la programmation et au contrôle de l’exécution ;
- collaborer à la recherche, aux expérimentations et au développement des procédures et des matériels spécifiques à ces unités tout en dépendant dans ces domaines du commandement de l’entraînement et de la doctrine de l’armée de terre.

## DOCTRINE D’EMPLOI DES FORCES SPÉCIALES

L’emploi des forces spéciales espagnoles depuis l’opération *Tempête du Désert* s’effectue toujours dans un cadre multinational. La nouvelle doctrine d’emploi des forces spéciales espagnoles a été élaborée à partir des caractéristiques du combat moderne liées à la disparition du front linéaire et à la multiplicité des théâtres d’opérations. L’utilité des forces spéciales a été démontrée compte tenu de leur rentabilité dans les actions indirectes et de l’action psychologique. Ces forces demandent des troupes motivées, très entraînées, pour être à même d’utiliser une technologie avancée nécessaire aux procédés de pénétration et d’extraction d’un territoire hostile par voie de terre, mer ou air. Cette doctrine regroupe classiquement, comme pour toute organisation d’une force, les chapitres suivants : concepts généraux, missions, organisation propre, commandement et contrôle, planification, exécution, logistique, instruction et entraînement. Les opérations dans lesquelles sont engagées les forces spéciales espagnoles comportent toujours un très grand risque non seulement pour les troupes elles-mêmes mais aussi pour l’État qui les a engagées car leurs implications politiques peuvent être très importantes. Elles sont effectuées avec des effectifs réduits, très spécialisés, pour une durée très limitée du fait de leur équipement léger et d’un soutien logistique délicat voire impossible. Plusieurs facteurs conditionnent leur emploi : l’état de l’opinion publique et l’importance des moyens de communication, la limite légale fixée par le pouvoir politique et celle des risques encourus en rapport avec les règles d’engagement communes aux pays concernés de l’alliance ou des traités en cours. Les missions de ces forces se déroulent dans un environnement géographique, politique et militaire qui ne se répétera pas, elles demandent par conséquent une planification rigoureuse de façon à sélectionner le personnel le plus adéquat.

Les forces spéciales espagnoles sont organisées organiquement suivant un schéma classique : des compagnies formant un bataillon, trois bataillons sous un commandement unique, du niveau de régiment. Néanmoins, dès que les unités sortent des phases de l’instruction et de l’entraînement et qu’elles doivent être engagées, elles sont alors organisées suivant une structure opérationnelle à la carte, ou modulaire pour utiliser le mot de notre temps. La compagnie (COE) est responsable de l’instruction et de l’entraînement des équipes de base constituées de six hommes pouvant agir par trois (équipes) dans le cadre de missions d’assistance militaire. Chaque équipe comprend : un chef de patrouille (capitaine ou lieutenant), un adjoint, topographe (sergent), un spécialiste armement/tireur d’élite, un spécialiste explosifs et destructions, un spécialiste transmissions et un spécialiste santé (un caporal-chef, un caporal et deux soldats). Le bataillon (GOE/BOEL) participe lui aussi à l’instruction et à l’entraînement mais assure également l’administration et le soutien logistique des compagnies pour les matériels spéciaux utilisés. Il est chargé d’installer la base opérationnelle nécessaire à l’action des patrouilles engagées. Dans cette base opérationnelle, nous trouvons un centre d’opérations, un centre de communications, une aire de poser pour hélicoptères et une zone vie à l’accès strictement réservé ; les sections de commandement des compagnies sont intégrées à la base opérationnelle. Le commandement des forces spéciales (MOE) coordonne l’entraînement, assure le conseil technique, la recherche et l’expérimentation des nouvelles technologies. Il détermine, au cas par cas, l’organisation opérationnelle des patrouilles à partir de l’équipe de base à laquelle il ajoute tel ou tel spécialiste pour constituer ce qui sera la patrouille définitive.

Les patrouilles organiques se transforment ainsi en patrouilles opérationnelles dites « patrouilles de reconnaissance spéciales » (PRE), « détachements de liaison des forces spéciales » (DENOE), « patrouilles de combat » (PATCOM) ou encore « patrouilles d'assistance militaire » (PAM). Il est aussi en mesure de fournir une cellule de commandement d'opérations spéciales pour le conseil technique d'emploi et la planification au niveau d'un grand commandement demandeur de forces spéciales, par exemple le corps d'armée ou tout commandement interarmées ou interarmées-combiné.

Les forces spéciales doivent être en mesure de développer des capacités d'action très performantes : riposte immédiate avec insertion par voie de terre, maritime ou aéroportée d'où la nécessaire aptitude parachutiste, action isolée dans la profondeur sur tout type de terrain quels que soient le milieu et les conditions climatiques, survie en territoire hostile, liaison à toutes distances, intégration dans tout commandement interarmées ou interalliés, combat et tir à courte distance avec une capacité de destruction très élevée, pilotages d'aéronefs et guidage de missiles intelligents, observation et identification des matériels, acquisition d'objectifs, instruction et conseil dans la lutte antiguérilla, etc. Pour toute mission, le commandement des forces spéciales élabore une directive où, pour le bataillon concerné (GOE/BOEL), il fixe l'effet à produire, le risque encouru, les restrictions, les mesures de coordination, le point de non retour, enfin le cadre dans lequel se déroulera cette mission c'est-à-dire la clandestinité totale ou partielle. La compagnie fournissant les patrouilles propose un ordre d'opérations qui devra être validé par le commandement des opérations spéciales, lequel transmet en même temps cette validation au Commandement du théâtre d'opérations. Dès la validation de l'ordre d'opérations, les patrouilles opérationnelles constituées s'entraînent et répètent l'action dans la partie de la zone opérationnelle réservée à cet effet et interdite à toute autre unité. Que ce soit pour la planification ou l'exécution, compte tenu de la dispersion des patrouilles engagées et de l'étendue de leur zone d'action, le système de commandement et de contrôle impose des liaisons sans faille entre la cellule de commandement d'opérations spéciales, le (ou les) centre(s) d'opération(s) des bases opérationnelles et les officiers de liaison des opérations spéciales détachés dans les états-majors ou inversement les officiers de liaison étrangers détachés sur les bases opérationnelles. Ces dernières doivent toujours être en mesure d'assurer le soutien direct des patrouilles engagées.

## DE L'ENTRAÎNEMENT À LA SURVIE AUX OPÉRATIONS SPÉCIALES

Pendant toute la période où les unités des forces spéciales ont été alimentées par les appelés, tous volontaires, comme en France chez les parachutistes avant la professionnalisation, le rythme de l'instruction était de dix jours de sortie terrain par mois, avec le double objectif de poursuivre l'instruction de base et de continuer à connaître l'espace géographique qui correspondait à leur zone d'action temps de paix/temps de guerre. À partir de 1992, année de création des groupements d'unités des forces spéciales en voie de professionnalisation, l'instruction et l'entraînement vont être modifiés du fait du changement du concept des unités des forces spéciales : il fallait passer du concept d'unités conçues pour des opérations de guérilla et de contre-guérilla à des unités aptes à remplir les missions traditionnellement exécutées par les forces spéciales suivant le modèle américain employé au Vietnam. Dans cette optique, les Espagnols ont été intéressés par le programme de formation de l'école internationale des patrouilles de reconnaissance dans la profondeur (ILLRRPS<sup>7</sup>), en Allemagne, école fondée par la Belgique, la Hollande, le Royaume-Uni et l'Allemagne<sup>8</sup>, en 1977. Cette école se trouve actuellement à Pfullendorf, à 20 kilomètres au nord du lac de Constance. Très rapidement, elle est devenue un centre de formation spécialisé pour les pays membres de l'OTAN et chaque pays, en fonction des accords signés, fournit ou non des instructeurs et des stagiaires, organise au profit de l'ensemble des pays un exercice. L'Espagne participe aux

<sup>7</sup> ILLRRPS : *International Long Reconnaissance Patrols School*.

<sup>8</sup> Fondée à Neuhausen (1977) puis installée à Weingarten (1980) et, depuis 1997, à Pfullendorf, au sud de Stuttgart.

exercices (par exemple, *Schinderhannes 94*, en Allemagne) et aux réunions du groupe de travail de cette école, elle sollicite des visites pour ses officiers des forces spéciales, elle a envoyé un observateur pendant trois mois, en 1999<sup>9</sup>.

Cependant, le nombre de missions étant plus grand et les missions plus diversifiées, la spécialisation est devenue incontournable pour certaines unités. L'orientation des unités devait se faire au bénéfice de structures de commandement complexes, nationales ou internationales. Tous les groupes des forces spéciales regroupés sous le commandement du Quartier général de la force de manœuvre, un groupe de travail fut créé en 1996 sous la direction du général adjoint au commandant de la force de manœuvre (FMA) pour maintenir chaque unité disponible en permanence tout en dispensant une instruction la plus large possible. L'instruction est désormais scindée en plusieurs phases :

- celle de l'instruction de base commune à toutes les unités de l'armée espagnole<sup>10</sup>, d'une durée de dix à douze semaines ;
- celle de l'instruction de base des unités des forces spéciales, décomposée elle-même en trois modules (combat, topographie, survie) d'une durée de douze semaines.

Ces deux phases se déroulent à l'École militaire de montagne des unités des forces spéciales, seule école à délivrer le diplôme du cours élémentaire des forces spéciales. À l'issue de cette formation, il s'agit de préparer le combat des forces spéciales au sein d'une patrouille en fonction des aptitudes de chacun. Une nouvelle phase de formation commence, spécifique aux forces spéciales<sup>11</sup>, d'une durée de deux mois (dix semaines), c'est l'apprentissage des procédés d'action des patrouilles. Elle se subdivise en deux périodes de cinq semaines :

- celle de la formation au renseignement, à base de cours de transmissions (CBT<sup>12</sup>) et d'identification des matériels (CEIM<sup>13</sup>) ;
- et celle de la formation au combat en patrouilles incorporant le combat en zone urbaine et l'emploi des explosifs.

C'est à l'issue de cette formation que les engagés sont ventilés vers les compagnies des forces spéciales (COES) où ils complèteront leur formation. Leur emploi du temps est désormais lié aux exercices de longue durée, aux manœuvres et aux échanges internationaux, ainsi qu'aux missions de courte durée, au titre de l'ONU ou de l'OTAN. Après huit mois de formation, les engagés sont affectés à un poste pour lequel ils vont définitivement être formés.

Indépendamment de ces exercices de longue durée ou des missions de courte durée, les forces spéciales ont maintenu la fréquence de dix jours sur le terrain par mois, quelle que soit la mission programmée. L'ambiance tactique est la survie, c'est-à-dire une vie en campagne basée sur la pêche (la chasse étant théoriquement interdite pour protéger la faune), la confection de son pain, la filtration de son eau, la récolte des plantes comestibles, etc. ; les hommes tournent dans les différents ateliers pour acquérir ces savoir-faire de survie.

La doctrine des forces spéciales doit permettre une interopérabilité entre les forces spéciales des trois Armées (terre, air, mer) et les forces alliées occidentales. Décidé au plus haut niveau, l'emploi de ces forces devrait bénéficier d'une chaîne de commandement, la plus directe possible, en évitant les états-majors intermédiaires et en affectant un conseiller technique du commandement des forces spéciales auprès du commandement du théâtre ou de la zone d'opérations. Ce conseiller technique sera chargé de fixer les missions pour ces forces spéciales.

---

<sup>9</sup> « La Escuela Internacional de Patrullas de Largo Alcance » (ILRRPS) par le commandant Cándido Alonso DIEZ in revue *Ejército*, septembre 1999, p. 61-66.

<sup>10</sup> Elle est comparable à notre FETA.

<sup>11</sup> PESC : *Período Específico Común*.

<sup>12</sup> CBT : *Curso Básico de Transmisiones*.

<sup>13</sup> CEIM : *Curso Elemental de Identificación de Material*.

Le coût de la haute qualification de ces troupes et dont les effectifs sont par conséquent réduits, impose lorsqu'il s'agit de détruire des objectifs très importants de privilégier les techniques de guidage des missiles intelligents comme des avions d'appui au sol.

Dans le cadre des missions de maintien de la paix, les forces spéciales espagnoles ont été utilisées en Guinée, en Angola, en Amérique centrale (Salvador et Nicaragua), au Kurdistan comme en Bosnie-Herzégovine (UNPROFOR, IFOR, SFOR). Après sa participation avec succès, en République tchèque, à l'exercice *Co-Operative Guard 99* (24/05-4/06/1999), le commandement des forces spéciales espagnoles a organisé, du 27 septembre au 7 octobre de la même année, son propre exercice *Audacia 99*, soit moins de quinze mois après sa création (1<sup>er</sup> juillet 1998), avec la participation du 13<sup>e</sup> RDP (France), du centre d'instruction des opérations spéciales (CIOE) portugais et d'observateurs argentins, américains et italiens. Le chef d'état-major interarmées espagnol a conclu, lors de cet exercice, que la planification initiale d'un tel exercice mobilisant des moyens « air » (19 hélicoptères, deux transports aériens, une patrouille de chasse et un avion de reconnaissance) et « marine » (deux bâtiments dont un sous-marin) aurait imposé la représentation de ces deux Armées dès le début de la planification de cet exercice, l'état-major interarmées (EMACON) y veillera pour l'exercice de 2001 ; il a également confirmé la possibilité de créer un commandement des opérations spéciales au niveau interarmées. Lors de l'exercice *Audacia 99*, les deux autres Armées ont largement participé en fournissant des éléments de l'escadrille de sapeurs parachutistes (EZAPAC<sup>14</sup>) et de l'escadrille de soutien au déploiement aérien (EADA<sup>15</sup>) pour l'armée de l'air, de l'unité des forces spéciales de la brigade d'infanterie de marine (UOE/BRIMAR) et de l'unité des nageurs de combat pour la marine (UEBC<sup>16</sup>), les forces aéromobiles (FAMET) ont fourni la majeure partie des hélicoptères (bataillons d'hélicoptères de manœuvre n° III et IV, BHELMA III, IV, bataillon d'hélicoptères de transport n° 5, BHELTRA V, bataillon d'hélicoptères d'attaque, BHELA).

Lorsque leur modernisation sera achevée, les objectifs donnés à ces forces ne pourront être que stratégiques : il sera hors de question de leur confier des missions susceptibles d'être remplies par d'autres forces conventionnelles. Selon la devise des forces spéciales espagnoles, si *Los guerrilleros no mueren, se reagrupan en el infierno* (Les guérilleros ne meurent pas, ils se regroupent en enfer), en attendant, leurs effectifs sont au plus juste, semble-t-il 515 hommes au total<sup>17</sup>, il y a donc lieu de les économiser.

## LES COES

(lieu de création, année, nom)

COE 11 Madrid, 1969, Juan Palareas, avec le Regimiento Inmemorial n° 1, intègre le GOE I en 1979.

COE 12 Plasencia (Cáceres), 1969, Isidro Mir, avec le Regimiento Órdenes Militares n° 37, intègre le GOE le GOE I en 1979.

COE 21 Tarifa (Cádiz), 1969, Julián Sántchez, avec le Regimiento Álava n° 22, intègre le GOE II en 1985.

COE 22 Huelva, 1969, Miguel de Quero, avec le Regimiento Grabnada n° 36, intègre le GOE II en 1985.

<sup>14</sup> EZAPAC : *Escuadrilla de Zapadores Paracaidistas*.

<sup>15</sup> EADA : *Escuadrilla de Apoyo al Despliegue Aéreo*. Sa mission est d'appuyer le déploiement des unités aériennes en leur assurant une défense antiaérienne à courte portée (section SHORAD), une défense terrestre et NBC et la récupération des pilotes (section STO) et l'appui au transport aérien militaire et le soutien général (section appui).

<sup>16</sup> UEBC : *Unidad de Buceadores de Combate*.

<sup>17</sup> « El MOE y Audacia 1999 », organigramme n° 3 : participants à l'exercice *Audacia 99* par le lieutenant-colonel Mariano Bayo de La Fuente (Breveté) in revue *Ejército*, mars 2000, p. 76-77.

COE 31 Alicante, 1969, Milans del Bosch, avec le Regimiento San Fernando n° 11, intègre le GOE II en 1985.

COE 32 Paterna (Valencia), 1969, El Cid, intègre le GOE III en 1984.

COE 41 Bacerlona, 1966, Barón de Eroles, avec le Regimiento Jaén n° 25, intègre le GOE IV en 1987.

COE 42 Tarragona, 1969, General Cabrera, avec le Regimiento Badajoz n° 26, intègre le GOE IV en 1987.

COE 51 Zaragoza, 1969, Espoz y Mina, avec le Regimiento Las Navas n° 16, dissous en 1957.

COE 52 Barbastro (Huesca), 1969, Pedro Villacampa, avec le Regimiento Babastro n° 43, dissous en 1987.

COE 61 Burgos, 1968, Jéronimo Merino, avec le Regimiento San Marcial n° 7, intègre le GOE V en 1986.

COE 62 Bilbao, 1967, Mariano Renovales, avec le Regimiento Garellano n° 45, intègre le GOE V en 1986.

COE 71 Oviedo, 1962, Juan Díaz Porlier, avec le Regimiento Milán n° 3, dissous en 1988.

COE 72 Gijón, 1965, Pelayo, avec le Regimiento San Quintín n° 32, dissous en 1988.

COE 81 Orense, 1962, Viriato, avec le Regimiento Zamora n° 8, intègre le GOE VI en 1988.

COE 82 El Ferrol, 1969, Pablo Morillo, avec le Regimiento Mérida n° 44, intègre le GOE VI en 1988.

COE 91 Granada, 1969, Fernández Cañas, avec le Regimiento Córdoba n° 10, dissous en 1985.

COE 92 Ronda (Málaga), 1969, General Castaños, avec le Regimiento Ceuta n° 54, dissous en 1985.

COE 101 Palma de Mallorca, José Manso, avec le Regimiento Palma n° 14, devient COE n° 7 en 1988, dissous en 1996.

COE 102 Santa Cruz de Tenerife, 1969, Indíbil, avec le Regimiento Tenerife n° 49, devient COE n° 81 en 1988, dissous en 1996.

COE 103 Las Palmas de Gran Canaria, 1976, Mandonio, avec le Regimiento Canarias n° 50, devient COE 82 en 1988, dissous en 1996.

COE de la EMMOE Jaca (Huesca), 1981, dissous en 1991, recréé en 1993, dissous en 1996.

UOE de la Legion Ronda (Málaga), 1981, avec le Tercio de la Legion n° 4, intègre la BOEL en 1985.

## **LES GOES**

GOE I Órdenes Militares Madrid, 1979, COES 11 et 12 + UOE 13 et une UCS créées, dissous en 1996.

GOE III Levante Alcoy, 1984, COES 31 et 32 + une UCS, devient Valencia et rejoint Alicante.

BOEL Maderal Oleaga<sup>18</sup> Ronda (Málaga), 1985, UOEL + 2 UOEL et une UCS créées.

GOE II Santa Fe Granada, 1985, COES 21 et 22.

GOES V San Marcial Burgos, 1986, COES 61 et 62, dissous en 1996.

GOE IV Almagóvares Barcelona, 1987, COES 41 et 42, devient Tercio del Ampurdán en 1996.

GOE VI La Victoria La Coruña, 1988, avec les dissolutions des COES 71, 72, 81 et 82, dissous en 1996.

---

<sup>18</sup> *Cabo legionario.*

**BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE :**

- « El MOE y Audacia 1999 », in *Ejército*, mars 2000.
- « Survive to operate », in *Revista de Aeronáutica y Astronáutica*, novembre 2000.
- « La Escuela Internacional de Patrullas de largo Alcance » (ILRRPS), in *Ejército*, septembre 2000.
- « Operaciones especiales conjunto combinadas », in *Revista Española de Defensa*, octubre 1999.
- « El Mando de Operaciones Especiales », in *Ejército*, janvier-février 1999.
- « Las Unidades de Operaciones Especiales en las Misiones de Apoyo a La Paz », in *Ejército*, juillet-août 1998.
- « Defensa preventiva y Fuerzas de Operaciones Especiales. Una lectura española », in *Ejército*, mai 1998.
- « Unidades de operaciones especiales con personal de reemplazo », in *Ejército*, septembre 1995.
- « La Escuela Militar de Montaña y Operaciones Especiales 50 aniversario », in *Ejército*, mai 1995.
- « Exercice Schinderhannes 94 », in *Ejército*, février 1995.
- « Combatir bajo el agua. Un aspecto más de las Operaciones Especiales », in *Ejército*, avril 1993.
- « Prueba de infiltración para patrullas de unidades de operaciones especiales », in *Ejército*, novembre 1992.
- « Interesan las UOE, s ? », in *Ejército*, mai 1992.
- « Las unidades de operaciones especiales, en la defensa de archipiélagos », in *Ejército*, août 1991.

# LES FORCES SPÉCIALES SUD-AFRICAINES (1969-1990)

## L'AFRIQUE AUSTRALE EN GUERRE

PAR ANTOINE ROZÈS

Le destin des forces spéciales sud-africaines est étroitement associé à une extraordinaire détérioration de la situation politique, militaire et stratégique, tant sur un plan national, régional, qu'international de l'Afrique du Sud. À partir de 1975, le régime afrikaner connaît sa plus grave crise depuis plus de soixante-dix ans. Le pouvoir blanc est soumis à une pluie constante de condamnations de la communauté et des instances internationales, tant pour sa politique à l'égard des populations noires que de sa politique régionale. C'est dans le contexte troublé des dernières indépendances africaines et de l'agonie des régimes blancs que les actions des forces spéciales prennent toute leur dimension.

Les forces spéciales deviennent *de facto* un instrument de premier plan à la disposition du pouvoir sud-africain, intimement lié à la politique extérieure de Pretoria. Leurs champs d'action sont les zones de crise et les conflits limités qui vont se multiplier en Afrique australe. Pourtant, rien ne prédisposait Pretoria à développer des forces spéciales et surtout à les engager aussi intensivement et longuement dans des conflits régionaux de basse intensité au cœur de l'Afrique australe. Leur création reste donc tardive. Dans les années 1950, conformément à la doctrine stratégique en vigueur à Pretoria, l'armée est théoriquement prête à participer à un conflit conventionnel en tant que force d'appoint dans le cadre d'une alliance avec le Royaume-Uni. La SADF<sup>1</sup> est une Armée aux effectifs modestes, aux matériels désuets et constitue une force essentiellement défensive. À partir des années 1960, l'Afrique de l'Ouest et centrale connaissent des indépendances pacifiques ou tumultueuses. Plus près géographiquement, le vent du nationalisme noir souffle aussi. Les luttes de libération commencent en Afrique australe en Angola, au Mozambique, en Namibie, en Rhodésie et aussi en Afrique du Sud même où des troubles intérieurs sérieux éclatent. Si Pretoria est attentive à cette évolution, le danger ne paraît pas encore prégnant. Une modernisation des matériels est entreprise, mais l'armée, assoupie par des années de léthargie, ne sort pas véritablement de sa torpeur. Les doctrines de combat ne sont pas dépoussiérées. En 1966, les premiers incidents armés opposent les forces de sécurité, la *South African Police* (SAP), aux nationalistes de la *South West Africa People's Organisation* (SWAPO<sup>2</sup>) qui viennent d'engager concrètement la lutte Armée en Namibie, considérée comme la « cinquième province de l'Afrique du Sud ». Tandis que la guerre continue dans les provinces africaines du Portugal, frontalières de l'Afrique du Sud ou de la Namibie, la situation des nationalistes est excessivement difficile. En 1968, la SAP combat en Rhodésie, en soutien du régime blanc de Ian Smith.

### LES ORIGINES

L'Afrique du Sud, sous la direction du pouvoir afrikaner, s'est isolée de la scène internationale continentale. En mai 1960, elle s'éloigne aussi du Royaume-Uni. En 1969, les Sud-Africains sont sollicités par les insurgés biafrais, alors dans une situation difficile. La sécession biafraise demande un soutien militaire logistique, matériel et technique. Sur un plan militaire, il s'agit de former, dans le plus grand secret, les indépendantistes nigériens à la guérilla, alors une mission

<sup>1</sup> South African Defence Force.

<sup>2</sup> La branche armée de la SWAPO s'appelle *People's Liberation Army of Namibia* (PLAN).

classique de forces spéciales, mise en œuvre par le groupement de Commandos mixtes aéroportés (GCMA français) en Indochine et par les Américains au Vietnam. À cette date, aucune unité de ce type n'existe en Afrique du Sud. La poignée d'hommes qui participent à cette opération sur le territoire nigérian constitue l'embryon des forces spéciales sud-africaines dans les années suivantes. Pour les militaires et le pouvoir sud-africain, c'est une première. Et un double succès, à la fois technique et diplomatique. La portée de cette action clandestine est politique. Il n'y a aucun enjeu stratégique pour Pretoria. Cet engagement éloigné de son sol oppose indirectement le pouvoir afrikaner à Londres et à Moscou. Il amène aussi les Sud-Africains à entrer dans une coalition informelle avec la France et le Portugal, qui soutiennent activement la sécession des Ibos. Et, surtout, Pretoria, capitale de l'Apartheid, se rapproche ainsi de certains États francophones d'Afrique noire, comme le Gabon ou la Côte-d'Ivoire. Pretoria vient d'établir un pont avec l'Afrique de l'Ouest. Ces liens perdurent. On retrouve Pretoria et ces États avec d'autres aux côtés de l'UNITA en 1975.

Les forces spéciales naissent en Afrique du Sud dans un pays en paix, contrairement à leurs prédécesseurs britanniques du SAS. Le capitaine Jan Breytenbach<sup>3</sup>, un parachutiste, est le père fondateur des forces spéciales sud-africaines. En 1970, satisfait des résultats obtenus dans cette opération extérieure, le pouvoir politique donne le feu vert pour la mise sur pied d'une unité, malgré les réticences de la hiérarchie militaire. Une douzaine d'hommes sont sélectionnés, dont un tiers ayant participé aux opérations du Biafra. Un officier rhodésien, qui a servi dans les *Malayans Scouts* et au SAS en Rhodésie, participe au développement de cette nouvelle unité.

La formation est double, et comporte un volet aéroporté et un volet nautique. Méthodes et doctrines d'emploi sont directement inspirées des enseignements et des expériences des SAS britanniques et rhodésiens, à ceci près qu'une formation complète de type nageur de combat est aussi dispensée. Il en est de même pour les actions et le style de missions qui sont envisagées pour l'unité. Les plongeurs de la marine de guerre, la *South African Navy* (SAN), forment les hommes sur une base navale en Afrique du Sud. Les Français apportent aussi leur savoir-faire. Les stagiaires sud-africains sont instruits en Corse. Un nom est trouvé, *Reconnaissance Commando Regiment*, en abrégé les *Recce*. Il sera officialisé le 1<sup>er</sup> octobre 1972. « Régiment » est d'ailleurs un terme impropre, car il y a alors moins d'une centaine d'hommes dans ses rangs. Au fil des créations et des dissolutions, ces unités sont numérotées de 1 à 7 ; certaines ont une existence très éphémère.

## LES PREMIÈRES MISSIONS

En 1971, les forces spéciales se déploient en Namibie, en soutien de la SAP aux prises avec la SWAPO, dans la zone frontière Est. Ce mouvement nationaliste namibien mène, depuis l'été 1966, une guérilla de très faible intensité. Il lance des incursions, pose des mines dans la bande de Caprivi, depuis l'Angola, mais surtout depuis la Zambie, qui les accueille et les protège. Cette première mission opérationnelle consiste à observer clandestinement les mouvements et à estimer le potentiel militaire de la SWAPO en territoire zambien. Les *Recce* ne tardent cependant pas à modifier la situation. Ils s'infiltrèrent en Zambie, tendent des embuscades meurtrières contre la SWAPO, minent les routes utilisées par les guérilleros namubiens et s'en prennent aussi ponctuellement à la *Zambian National Defence Force* (ZNDF). Ils augmentent encore la pression politique sur le pouvoir zambien en instruisant les membres du *Barotse Liberation Movement*, un mouvement d'opposition au régime Kaunda, dont ils forment le bras armé. En 1972, une opération sensiblement différente – dans sa forme, mais pas dans sa finalité – est lancée. Il s'agit d'appuyer secrètement les Portugais engagés dans la guerre coloniale au Mozambique. Les Sud-Africains viennent frapper les bases arrière du *Frente de Libertação de Moçambique* (FRELIMO) installées en Tanzanie. Après un périple de centaines de miles nautiques à bord d'un sous-marin, les nageurs de combat conduisent de nuit une série de spectaculaires actions de sabotage contre la capitale tanzanienne, Dar Es-Salaam. Cette

<sup>3</sup> Son frère est un écrivain célèbre et un opposant déterminé au régime de l'Apartheid.

deuxième mission a une finalité plus politique que militaire. Les Sud-Africains veulent surtout peser sur le régime de Julius Nyerere. Mais, sur le plan militaire, cette opération démontre déjà la capacité de projection et le potentiel de Pretoria, unique en Afrique, à frapper durement ses adversaires au travers de ses forces spéciales.

Au fur et à mesure que la situation stratégique et politique de l'Afrique australe se dégrade, une stratégie globale de frappes de représailles ou préventives incisives est mise en œuvre. Les forces spéciales conduisent des opérations militaires directes ou indirectes contre les adversaires de l'Afrique du Sud, États ou groupes, qui se sont lancés dans la lutte Armée. Des nombreuses opérations spéciales, préparées avec minutie et des risques calculés, touchent les mouvements insurgés ou les régimes hostiles. Les actions de choc et les opérations non conventionnelles se succèdent. Les frappes directes visent les guérilleros, leurs bases, leur infrastructure logistique établies dans la sécurité relative des pays d'accueil. Les forces Armées nationales du pays hôte sont aussi des objectifs potentiels. Cibles à forte signification politique, les dirigeants des mouvements insurgés et l'organisation politico-administrative sont visés en priorité. Les infrastructures économiques, stratégiques, telles que les raffineries, les centrales électriques, les ponts et autres ouvrages d'art, voies ferrées, navires dans les ports, avions de combats sur leurs bases sont aussi attaqués par les Commandos sud-africains<sup>4</sup>. Une tâche que conduisent aussi des groupes rebelles ou insurgés avec l'appui de Pretoria, car les frappes indirectes constituent le deuxième volet de l'action des forces spéciales. Pretoria apporte un soutien technique et militaire concret aux divers mouvements rebelles locaux. Les hommes des forces spéciales font office d'instructeurs, de conseillers militaires, voire d'encadrement de guérillas alliées qui déstabilisent les régimes hostiles à Pretoria. Certains de ces mouvements seront des forces déléguées, d'autres des alliées au sens strict du terme. Dans bien des pays, indépendants ou non, des hommes vont récuser les fragiles pouvoirs en place, souvent extrêmement autoritaires. Une tendance qui se confirme par la suite des événements, un peu partout en Afrique australe, et dont les Sud-Africains exploitent amplement les ressources. Les forces spéciales constituent alors un outil militaire d'un niveau incomparable sur le continent. Ils sont exceptionnels à plus d'un titre. Le rare degré de professionnalisme est dû à une série de facteurs tels qu'une sélection attentive et soigneuse, un entraînement adapté et poussé. Les soldats des forces spéciales ont, de plus, une grande expérience du feu. Durant l'instruction, les hommes évoluent dans des zones où les contacts avec l'ennemi sont fréquents.

Au-delà de la rigueur et de la méthode avec lesquelles les forces spéciales opèrent, elles disposent d'un autre atout par rapport à leurs adversaires africains. Les forces spéciales sont appuyées par une aviation et une marine de guerre modernes et supérieurement entraînées, à l'image de l'ensemble des forces Armées sud-africaines. Ces soldats disposent donc, outre de systèmes de communications performants, d'une logistique parfaitement organisée, de moyens aériens et maritimes aéronautiques et navires, hélicoptères, C 130, C 160, vedettes, bâtiments de surface et sous-marins. Souvent parachutées, hélicoptérées, ou à bord de véhicules tactiques, ou encore utilisant des vecteurs marins, les forces spéciales font la preuve de leur aptitude à frapper fort et loin de l'Afrique du Sud, et ce jusqu'aux confins de l'Afrique centrale. L'existence de ce genre de missions complexes et périlleuses est révélée lors de l'échec de l'une d'entre elles dans le Nord de l'Angola en 1985. Il n'y a pas de sanctuaire en Afrique australe pour les ennemis de Pretoria quels qu'ils soient, jusqu'à la paix.

La très forte volonté d'un régime acculé, mais déterminé à lutter pied à pied et qui est convaincu que la défense du pays doit aller bien au-delà du *laager* symbolique des frontières nationales, est aussi un autre élément moteur dans l'histoire opérationnelle des forces spéciales. L'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe, subissent à des degrés divers de sévérité et de fréquence les coups de main des forces spéciales. Car, au final, les buts de guerre poursuivis par Pretoria sont très politiques. Affaiblir la puissance militaire des mouvements insurgés, tels que la SWAPO, est un premier objectif pour l'Afrique du Sud.

---

<sup>4</sup> Il faut entendre « commando » au sens moderne du terme.

Pretoria veut les marteler suffisamment pour les contraindre à composer. De même, Pretoria s'efforce d'amener les régimes à réduire ou à cesser leur soutien aux groupes en lutte contre le régime sud-africain en les punissant durement. Les forces spéciales effectuent ces pressions militaires clandestines auxquelles s'ajoutent parfois, comme en Angola, des opérations conventionnelles de grande envergure. En ruinant l'économie de ses adversaires d'abord par ces opérations spéciales, Pretoria épuise plusieurs pays de la région. L'Angola en premier lieu, puis le Mozambique, paient au prix fort leurs soutiens à la SWAPO ou à l'*African National Congress* (ANC).

## LE CHAMP DE BATAILLE

Les colonies portugaises voisines sont des positions stratégiques majeures pour Pretoria. L'Afrique du Sud, prisonnière de sa géographie, ne pouvait que s'intéresser à la situation dans l'ensemble de l'Afrique australe. La « Révolution des œillets », qui a lieu à Lisbonne en avril 1974, est un coup de tonnerre dans un ciel presque serein et, surtout, son issue, le désengagement du Portugal de la scène africaine, est un renversement de situation inattendu pour Pretoria. Le soudain effondrement portugais prive l'Afrique du Sud d'un glacis protecteur. Il va entraîner l'ouverture d'un front extérieur alors que, depuis des années, l'ANC lutte sur le front intérieur, sans véritable succès, mais avec acharnement. L'indépendance des colonies portugaises est le détonateur de près de quinze années d'opérations militaires et de nombre d'opérations spéciales continues dans lesquelles ces Commandos sont le fer de lance de l'armée et de la politique de Pretoria. La frontière namibo-angolaise et l'Angola sont le principal champ d'action des forces spéciales, bien qu'elles aient eu à conduire des opérations diverses dans la plupart des pays de la région, notamment au Mozambique.

En mai-juin 1974, les forces spéciales, immédiatement disponibles et d'une grande flexibilité opérationnelle, commencent à conduire des reconnaissances clandestines dans le Sud-Angolais. Elles évoluent à bord de Land Rovers équipées de mitrailleuses, ce qui donne à ces détachements un peu l'allure des patrouilles des SAS en Libye. Leur ennemi est la SWAPO, mais les guérilleros angolais de tous bords sont potentiellement hostiles<sup>5</sup>. Le 23 juin, les forces spéciales enregistrent le premier mort en opération de leur histoire, au cours d'un contact avec la SWAPO lors d'une de ces patrouilles. D'ores et déjà, la situation de chaos politique qui se dessine en Angola, encore sous administration portugaise, pousse un nombre de soldats lusophones, blancs, métis, noirs, à trouver refuge en Afrique du Sud. Quelques-uns sont admis dans les forces spéciales après sélection. Leur maîtrise du portugais et des langues locales est fort utile pour la suite des opérations. Après l'échec de l'intervention sud-africaine en octobre 1975, connue sous le nom de *Savannah*, il en est de même, mais à une plus grande échelle. En 1980, d'autres viennent de Rhodésie, dont beaucoup d'ex-membres des SAS, *Grey Scouts* ou *Selous Scouts*.

Lorsque les Sud-Africains lancent l'opération *Savannah* en 1975, l'Angola est déjà déchiré par la guerre civile depuis plusieurs mois. Les Sud-Africains entrent en guerre en 1975, par et pour la Namibie. L'Afrique du Sud souhaitait voir s'établir en Angola un régime neutre qui ne se mêlerait pas de la « question namibienne ». Pretoria redoute que l'accession possible d'un Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) révolutionnaire à Luanda, allié à Cuba et à Moscou, ne menace gravement la Namibie en dynamisant la lutte de la SWAPO. L'engagement opérationnel des Sud-Africains en Angola est, en premier lieu, l'avatar militaire imprévu de la politique de maintien de l'ordre appliquée par Pretoria en Namibie. Cette intervention militaire est marquée par une cascade d'erreurs politiques et de communication. Elle se conclut par un fiasco retentissant, mais trompeur. Cet échec donnera à penser à tort que Luanda a battu militairement l'Afrique du Sud.

<sup>5</sup> A l'origine, MPLA, FNLA, UNITA sont toutes hostiles aux Sud-Africains. Des combats opposeront l'UNITA et des groupes dissidents durant cette période d'incertitude. À cette date, la SWAPO et l'UNITA sont alliées depuis une dizaine d'années.

À l'issue de l'indépendance, les conseillers soviétiques et les troupes cubaines sont implantés en Angola. Avec l'effondrement politico-militaire des rivaux du MPLA, ce dernier paraît solidement installé au pouvoir et le pays semble apaisé. Pour les nationalistes namibiens, la situation stratégique change du tout au tout. Jamais la SWAPO n'a été autant en position de force, mais la confrontation militaire d'envergure n'a pas encore véritablement commencé avec Pretoria. Durant *Savannah*, les forces spéciales n'ont joué qu'un rôle militaire secondaire. Il s'agit de reconnaissances et de l'encadrement des unités du Front National de Libération de l'Angola (FNLA) et de l'UNITA qui fournissent l'infanterie légère qui accompagne les AML<sup>6</sup> de Pretoria dans leur fulgurante avancée. Cette opération militaire peut être considérée comme classique, si ce n'est qu'elle est tenue secrète. Une fois dévoilée, elle suscite une onde de choc sur le plan diplomatique et un déluge de condamnations tel qu'elle doit être immédiatement suspendue. L'opinion publique sud-africaine elle-même apprend tardivement que des troupes sont engagées sur plusieurs centaines de kilomètres à l'intérieur de l'Angola, créant un malaise politique considérable. Devant la perspective de combats meurtriers et de lourdes pertes en vie humaines, le pouvoir politique limite la liberté d'action des militaires. En l'occurrence, pour la minorité blanche, la question des pertes est un sujet excessivement sensible. Les pertes sont dérisoires, eu égard à l'ampleur de l'opération. À cette occasion, les dirigeants de l'Afrique du Sud découvrent, abasourdis, que leur régime est paria sur la scène internationale pour cause d'Apartheid. Les cercles du pouvoir sud-africain développent rapidement une logique d'assiégé et le pays se transforme en État-garnison. La haute hiérarchie militaire accède un peu plus tard au pouvoir politique derrière l'ancien ministre de la Défense, P. W. Botha. Elle met en place la stratégie totale destinée à lutter par tous les moyens contre l'ensemble des menaces qui pèsent sur le régime. Les leçons ont été tirées à divers niveaux de la débâcle politique de *Savannah*. Elles sont un plaidoyer pour les actions spéciales et ouvrent la voie à l'essor des forces spéciales. Le recours aux forces spéciales offre énormément d'avantages au pouvoir sud-africain. Il permet de faire l'économie de l'engagement de forces régulières dites « classiques », toujours voyantes, et dont l'emploi a un coût politiquement et diplomatiquement insupportable en 1976. Tel n'est pas le cas avec les forces spéciales, dont les actions sont par vocation discrètes. Combattants de l'ombre, leurs actions souvent secrètes permettent de frapper des cibles ou des points sensibles chez les adversaires en évitant d'en faire endosser la responsabilité politique à Pretoria. Militairement, leurs actions n'entraînent que des pertes limitées dans leurs rangs car leurs effectifs mis en ligne sont modestes et supérieurement entraînés. Elles sont d'ailleurs rapidement appuyées par des unités dites du deuxième cercle, composées de Noirs étrangers, dont les pertes ne sont pas rapportées publiquement en Afrique du Sud. Leur rapport coût/efficacité est excellent. Elles sont en mesure de mener des missions de reconnaissance lointaines dans la profondeur du dispositif ennemi au profit de la SADF, face à la SWAPO ou à l'ANC. Elles sont capables de recueillir du renseignement stratégique à destination de la hiérarchie militaire, mais aussi des cercles du pouvoir politique. De par leur entraînement et expérience, les forces spéciales bénéficient d'un savoir-faire unique en termes de contre-insurrection et de contre-guérilla, mais aussi sur le plan de la formation de guérillas alliées.

## LA « GUERRE DES FRONTIÈRES » (1976-1988)

Les prémices d'une guerre parallèle à la guerre civile angolaise, en phase de latence, sont décelables dès 1976. Les affrontements entre la SWAPO et les forces sud-africaines s'intensifient sur la frontière ; les Sud-Africains, faute d'effectifs suffisants pour tenir une frontière de 1 300 kilomètres et le territoire namibien, maîtrisent difficilement la situation militaire. Les *Recce* entrent en action en Angola au début de la crise de 1976. Pour tenter de désamorcer cette dernière et éviter toute perte du contrôle de la situation, ils réduisent la pression de la SWAPO. La SWAPO dispose alors en Angola, avec le plein accord des autorités de Luanda, d'une véritable infrastructure logistique et de bases de départ, soutiens

---

<sup>6</sup> Automitrailleuses légères.

indispensables à la guérilla que conduit son bras armé. L'Angola est devenu un sanctuaire vital pour la lutte de la SWAPO, qui bénéficie de l'aide matérielle et technique grandissante de Cuba et de l'URSS. L'arrivée au pouvoir du MPLA a donné une formidable impulsion à la SWAPO. Depuis 1976, la SWAPO, pragmatique, s'est ralliée au régime MPLA de Luanda et pourchasse ce qui reste de son ancien allié, l'UNITA, que tous donnent pour morte politiquement et militairement à cette époque. La SWAPO consacre, en contrepartie de l'aide que lui accorde Luanda, d'importants effectifs à la lutte contre les rebelles angolais. Le modeste soutien matériel sud-africain à l'UNITA pourrait avoir débuté en 1976. À la surprise même des instructeurs sud-africains, les quelques « rebelles » qui ont survécu se révèlent des élèves extraordinairement doués. Les forces spéciales n'instruisent pas seulement les groupes de l'UNITA, mais d'autres volontaires qui ont fui les avancées des troupes cubaines et du MPLA, dont les restes du FNLA. Ils constituent le 32<sup>e</sup> bataillon, connu sous le nom de *Buffalo bataillon*. Certainement l'unité la plus secrète et la plus controversée de la SADF. Elle combat plus que toute autre unité de l'armée sud-africaine sur la frontière. Jan Breytenbach est encore à l'origine de cette nouvelle formation aux effectifs importants, avec plus d'un millier d'hommes.

Pretoria va « punir » directement et indirectement Luanda pour l'aide que l'Angola apporte à la lutte des nationalistes namibiens. L'armée sud-africaine veut stopper les infiltrations des guérilleros et leur arracher l'initiative. Les reconnaissances en profondeur effectuées par les *Recce* montrent que la SWAPO s'étoffe trop, et trop rapidement, pour pouvoir être contrée par des opérations défensives classiques, quadrillage du territoire et autres opérations de sécurité. Pretoria met au point une stratégie très offensive qui vise à déplacer la guerre en Angola plutôt que de continuer à la subir en Namibie. En 1977, l'armée sud-africaine, la SADF enregistre une centaine d'accrochages par mois. La détermination des Sud-Africains, isolés politiquement, à interdire ou au moins retarder l'accès au pouvoir de la SWAPO est intacte. Pendant que les diplomates sud-africains négocient bec et ongle avec les Occidentaux sur les questions namibiennes, P. W. Botha s'appuie sur l'action militaire des forces spéciales pour contrer la guérilla de la SWAPO. Ils vont progressivement transformer des régions entières de l'Angola en zones interdites. L'action militaire sud-africaine occulte est d'abord limitée géographiquement à la province angolaise du Cunene, qui jouxte l'Ovamboland. Initialement dirigée contre la SWAPO, la guerre commence à frapper directement les troupes gouvernementales angolaises comme les infrastructures du pays au travers de sévères opérations de repréailles. Jusqu'en 1980, la SADF se limite à réduire la pression militaire de la SWAPO à la frontière par des opérations coup de poing relativement discrètes, mais déjà coûteuses pour l'Angola. Il s'agit d'une guerre secrète conduite par les forces spéciales, puis par le 2<sup>e</sup> bataillon, à l'exception de la spectaculaire attaque aéroportée qui touche la ville angolaise de Cassinga. Leur présence continue dans le Sud-Angolais aura des effets sensibles sur la tournure que va prendre ce conflit.

En premier lieu, face à la SWAPO, leurs actions de combat et de reconnaissance, couplées avec celles du 32<sup>e</sup> bataillon, vont directement ou non infliger des pertes effroyables aux guérilleros en marche vers la Namibie. En-deçà de la frontière, les attendent les pisteurs *bushmen*, les unités de réserve générale et la dernière unité de chasse levée par les Sud-Africains, *Kovoet*<sup>7</sup>. Unité de police, elle ne combat qu'en Namibie. Ses groupes de combat sont montés à bords de véhicules blindés à roues. C'est la plus redoutée de toutes les unités de combat en Namibie. Son bilan est le plus important de toutes les forces de sécurité, preuve que ses méthodes et les matériels utilisés sont parfaitement adaptés au contexte de la contre-guérilla en Namibie. Il est impossible de ne pas mentionner son existence, bien qu'elle ne puisse pas être considérée comme faisant partie des forces spéciales. D'autant que les *Recce* ont souvent travaillé avec les détachements des *Kovoet*.

Une autre unité confidentielle mérite d'être citée : la *Pathfinder company*. Elle est créée en 1980 pour conduire, de manière indépendante des opérations clandestines et non conventionnelles,

<sup>7</sup> Une unité inspirée des *Selous Scouts* de Rhodésie. Divisée en détachements de 40 à 50 hommes, appuyés par des unités de soutien. Ce sont des détachements de chasse qui pistent librement dans les zones opérationnelles les groupes de guérilleros infiltrés. Leur succès les rendra célèbres et impopulaires.

sur la zone frontière entre l'Angola et la Namibie. Elle est exclusivement composée de Rhodésiens qui quittent leur pays<sup>8</sup>. Pour donner un exemple d'une opération de choc réalisée au milieu des années 1980 par des éléments d'unités des *Recce* et du 32<sup>e</sup> bataillon, il convient de rapporter la prise d'une base clandestine de la SWAPO dans l'Est de la Namibie. Au cours de l'assaut, l'effectif complet des guérilleros est pratiquement anéanti. Les forces de la SWAPO laissent 200 morts sur 230 hommes présents. À la fin de la guerre, le fer de lance du mouvement namibien aura été fortement émoussé par cette guerre d'attrition. En second lieu les destructions opérées par ces deux unités qui évoluent en territoire angolais sont énormes. L'infrastructure du Sud-Angolais est totalement ravagée par les Sud-Africains et par l'UNITA. En troisième lieu, une partie des actions se fait derrière le masque de l'UNITA, avec laquelle les forces spéciales travaillent en un certain nombre d'occasions. Entre 1979 et 1988, certaines des actions de sabotage les plus spectaculaires ou les plus sophistiquées revendiquées par l'UNITA sont réellement effectuées par les Commandos sud-africains.

En 1981, les affrontements conventionnels de grande envergure à l'échelle de l'Afrique australe ont lieu, tandis que les Sud-Africains frappent tant la SWAPO que les Angolais. En 1983, de nouveaux combats violents opposent les Sud-Africains aux Angolais et à la SWAPO. L'Angola est, à ce moment-là, épuisé par la double guerre qu'il livre face à Pretoria et face à l'UNITA qui, depuis 1978, n'a cessé de croître et de se renforcer, utilisant le territoire namibien, notamment la bande de Caprivi, comme principale base arrière logistique. En 1984, l'Angola, à bout, et l'Afrique du Sud signent un cessez-le-feu à Lusaka.

### L'ALLIANCE DE L'AFRIQUE DU SUD ET DE L'UNITA

L'UNITA est un allié de premier ordre de Pretoria. Cette alliance entre Pretoria et l'UNITA reste longtemps clandestine. Pretoria s'engage directement et de manière répétée dans le conflit angolais au profit des rebelles de l'UNITA, témoignant de l'importance que revêt la survie de ce mouvement dans la stratégie sud-africaine. Parallèlement aux accords de Lusaka, Luanda, elle-même soutenue par ses alliés soviétiques et cubains, s'efforce d'écraser à plusieurs reprises l'UNITA, au cours d'offensives militaires conventionnelles majeures. L'armée angolaise doit faire face à chaque fois à la SADF, car Pretoria se refuse à voir l'équilibre militaire, qui existe alors depuis 1983 en Angola, basculer au profit du camp gouvernemental. En 1985, 1986, 1987 et 1988, les Sud-Africains interviennent pour appuyer et protéger l'UNITA aux prises avec ces offensives de grande ampleur qui mettent en péril les forces vives de la rébellion angolaise. Les Commandos sud-africains sont systématiquement engagés dans ces affrontements, de même que les unités du 32<sup>e</sup> bataillon. Reconnaissance avancée ou derrière les lignes adverses, actions de guérilla sur les arrières des forces angolaises ou de la SWAPO, sabotages de leurs lignes de communications. Ils combattent en permanence. Quelques exemples de leurs actions méritent d'être rapportés, comme les missions de liaison avec les unités de rebelles durant la bataille, le relevé des points de passages obligés, de façon à tendre de gigantesques embuscades, ou l'opération de sabotage du pont stratégique près de Cuito-Canavale, qui permet l'approvisionnement des troupes angolaises durant les terribles combats conventionnels des campagnes de 1987/1988.

Il n'a pas échappé aux Sud-Africains, qui doivent surveiller une longue frontière, que, dans les secteurs d'implantation angolaise de l'UNITA, la SWAPO n'était guère en mesure de pénétrer dans le territoire namibien. L'UNITA tient 650 kilomètres de frontières à l'Est de la Namibie, ce qui permet aux Sud-Africains de concentrer leurs troupes sur un secteur plus restreint par où sont contraintes de transiter les troupes de la SWAPO, rendant ses infiltrations particulièrement dangereuses et parfois suicidaires. Mais celles-ci ne cessent jamais, et la frontière n'est pas

<sup>8</sup> Ils combattent en Namibie et dans le Sud-Angolais. Ils opèrent par équipe de quatre hommes. Leur mission principale trouver/identifier des DZ et pour l'hélicoptage de troupes de la SADF, et l'observation des routes d'infiltration de la SWAPO. En 1981, un détachement est organisé pour frapper/harcéler la SWAPO et s'en prendre aux routes logistiques du mouvement namibien. Une dizaine de véhicules 4 x 4 inspirés du modèle des *long range patrol* est mise sur pied, combinant mobilité et puissance de feu. Il y aura, au plus, une trentaine d'hommes dans l'unité.

totallement imperméable aux incursions des guérilleros namibiens. En outre, l'UNITA fixe en Angola une grande partie des troupes de la SWAPO occupées à la combattre. Ce sont là les raisons pour lesquelles Pretoria s'est opposé à laisser démanteler la puissance militaire de l'UNITA, jusqu'à la conclusion d'un accord final sur l'accession de la Namibie à l'indépendance, en décembre 1988. Une fois cet accord signé à New York<sup>9</sup>, les buts de guerre des Sud-Africains en Angola – assurer la survie de l'UNITA – s'évanouissent. Pretoria n'a pas réussi à dissuader Luanda de soutenir la SWAPO<sup>10</sup>, mais, après dix années de lutte, l'Angola est exsangue. La rébellion de l'UNITA, indéracinable, est présente sur plus de la moitié du territoire en 1989.

## LES THÉÂTRES D'OPÉRATIONS AU MOZAMBIQUE ET EN RHODÉSIE

Si l'effondrement portugais a eu les conséquences que l'on sait sur la Namibie, il en est presque de même au Mozambique, où le FRELIMO accède au pouvoir en 1975. Cuba jouera un rôle déterminant dans l'année 1988 lors de la bataille de Cuito-Canavale et dans les négociations de New York. Le départ des 50 000 Cubains d'Angola est une contrepartie à l'accession de la Namibie à l'indépendance.

Il met presque immédiatement son territoire à la disposition de la *Zimbabwe African National Union* (ZANU) et de son bras armé, la *Zimbabwe African National Liberation Army* (ZANLA), pour lancer des opérations contre le régime blanc de Ian Smith en Rhodésie, allié de Pretoria. Dès 1976, les forces spéciales rhodésiennes, *SAS* et *Selous Scouts*, commencent à s'infiltrer de 50 à 60 kilomètres dans le territoire mozambicain pour repérer l'infrastructure et les bases de la ZANLA. Les Commandos sud-africains des forces spéciales présents en Rhodésie et attachés aux *Selous Scouts* conduisent, eux aussi, des opérations de reconnaissance en territoire ennemi, tout en évitant les affrontements. La présence des quelques hommes des *Recce* en Rhodésie est un secret étroitement gardé. Ce sera aussi le cas lorsqu'ils passeront à des actions plus offensives. En raison du manque chronique d'hommes, les *SAS* rhodésiens ont les pires difficultés à avoir trois escadrons *SAS* A, B, C pleinement opérationnels. Aussi, les *Recce* constituent-ils l'escadron D. Entre 40 et 60 Commandos le composent. Ils sont en opérations de 1977 à 1980, sous l'uniforme du *SAS* rhodésien. Le premier tué en opération tombe le 4 janvier 1978, lors d'un accrochage avec le FRELIMO. Les opérations de sabotage touchent les routes logistiques terrestres et ferroviaires (liaison Maputo-Malvern) de la ZANLA et du FRELIMO, les bases et autres éléments de l'infrastructure du pays.

En réplique à la destruction des dépôts de pétrole de Salisbury<sup>11</sup> par la *Zimbabwe People's Revolutionary Army* (ZIPRA), le deuxième mouvement de libération du Zimbabwe, les *SAS* et les *Recce*, débarqués d'un navire de surface sud-africain, détruisent les dépôts de pétrole de Beira et la centrale électrique. En 1979, un détachement de nageurs de combat sud-africains coule deux navires à quai dans le port de Beira. Comme en Angola, les Sud-Africains œuvrent indirectement contre le régime du président Machel. À partir de 1980, les forces spéciales sud-africaines prennent le relais des *SAS* rhodésiens et appuient les rebelles de la RENAMO<sup>12</sup> qui ont pris les armes contre le FRELIMO. Installés pour des séjours de trois mois dans les bases de la RENAMO à l'intérieur du Mozambique, les *Recce* forment les rebelles, avant d'être relevés par un nouveau groupe d'instructeurs. Ce soutien dure plusieurs années, officiellement jusqu'en

<sup>9</sup> Cuba jouera un rôle déterminant dans l'année 1988 lors de la bataille de Cuito-Canavale et dans les négociations de New York. Le départ des 50 000 Cubains d'Angola est une contrepartie à l'accession de la Namibie à l'indépendance.

<sup>10</sup> En Namibie en novembre 1989, les élections tenues sous la supervision de l'ONU sanctionnent une victoire de la SWAPO, qui recueille 57 % des voix. Largement majoritaire, la SWAPO ne recueille pourtant pas les deux tiers des sièges qui lui auraient permis d'adopter seule une Constitution. La participation d'autres partis politiques namibiens à sa rédaction a été indispensable. L'armée sud-africaine quitte le pays. Un régime basé sur le suffrage universel et le multipartisme sont adoptés. Le 21 mars 1990, la Namibie devient indépendante. Sam Nujoma accède à la présidence. En Afrique du Sud, l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela achèvera de normaliser les relations entre les deux pays.

<sup>11</sup> Capitale de la Rhodésie, aujourd'hui Harare.

<sup>12</sup> Créée en 1975/1976 par le pouvoir rhodésien pour déstabiliser le jeune gouvernement du FRELIMO qui appuie la lutte de la ZANU. Les premières troupes sont recrutées dans les rangs de réfugiés mozambicains installés en Rhodésie.

1984. Des centaines de recrues de la RENAMO sont aussi instruites en Afrique du Sud. La *South African Air Force* (SAAF) assure une partie de la logistique, notamment par le biais de parachutages, mais c'est surtout la SAN qui livre des quantités importantes de matériel de guerre aux rebelles. L'objectif de Pretoria est de détruire l'économie du Mozambique et son infrastructure. La finalité politique est de contraindre le FRELIMO à suspendre son soutien à l'ANC.

L'appui à la RENAMO passe encore par des frappes directes. Un grand nombre d'ouvrages d'art d'importance majeure sont détruits au cours d'opérations de sabotage. Les infrastructures du Mozambique, les installations et les lignes de communications du FRELIMO sont les cibles d'attaques fréquentes des Commandos sud-africains. À la fin de l'année 1983, Samora Machel est forcé de réduire l'aide qu'il apportait à l'ANC. L'accord de Nkomati en 1984 entre le Mozambique et l'Afrique du Sud est un coup sévère porté à la stratégie de l'ANC. La SADF, qui dispose de fonds secrets importants, continue cependant à soutenir clandestinement la RENAMO, à l'insu du pouvoir politique sud-africain. En 1984, cette dernière aligne 20 000 hommes. En 1990, malgré la présence prolongée de plus de 10 000 soldats zimbabwéens, une solution militaire au conflit étant exclue, de premières négociations entre les deux camps mozambicains prennent place. Elles mèneront ultérieurement au multipartisme et à la paix. La Rhodésie subit, entre 1976 et 1980, des attaques de la ZANU de Robert Mugabe sur son front Est. À l'Ouest, opèrent les troupes du deuxième mouvement de libération zimbabwéen, la ZIPRA de Joshua Nkomo. Ses bases arrières sont implantées en Zambie. Le Sud-Ouest de la Rhodésie est alors sujet à des raids de ces guérilleros qui entrent en traversant le lac Kariba à bord d'embarcations de faible tonnage et débarquent dans des zones sous-peuplées. Ces vastes étendues sont impossibles à contrôler pour les Rhodésiens. Les Commandos sud-africains, en collaboration avec les SAS rhodésiens, vont reconnaître le secteur d'où les guérilleros lancent leurs expéditions. Les deux principaux ports zambiens de la zone, où une dizaine d'embarcations de taille moyenne sont à l'ancre, sont ciblés. Après avoir reconnu la zone en kayak, une opération de sabotage est lancée par les forces spéciales et la totalité de la flottille est coulée. Les infrastructures portuaires zambiennes sont détruites.

D'autres Commandos sud-africains appuient les SAS lors d'opérations de contre-guérilla destinées à stopper les infiltrations de la ZIPRA. Embuscades et coup de main se succéderont. Les Sud-Africains attaquent aussi les cibles économiques zambiennes en faisant sauter des ponts routiers et ferroviaires d'une valeur stratégique importante. Un ferry sur la rivière Zambèze entre la Zambie et le Botswana est ainsi neutralisé. Les autorités zambiennes sont conduites à mesurer leur appui à la ZIPRA et à la SWAPO. Les Sud-Africains soutiennent aussi les aspirations sécessionnistes des populations Barotse ou Lozi qui contestent l'autorité du président zambien Kenneth Kaunda, et plus particulièrement l'action d'Adamson Mushala et de ses partisans, qui conduisent une guérilla antizambienne jusqu'en 1984. Adamson Mushala est tué dans un accrochage en 1982 en Zambie.

La même année 1982, les nageurs de combat des forces spéciales font encore sauter le dépôt de pétrole de Beira, au Mozambique. Le stock de carburant du Zimbabwe était l'objectif principal de cette action de sabotage. Elle éprouve cruellement l'économie du Zimbabwe. Au cours d'une autre opération, la plus grande partie de l'aviation de combat du Zimbabwe est détruite au sol. Les Zimbabwéens restreignent eux aussi sensiblement leur virulente rhétorique anti-sud-africaine. D'autant que le président Mugabe doit à faire face à une guerre civile qui l'oppose aux fidèles de Joshua Nkomo au milieu des années 1980. Des informations récentes tendent à démontrer l'implication de forces spéciales sud-africaines dans un soutien clandestin à ces guérilleros autrefois ennemis de Pretoria. Une méthode aussi utilisée contre le Lesotho par l'Afrique du Sud, mécontente de la présence de camps de réfugiés de l'ANC sur son sol. En mai 1979, organisée et instruite par les hommes des forces spéciales sud-africaines, la *Lesotho Liberation Army* fait son apparition. Dernier volet de l'action des Commandos *Recce* durant les années 1980, les forces spéciales participent à la lutte contre l'ANC qui s'est lancé dans l'action Armée en Afrique du Sud. Les Commandos attaquent son infrastructure clandestine, ses QG, ses bases logistiques. Il s'agit d'opérations ponctuelles très brutales qui

visent l'élimination des dirigeants et des cadres du mouvement. Ce sont de véritables raids qui voient parfois des dizaines de Commandos frapper de manière simultanée une série d'objectifs dispersés dans une capitale étrangère. Le Mozambique, le Swaziland, le Botswana, le Lesotho feront les frais de cette forme de lutte anti-ANC où les forces spéciales œuvrent comme des escadrons de la mort pour le compte de Pretoria. Ce sont aussi les forces spéciales qui sont chargées d'intercepter les petits groupes armés de l'ANC qui s'infiltrent en Afrique du Sud.

Pour conclure, il faut souligner que les forces spéciales sud-africaines se sont montrées un moyen de combat idoine pour un régime à la marge de manœuvre politique extrêmement limitée. Leur action illustre parfaitement la tendance affirmée des Afrikaners à répondre aux problèmes politiques par les armes. Mais la justesse éminemment discutable de la cause défendue n'enlève rien au fait que polyvalence et efficacité sont les maîtres-mots de leur action. La meilleure preuve de leur utilité est que l'Afrique du Sud du président Nelson Mandela a maintenu deux régiments de forces spéciales en activité.

Bibliographie :

- Christopher COKER, *South Africa's Security Dilemmas*, Center for Strategic and International Studies Washington, Prager, 1987, 112 pages.
- Robert Scott JASTER, *The Defense of White Power. South African Foreign Policy Under Pressure*, Mac Millan Press, International Institute for Strategic Studies, Londres, 1988, 204 pages.
- Philip H. FRANKEL, *Pretoria's Pretorians*, Cambridge University Press, 1984, 215 pages.
- Jan BREYTENBACH, *Forged in Battle*, Saayman & Weber, Cape Town, 1986.
- Jan BREYTENBACH, *They Lived by the Sword*, Lemur, Alberton, 1900.
- Fred BRIDGLAND, *Jonas Savimbi : A Key to Africa*, Coronet, Londres, 1987.
- Ronald DREYER, *Namibia and Southern Africa. Regional Dynamics of Decolonisation 1945-1990*, Kegan Paul International, Londres, 1994.
- Heitman HELMOE-ROEMER, *South African War Machine*, Galago, Londres, 1985.
- Willem STEENKAMP, *South Africa's Border War 1966-1989*. Ashanti, Gibraltar, 1989, 225 pages.
- Antoine ROZÈS, « Les Sud-Africains et l'Angola : treize années d'hostilité 1975-1988 », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 196, 1999.
- Antoine ROZÈS, « Les Cubains en Angola : de la victoire à l'impasse politique 1975-1988 », in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 192, 1998.
- John MARCUM, « The Politics of Survival : UNITA in Angola », in *Africa Notes* n° 8, Center for Strategic and International Studies, Washington, 1983.
- Peter STIFF, *Nine Days of War and South Africa's Final Days in Namibia*, Lemur, Alberton, 1991.
- Peter STIFF, *The Silent War. South African Recce Operations 1969-1994*, Galago, Alberton, 1999.
- M. WOLFERS et J. BERGEROL, *Angola in the Frontline*, Zed Books, London, 1983.

# LE COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES (COS)

PAR L'AMIRAL JACQUES LANXADE

Il me semble important de relater les raisons de la création du COS et les ponts qui existent avec l'actualité. Les anciens membres des forces spéciales, que je tiens à saluer, ont une culture et des faits d'armes qui sont, bien sûr, toujours présents dans les forces spéciales du début du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais, en même temps, le problème auquel nous avons été confrontés, à partir de la chute du Mur de Berlin, relève, par définition, d'une période nouvelle, autre que celle de la guerre froide. Il n'était plus question, prioritairement, de participer à des grands conflits, mais de faire face à des crises multiples, aux formes et natures diverses, et dans des cadres internationaux extrêmement variés ; qu'il s'agisse d'actions unilatérales françaises, d'actions de coalition ou d'actions au sein des Nations unies, etc.

## UN NOUVEAU CADRE D'EMPLOI DES FORCES SPÉCIALES

La caractéristique des actions qu'il fallait mener à partir de cette date, et qu'il faut d'ailleurs toujours mener aujourd'hui, vise finalement à obtenir un résultat optimum avec l'engagement militaire minimum. Ce n'est pas comparable avec la théorie américaine qui vise à remplir une mission d'engagement important avec le moins de pertes possibles. En France, ce que l'on recherchait, pour la période que j'ai vécue, consistait à s'engager avec le contingent le plus restreint possible. Lorsqu'il a fallu, par exemple, faire partir les mercenaires des Comores, il y avait deux modes d'action : l'un prévoyait l'intervention de compagnies de parachutistes – opération aéroportée qui fut jugée incommode pour arriver aux Comores –, l'autre envisageait un posé très rapide d'une soixantaine d'hommes. C'est ce plan que le président de la République a finalement imposé et qui a été un succès. Cet exemple me semble significatif et représentatif du souhait des politiques pour qu'effectivement l'engagement soit minimum. On peut d'ailleurs comprendre pourquoi, au regard de la position de la France aujourd'hui en Afrique. Cela fait qu'il faut avoir, de manière générale, des moyens qui soient flexibles, capables d'être rapidement déployés, avec la recherche de l'efficacité spécifique plus que de la puissance. Il faut aussi que la chaîne de commandement, depuis les plus hautes autorités politiques jusqu'aux équipes sur le terrain, soit la plus directe et la plus claire possible car, dans le monde contemporain, on ne peut pas se permettre d'avoir des actions qui, d'une certaine façon, échappent au contrôle politique.

## POURQUOI LE COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES ?

Ces mutations géostratégiques, à partir de 1989, ont conduit à la création du commandement des opérations spéciales (COS). À cette époque-là, lorsqu'on regardait la situation, on s'apercevait qu'on avait des capacités, des unités de forces spéciales, que ce soit le 1<sup>er</sup> RPIMa, le 13<sup>e</sup> RDP, les Commandos-marine, le GIGN et quelques autres. Mais, évidemment, chacune de ces unités appartenait organiquement à sa propre Armée et rien n'était réellement coordonné, ni en doctrine, ni en entraînement, ni en interopérabilité. Par ailleurs, la chaîne d'emploi n'était pas claire. Ainsi, par exemple, la mission militaire de coopération employait une partie du 1<sup>er</sup> RPIMa, qui était devenu, en quelque sorte, le régiment à sa disposition pour des actions en Afrique. C'était une situation extrêmement difficile, pour les autorités politiques en général et pour le chef d'état-major des Armées en particulier, que d'avoir des militaires en uniformes qui pouvaient être amenés à mener des opérations particulières et qui n'étaient pas intégrés à la

chaîne de commandement interarmées qui était alors en train de se mettre en place ou, en tout cas, de se renforcer.

La même question pouvait se poser avec la DGSE, car celle-ci a bien évidemment mené des opérations clandestines – ce qui est de son ressort – mais, en même temps, il était délicat de voir une trentaine de ses membres en uniforme s’entraînant dans un pays d’Afrique à un moment où l’on aurait plutôt souhaité qu’il n’y ait pas un seul militaire français dans cette région. Ce genre de situation était, encore une fois, difficile à contrôler, tout comme l’élaboration d’opérations spéciales, car il n’y avait pas de capacité clairement établie pour effectuer cette planification devenue pourtant nécessaire. Par exemple, quand on a voulu exfiltrer le général Aoun du Liban, car la France avait des devoirs vis-à-vis de ce haut responsable politique et militaire, l’opération préparée, avec l’engagement notamment des Commandos-marine et d’un aviso, a réussi, mais cela a été, au regard de l’Histoire, un « superbe bricolage ». Si cela avait échoué, nous nous serions couverts de ridicule. Il est donc indispensable de disposer d’une capacité de planification d’opérations spéciales. Cette finalité tenait aussi compte des expériences désagréables auxquelles nous avons pu être confrontés. Ainsi, aux Comores, où nous avons décidé de nous appuyer sur un groupe d’intervention réduit – ce qui était plutôt positif –, il se trouve que ce groupe réduit, faute de commandement des opérations spéciales, était composé par l’amalgame de gens venant de la DGSE, du 1<sup>er</sup> RPIMa, etc. Au fond, ces hommes, qui étaient tout à fait remarquables, étaient habitués à rendre compte dans des chaînes de commandement distinctes les unes des autres ; et je ne suis pas sûr que ceux qui commandaient l’opération sur place avaient une véritable certitude que les choses passaient complètement et toutes par eux. Ce qui, évidemment, est un véritable problème.

À Ouvéa, c’est une autre affaire. Certes, là encore, faute d’avoir des membres des forces spéciales, nous avons composé une unité relativement importante en regroupant des gens venant de différentes unités spéciales. L’opération élaborée fut, sur le plan technique, une réussite. Mais la difficulté rencontrée concernait la chaîne politico-militaire. Car l’opération a été montée sans cadre réglementaire ou législatif clair. Il s’agissait d’une opération d’ordre public sur le territoire français, et non pas d’une opération militaire extérieure. Or aucun des textes qui auraient été nécessaires pour clarifier la position du général commandant l’opération n’avait été réellement utilisé. D’ailleurs, à la suite de cette opération et au moment du changement de gouvernement, un certain nombre d’officiers et de sous-officiers ont cru qu’ils allaient se retrouver devant les tribunaux. Il a fallu l’intervention d’une amnistie générale pour que la situation soit éclaircie. Mais j’en avais tiré la leçon qu’il fallait désormais, dès lors que l’on montait des opérations spéciales, agir dans un cadre de légitimité tout à fait clair, et en particulier si l’on devait faire quelque chose sur le territoire national.

Quant à la guerre du Golfe, les forces spéciales françaises y sont relativement peu intervenues, comparativement aux forces spéciales britanniques et américaines qui ont fait des choses tout à fait remarquables sur les arrières de l’armée irakienne, notamment pour localiser les batteries de missiles Scud. Cela s’explique, d’une part, par le fait que, politiquement, on a volontairement tardé à s’engager militairement dans la coalition et que, d’autre part, il n’existait pas de concept d’emploi français de forces spéciales. Autrement dit, on a engagé la division *Daguet*, des moyens aériens et maritimes, mais on n’a pas imaginé que l’on pouvait constituer des forces spéciales et les mettre à la disposition de la coalition.

## PLANIFICATION ET COMMANDEMENT

Tout cela nous a conduit à créer le COS, en fonction d’un certain nombre de principes clairs, notamment en vue d’assurer le partage entre la chaîne de commandement opérationnel et la chaîne de commandement organique. Car, en fait, on a appliqué au COS ce que l’on commençait à appliquer à l’ensemble des forces françaises, c’est-à-dire, d’un côté, une chaîne de commandement opérationnel, aux ordres du chef d’état-major des Armées, et, de l’autre, des chaînes organiques aux ordres de chacun des chefs d’état-major d’armée. C’est dans cette

chaîne organique que l'on crée de grands ensembles organiques – qui sont des réservoirs d'état-major et de forces – dans lesquels on va puiser, au moment d'une crise, pour constituer la force adaptée à la crise. Il s'agit donc du problème de flexibilité déjà évoqué. On a adapté ce principe aux forces spéciales, en créant non pas un commandement organique, mais un commandement opérationnel des forces spéciales. Conjointement, nous voulions que ce soit un commandement interarmées, car les Armées françaises étaient restées trop longtemps entre elles dans une situation de non-coopération étroite.

Ainsi, depuis la guerre du Golfe, toute l'action menée vise justement à obtenir une véritable organisation opérationnelle interarmées. Cela aurait pu être fait plus tôt mais, quoi qu'il en soit, cela était devenu incontournable, dès lors que l'on est confronté à la gestion de crises nécessitant une clarification et une rapidité extrêmes de la chaîne allant du président de la République et du gouvernement jusqu'au commandant d'opération sur le terrain, afin de pouvoir réagir avec célérité dans les deux sens. La chaîne de commandement est également unique, puisque le chef d'état-major des Armées dirige le COS, mais, le cas échéant, peut soit commander directement des opérations spéciales, soit mettre des éléments à la disposition d'un commandement d'opération sur le terrain. Car il est important que, sur le terrain, à un moment donné, il n'y ait pas deux chaînes de commandement distinctes. Grâce à une mise en place progressive de ces principes, les choses sont aujourd'hui toujours très claires.

## SÉPARATION DES MISSIONS

En ce qui concerne la séparation des tâches, nous avons une double clarification à mener, avec la DGSE, d'une part, et la mission militaire de coopération, de l'autre. Pour la DGSE, la disposition prise fixait que, dès lors qu'on entreprend des opérations conduites par des militaires en uniforme, ce sont des opérations qui sont placées sous l'autorité du chef d'état-major des Armées et relèvent donc de la chaîne opérationnelle. Par contre, dans le cas d'opérations clandestines, ce domaine reste celui de la DGSE. Certes, on peut discuter sur la nature des opérations effectuées, les moyens employés, le plus souvent communs aux forces spéciales et à la DGSE, mais je pense qu'aujourd'hui, compte tenu des médias qui, à un moment ou à un autre, ont connaissance des opérations menées, il faut qu'on puisse gérer la communication. Pour cela, elle doit être complètement claire et maîtrisée au niveau du politique et au niveau du chef d'état-major des Armées, et donc du commandement des opérations. L'importance du rôle de la presse nécessite cette clarification pour ne pas se voir attaqué, parce que des actions auraient été menées par des forces françaises ici ou là. La deuxième chose, c'est le caractère légitime des opérations qui sont menées. Compte tenu du développement d'un droit international de ces questions, avec la création des tribunaux internationaux, on est désormais obligé d'être vigilant sur les conditions dans lesquelles on emploie les forces militaires françaises. De très nombreux officiers se sont, par exemple, retrouvés devant la Commission parlementaire pour le Rwanda, afin d'expliquer quelles étaient leurs actions. De même, d'autres se retrouvent maintenant interrogés sur les affaires des Balkans. Il est donc extrêmement sage de faire cette séparation claire entre les opérations clandestines dans des conditions de légitimité de régularité et de contrôle politique – que je n'évoquerai pas ici – et les actions des forces spéciales qui sont dans un cadre défendable. C'est pourquoi, en ce qui concerne le rôle joué par les forces spéciales au Rwanda, je n'ai eu aucune peine à m'expliquer devant les membres du Parlement pour leur dire que les opérations menées étaient conformes aux instructions gouvernementales.

En ce qui concerne la mission militaire de coopération, le problème était que nous avons sur place un certain nombre d'officiers et de sous-officiers qui, dans un certain nombre de pays du monde, notamment en Afrique, remplissent des tâches permanentes d'instruction et de conseil auprès d'armées étrangères. Si l'on entre dans le domaine opérationnel militaire, il faut qu'à ce moment-là ces cadres soient clairement replacés sous l'autorité du chef d'état-major des Armées. Nous avons rencontré ce cas de figure au Rwanda car il y avait des détachements de coopération chargés de l'instruction de l'armée rwandaise. Et, lorsqu'on était amené à

entreprendre des opérations, en raison des offensives du FPR venant d'Ouganda, on envoyait alors sur place un colonel pour prendre le commandement, à la fois du détachement de Légion étrangère et de Troupes de Marine, et de tous les personnels de la mission militaire de coopération. On opérait un basculement de commandement d'une chaîne qui passait donc du ministère de la Coopération vers l'ambassadeur et l'attaché militaire responsable de la mission de coopération sur le terrain, à une chaîne qui concernait le gouvernement, le chef d'état-major des Armées et un commandant d'opération sur le terrain. Tout cela est essentiel. Initialement, le général Lepage et ses adjoints ont effectué un état des lieux par une sorte d'audit de la situation. Ils ont fait le point sur les capacités manquantes et sur la façon de combler ce déficit de capacité. Ils ont ensuite établi une doctrine d'emploi et des standards d'entraînement ; se sont donnés une capacité de planification d'opérations spéciales et de commandement d'opérations à distance. Grâce au travail de l'équipe du général Lepage, un certain nombre de succès peuvent être inscrits à l'actif du COS, comme, par exemple, l'affaire du Rwanda, avec l'opération *Amarice*, durant laquelle il a fallu évacuer un certain nombre de ressortissants français. Dans cette opération, on a utilisé les forces classiques pour tenir l'aéroport et organiser les convois entre les points de regroupements, gardés eux-mêmes par des compagnies de Troupes de Marine ou de Légion étrangère. Pour aller chercher les ressortissants dans les quartiers difficiles, qui n'avaient pu être regroupés à cause des combats, on a envoyé des petites équipes des forces spéciales aux ordres du commandant d'opération.

Dans l'opération *Turquoise*, les choses ont été établies différemment, car il s'agit d'une opération qui a été montée extrêmement rapidement et qui a pris un volume important, avec près de 3 000 hommes au bout de quelques jours. Quand nous avons reçu l'ordre de planifier cette opération – c'était un mercredi – on a eu confirmation le dimanche suivant que l'opération se ferait et, dès le jeudi, il y avait 200 hommes des forces spéciales sur le terrain, qui commençaient à arrêter les massacres de Tutsis par les Hutus. Ces 200 hommes, au départ, étaient commandés par Paris, pour laisser le temps au général commandant l'opération *Turquoise* de mettre en place son poste de commandement (PC). Une fois que cela a été effectué, on a fait le transfert de commandement et les forces spéciales sont passées logiquement sous l'ordre du général commandant l'opération. Cela nous a permis d'intervenir avec une très grande rapidité qui a été soulignée par les observateurs.

En Yougoslavie, il y a eu de très nombreuses opérations qui ont été montées avec le concours des forces spéciales elles-mêmes, placées sous le commandement français qui était sur place. Je pourrais citer un fait qui a beaucoup marqué nos amis britanniques, c'est que nous sommes allés chercher un pilote britannique dont l'avion avait été abattu à Gorazde et qui se cachait dans le maquis de Gorazde. Et, par un vol de nuit à basse altitude d'un hélicoptère dépendant du COS, on est allé chercher cet officier. C'était une coopération et nous étions heureux de rendre ce service à nos amis britanniques, dans un domaine, en plus, qui était, comme on l'a dit à plusieurs reprises, leur domaine d'excellence. Je citerai enfin le cas de l'Airbus d'Alger détourné sur Marseille et dont les passagers ainsi que les membres d'équipage avaient été pris en otages. Il ne s'agit certes pas d'une opération de forces spéciales classiques, car cette opération a été menée par le GIGN. Il n'y avait que quelques membres des forces spéciales en soutien. Si je cite cette opération, c'est parce que nous avons pris en considération les problèmes que nous avons rencontrés à Ouvéa. C'est-à-dire qu'il fallait que le cadre réglementaire soit le cadre légal. Le responsable était le Premier ministre. Nous n'étions plus dans la chaîne « président de la République/chef d'état-major des Armées/commandant des opérations sur le terrain », mais dans une chaîne « Premier ministre / ministre de l'Intérieur / autorité préfectorale ». C'est d'ailleurs l'autorité préfectorale qui a monté l'opération et qui l'a commandée sur le terrain, aux ordres du ministre de l'Intérieur. Je me souviens avoir expliqué longuement au Premier ministre et au ministre de la Défense de l'époque que ce n'était pas l'affaire du ministère de la Défense.

Il est clair que les opérations spéciales, dans un monde qui, aujourd'hui, est extrêmement transparent aux médias, seront inévitablement connues à un moment ou à un autre. Celles-ci doivent donc être accomplies dans un cadre tout à fait légitime ; c'est à la fois nécessaire

politiquement parlant, mais aussi pour la protection de ceux qui interviennent. Avec le COS, nous disposons d'un outil assez remarquable qui a fait ses preuves. Rétrospectivement, je constate que les opérations menées dans le cadre du COS n'ont pas fait l'objet d'attaques sérieuses. Quand il y en eut, nous avons toujours pu démontrer que ces actions avaient été réalisées conformément aux instructions du gouvernement et dans un cadre éthique qui était celui de la légalité internationale. La dimension médiatique doit être incluse dans la planification comme dans la conduite des opérations.

On note qu'aujourd'hui, au niveau technique et ethnique, on est, pour les forces françaises, dans une situation d'interventions à grande distance et qu'elles n'agissent pas sur le territoire national, ou bien exceptionnellement. Pour ce qui est du cadre multinational, cadre normal dans lequel on intervient, la professionnalisation de l'armée possède un certain nombre de justifications techniques – c'est plus facile, y compris pour le chef d'état-major des Armées, d'avoir des forces disponibles et entraînées pour les envoyer rapidement sur un théâtre particulier. Mais, quand on professionnalise l'armée d'un pays comme la France, on prend le risque de couper le lien entre l'armée et la Nation et de laisser apparaître le doute sur la légitimité des engagements que l'on fait. Cela est apparu clairement lors de la guerre du Golfe, quand le président de la République décida qu'il n'y aurait pas d'appelés et que le Premier ministre décida qu'il n'y aurait même pas d'appelés volontaires.

# LES ACTIONS CIVILO-MILITAIRES CONDUITES PAR LE COMMANDEMENT DES OPÉRATIONS SPÉCIALES EN EX-YOUGOSLAVIE

PAR XAVIER GUILHOU

*(Les opinions émises dans cet article sont propres à leur auteur et n'engagent en aucun cas le commandement des opérations spéciales.)*

Le concept des actions civilo-militaires (ACM) a été lancé en 1994 sous l'impulsion de l'amiral Lanxade, alors chef d'état-major des Armées. Cette décision faisait suite aux enseignements qui avaient été tirés de la guerre du Golfe et de l'émergence des conflits dits de « basse intensité ». Elle a contribué à faire émerger la nécessité, pour la France, de se doter, dans le cadre de la doctrine de la dissuasion, d'une nouvelle approche de « gestion de sortie de crise » à l'instar de ce qui est pratiqué par nos alliés, notamment les « *Civil Affairs* » britanniques et les « *Cimic* » américains.

En effet, au-delà des conflits classiques, nos alliés se sont trouvés confrontés, comme nous, aux mêmes risques d'enlèvement dans les opérations de maintien de la paix ou d'interposition qui affectent la vie internationale depuis deux décennies. De ce fait, une meilleure « gestion des sorties de crise » est devenue un impératif stratégique pour eux. Sur le plan culturel, ils intègrent depuis longtemps et très en amont des actions diplomatico-militaires qui peuvent être engagées sur un théâtre d'opérations, les stratégies d'accompagnement civiles et économiques ainsi que les dynamiques de reconstruction qui permettent de réduire l'intensité de la crise et de favoriser rapidement un retour à une vie normale. Ils le font en associant le monde civil et économique, au plus haut niveau comme sur le terrain, avec des unités spécialisées et composées essentiellement de réservistes. Dans ce contexte, il fut demandé à l'état-major des Armées de tester et de monter en puissance ce nouveau concept des ACM en le basant sur une relation civilo-militaire renforcée et revalorisée. Elle supposait entre autres une nouvelle utilisation des réserves en opération extérieure. Cette orientation devait permettre d'inaugurer une nouvelle forme de liens « Armées-Nations » basée sur le volontariat et sur une meilleure utilisation des compétences issues du monde civil. Elle permit aussi de contribuer à redéfinir la nouvelle politique des réserves qu'il convient de faire émerger avec la fin du Service national et la professionnalisation des Armées.

## DE QUOI S'AGIT-IL ?

Face à ces constats, il importait, à l'époque, de lancer une première expérience qui associerait, sur le terrain et dans un contexte approprié de « gestion de sortie de crise », l'expérience des militaires et l'expertise du monde civil en intégrant des réservistes spécialistes des logiques de reconstruction et d'aménagement du territoire. À cet effet, le CEMA rédigea, au printemps 1994, l'orientation suivante : « Les Affaires civiles recouvrent l'ensemble des actions particulières menées par les forces Armées en temps de guerre ou en temps de crise pour préserver ou être en mesure de reconstruire les structures économiques, administratives et culturelles d'un pays. »

À l'instar de ce qui est pratiqué par les autres états-majors alliés, il fut demandé au Commandement des opérations spéciales, en mars 1994, d'assumer cette mission. Le choix de ce commandement était dicté par la présence en son sein de plusieurs officiers qui avaient déjà réfléchi à ce nouveau concept, au caractère non conventionnel de ces opérations et au niveau de réactivité qu'il fallait mettre en œuvre. Pour les mêmes raisons, les Américains ont confié ce

type de mission à leur *Special Operations Command*. Par ailleurs, compte tenu de l'enjeu stratégique de ce type d'opération, le rattachement de ce commandement au CEMA et sa proximité sur le terrain avec les commandants de théâtre lui donnaient des capacités que les commandements classiques n'avaient pas à l'époque. Le COS eut à monter en puissance ce nouveau concept sur Sarajevo, à la suite du vote de la résolution 900 de l'ONU relatif au processus de reconstruction de la capitale bosniaque. Dès le mois d'avril, de nombreuses équipes de réservistes encadrées par des officiers du COS furent projetées sur ce terrain de l'ex-Yougoslavie. Ce théâtre a constitué un véritable laboratoire qui a permis d'évaluer la dimension stratégique des ACM. Dans ce contexte, le COS a eu à tester tous les cas de figure d'emploi au profit des forces françaises que ce soit dans le cadre de l'ONU, puis de l'OTAN avec l'interférence de plus en plus importante des opérateurs multilatéraux que sont la Banque mondiale, l'Union européenne, ou non gouvernementaux avec les ONG. Ces différentes expériences menées par le COS sur le terrain entre 1994 et 2000 ont permis d'affiner les doctrines et de contribuer à faire évoluer ce nouveau concept au sein des forces Armées.

Désormais, une nouvelle répartition des rôles vient d'être définie au printemps 2001 entre ce qui est du ressort du COS et ce qui doit être assumé par les forces. En l'occurrence, les experts du COS continuent, à la demande et au profit du CEMA, de conseiller le gouvernement dans la gestion des crises ; ce que l'on appelle désormais des « expertises initiales de théâtre ». Ces audits doivent permettre d'identifier très rapidement les domaines clés (infrastructure, réseaux de vie, communication, humanitaire, critères socio-politiques...) qu'il convient de traiter en priorité pour contribuer à abaisser le niveau de crise, tout en renforçant la position française soit directement dans le pays, soit au sein de la coalition engagée à cet effet (cf. l'OTAN au Kosovo). Derrière ces audits, les nouvelles structures ACM, non plus gérées et encadrées par le COS comme entre 1994 et 2000 mais au niveau de l'état-major des Armées par le GIACM (Groupement Interarmées d'Actions Civilo-Militaires), prennent en compte sur le terrain les missions lourdes, mobilisent les réservistes spécialistes, qui vont mettre en œuvre les domaines d'action retenus, et contribuent à faciliter l'insertion des forces sur le théâtre des opérations.

Au-delà, les débats de doctrine qui ont permis de faire évoluer la maturité de ce nouveau concept, le COS a surtout innové dans les modes d'action et de gestion des compétences sur le terrain en mixant les équipes avec des professionnels des unités du COS (1<sup>er</sup> RPIMa, Commandos-marine, CPA 10...), des spécialistes comme ceux du génie, des transmissions, et des experts réservistes de haut niveau. Par ailleurs, il a été créé au cours de ces sept années d'expérimentation un vivier d'experts sélectionnés pour leur aptitude à servir en opérations extérieures, en situation civilo-militaire, franco-allié, multiculturelle, bilatérale ou multilatérale et en situation dégradée. Ces experts réservistes sont employés sur le terrain pour participer à la maîtrise des situations, par l'utilisation de moyens essentiellement non militaires. Au même titre que les unités professionnelles, ces réservistes constituent un fer de lance motivé par l'emploi stratégique de leur expertise civile au profit des intérêts français.

## **LES BALKANS : UN LABORATOIRE**

Depuis 1994, plusieurs opérations ACM ont été menées sur le plan international (Haïti, Rwanda...). Mais l'essentiel des missions a été concentré sur le théâtre de l'ex-Yougoslavie avec la succession d'événements qui ont affecté cette région depuis une décennie. Ce fut un véritable laboratoire dont il est difficile de décrire le niveau de complexité. La plupart des zones de conflit où le COS a eu à intervenir se trouvaient à l'interface des grandes confrontations entre les paradigmes culturels des mondes slaves – orthodoxes/musulmans et judéo-chrétiens. Outre la violence des affrontements locaux qu'il fallait savoir traiter, ces conflits avaient des conséquences sur le plan régional et sur la stabilité européenne qu'il fallait en permanence intégrer pour chaque action envisagée. Il était impossible par exemple de penser la réhabilitation des réseaux de vie sur Sarajevo comme sur le Kosovo, sans prendre en compte le maillage des réseaux existants à l'époque de Tito. Ce maillage était bien entendu de nature physique avec les interconnexions classiques des réseaux de gaz, d'eau, d'électricité, de transport ferroviaire et

d'espace aérien. Il pouvait être aussi financier avec le problème de la répartition du règlement de la dette yougoslave lorsque les différentes provinces se sont transformées en pays souverain (cf. la Croatie, la Slovénie, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine...). Il était surtout de nature humaine avec des états-majors d'entreprise ou d'administration qui étaient hier d'ordre multiculturel et qui se sont refermés après les événements sur des logiques quasiment ethniques, voire claniques générant des blocages et des pertes en ligne de compétences et d'expériences considérables.

Tous ces éléments devaient systématiquement être traités par les équipes de réservistes du COS en intégrant les solutions à trouver immédiatement sur le plan local pour débloquer les situations, les interfaces à gérer sur le plan régional avec les pays voisins, mais aussi les enjeux sur l'ensemble du terrain européen voire pour les partenaires du monde arabe qui étaient concernés. Ces trois cercles, qui sont toujours d'actualité avec les événements en Macédoine, posent en permanence le problème de la complexité des jeux d'acteurs, des mandats, des ressources et des enjeux pour les uns et les autres. Les officiers qui assument depuis 1994 ces audits sur le terrain doivent être à l'aise avec ces grilles d'analyse et doivent être capables de mesurer l'impact global des initiatives qui sont proposées aux décideurs et aux opérateurs, tant civils que militaires, sur le terrain. En effet, agir sur tel ou tel dispositif ou vis-à-vis de telle ou telle communauté à des conséquences souvent graves qu'il faut être capable d'assumer en termes de responsabilité dans le temps, compte tenu de la sensibilité et parfois de la réversibilité des événements.

Pour bien comprendre ce qui a été demandé aux experts ACM et ce qui a été assumé par le COS notamment en Bosnie, il faut distinguer les types d'interventions qui ont été menées sur le terrain selon les circonstances. Elles furent de trois types et seule la première est désormais du ressort du COS :

Phase 1 : des audits au cœur des événements pour contribuer au processus d'ingénierie de sortie de crise dès que le commandant de théâtre et le CEMA estiment que la situation va dans ce sens. Ces missions sont délicates en terme de sécurité car elles se situent en pleine crise ou en contexte de guerre.

Phase 2 : du conseil et de l'assistance aux structures étatiques et aux organisations internationales sur les schémas de reconstruction dans la phase délicate qui se situe entre la crise et le début d'un retour à une vie normale. Les actions menées dans cette phase sont essentielles car elles structurent sur le moyen terme le type d'influence qui sera développé sur la région.

Phase 3 : la supervision des opérations de reconstruction et les opérations de communication qui s'imposent auprès des populations derrière les accords de paix et dans la phase de restauration de la vie collective. Ces opérations permettent d'accélérer la sortie de crise.

Les experts du COS, au cours de toutes ces opérations qui ont été menées dans les Balkans entre 1994 et 1999, ont assumé tout ou partie de ces phases et se sont retirés du terrain dès que les opérateurs ont pu devenir autonomes. Pour la Bosnie, la gestion des événements a imposé une présence longue (1994-2000) compte tenu de la difficulté de faire émerger un processus sain et durable en terme d'économie politique, le COS a eu à assumer les trois phases. Par contre, sur le Kosovo et la Macédoine, le COS n'a eu à prendre en compte que la phase 1. Les opérations ayant été plus ciblées et plus rapides, elles ont permis, pour l'année 1999, aux opérateurs civils de prendre très vite en main et directement les dynamiques de reconstruction politique et économique sur le terrain. Cette gestion de l'espace-temps est fondamentale car elle conditionne les types de compétences qu'il a fallu aligner et les types d'interventions qu'il a fallu assumer soit en coup de poing sur quelques semaines, soit, comme c'était le cas auparavant, sous la forme d'une présence affirmée mais subtile de plusieurs mois à plusieurs années (exemple de Sarajevo). L'expérience a démontré qu'il n'y a pas de recettes et que chaque situation reste singulière. Tout cela se fait avec en amont et sur place une multiplicité de circuits de décision qui n'ont rien à voir avec une chaîne de commandement classique de type militaire ou administrative. La gestion des sorties de crise suppose en effet une organisation spécifique avec

beaucoup de transversalité dans la communication des informations et un décloisonnement des organisations. En France, il a fallu, à plusieurs reprises, mobiliser dans ce sens tous les circuits de décision gouvernementaux et administratifs pour prendre en compte les évaluations faites par les experts du COS et relayer les informations vers les opérateurs civils publics et privés concernés.

Cette machine de guerre, après avoir été confiée à des comités ou des missions interministérielles, est aujourd'hui animée par le SGDN qui a en charge pour le compte du Premier ministre la coordination interministérielle de la gestion des sorties de crise. Il est secondé dans sa mission par les deux piliers que constituent l'AFD (Agence Française de Développement) pour la partie maîtrise d'ouvrage financière (qui constitue l'arme stratégique et non militaire des ACM sur le terrain), et le ministère des Affaires étrangères pour la partie diplomatique et humanitaire (qui est essentielle face à la multiplicité des mandats et des acteurs non gouvernementaux). De même, sur le terrain, les experts ont dû fonctionner en tenant compte des plates-formes décisionnelles multinationales qui sont projetées très rapidement sur la zone à traiter et qui intègrent le commandement des forces (cf. l'exemple de la KFOR sur le Kosovo). Outre la complexité de ce type d'intervention il faut s'attarder sur la dimension « spéciale » de ces expertises. Il est clair qu'elles supposent des « têtes bien pleines » pour traiter toutes les contraintes décisionnelles, techniques, sociologiques qui ont été évoquées précédemment. Mais il faut surtout des experts solides sur le plan de la résistance au stress car la plupart de ces missions se déroulent en état de guerre. Pour autant, il ne leur est pas demandé de conduire des actions Commandos conformément à ce que l'on peut imaginer d'une compétence « force spéciale ». De façon paradoxale, il leur est demandé, au contraire, de travailler sur d'autres registres qui sont non militaires. La vitesse d'acquisition et de traitement de l'information, de discrimination des actions à mener, la capacité de négociation et de communication avec les populations et l'aptitude à travailler en petites équipes pluridisciplinaires sont essentielles dans ce type de mission. Seul le COS a, jusqu'à présent, eu les moyens, l'état d'esprit et les officiers pour encadrer ce type de prestation avec la souplesse, la capacité de réaction et d'autonomie qui sont requises surtout quand on utilise des compétences civiles qui sont habituées, par ailleurs, à travailler avec une forte capacité d'initiative.

En 1999, ces opérations ont été menées en quelques semaines et ont permis de répondre à la fois à la gestion des opérations urgentes qui concernaient les mouvements de population sur l'Albanie et la Macédoine, et la structuration des opérations de reconstruction sur le Kosovo. La maîtrise de la vitesse et la qualité des audits ont été à l'origine des succès qu'ont connus les équipes du COS et qui ont été reconnus au plus haut niveau en France.

## **L'EXPÉRIENCE DU TERRAIN DE L'EX-YOUGOSLAVIE**

Le COS a rempli sur le terrain des conflits de l'ex-Yougoslavie toutes les formes de prestations possibles à mettre en œuvre, en terme d'opérations civilo-militaires avec toutes les formes de mandats internationaux :

- En 1994 à Sarajevo dans le cadre de la résolution 900 de l'ONU avec l'UNPROFOR.
- En 1995 et 1996 sur Mostar et les ports de Ploce et Dubrovnik, dans le cadre du premier mandat européen de la PSCE (Politique de Sécurité Collective Européenne) puis dans le cadre du déploiement de la FRR (Force de Réaction Rapide franco-britannique) après la conférence de Londres.
- En 1997 et 1998 sur l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine dans le cadre du mandat de l'OTAN (SFOR) et des accords de Dayton.
- En 1999 et 2000 sur les théâtres de l'Albanie, de la Macédoine et du Kosovo dans un cadre OTAN (KFOR) et de la résolution 1244 de l'ONU.

Pour chaque opération, les officiers qui ont été mobilisés ont obtenu des résultats très significatifs et méconnus du grand public. Ils ont souvent contribué à neutraliser des sources de conflits et à éviter aux forces en place des dégradations de situation qui étaient difficiles à maîtriser par la voie des armes, surtout dans le cadre des mandats fixés par l'ONU. Le premier audit pour le CEMA, conduit en mars 1994, a permis d'identifier trois actions majeures qui devaient être menées par les experts ACM pour accélérer la sortie de crise et renforcer la présence française, sur le moyen terme, en Bosnie :

- « Remettre de la vie » sur Sarajevo en rétablissant rapidement les réseaux d'électricité, d'eau, de gaz et le fonctionnement de l'aéroport.
- Rouvrir l'axe ferroviaire Sarajevo-Mostar-Ploce pour limiter l'emprise des mafias locales, qui dénaturaient l'aide humanitaire, et accélérer le désenclavement de la capitale bosniaque.
- Remettre en route le port multimodal de Ploce sur l'Adriatique et favoriser les échanges entre la Croatie et la Bosnie en utilisant les termes des accords de Washington (mise en place d'une zone franche sur le port de Ploce).

Les premières opérations furent lancées en avril 1994 derrière la résolution 900 de l'ONU et l'arrivée des premiers détachements des « *Civil Affairs* » anglo-saxons. Les intentions de ces derniers étaient de reproduire le même processus que dans le Golfe en ignorant les Français pourtant très présents sur place. Grâce à une forte implication du ministre de la Défense de l'époque, François Léotard, de son cabinet, et du commandement français présent sur la zone avec le général Soubirou en sa qualité de COMSECTOR, le premier déploiement de réservistes spécialisés dans ce type d'opérations fut un succès. Très rapidement, à la grande surprise de la commission américano-britannique qui essayait d'isoler les opérations, le détachement français a procédé à l'état des lieux, à l'évaluation des dégâts et à la formulation d'un plan d'action détaillé qui a été repris intégralement par l'ambassadeur Eagleton, commissaire à la reconstruction de Sarajevo, à la conférence des donateurs qui s'est tenue à Vienne en mai 1994.

Cette première phase d'audit a été un véritable succès sur le terrain et a été ressenti comme tel par les milieux civils qui avaient été mobilisés en amont pour appuyer les actions menées par les réservistes. Les premiers résultats obtenus sur l'année 1994 furent significatifs : réouverture de l'aéroport de Sarajevo ; remise en route des réseaux d'eau, de gaz, de télécoms et surtout d'électricité avec le concours d'EDF, de SOGEA, d'Alcatel, des éléments du génie et des transmissions ; montée en puissance d'un bureau d'étude « d'urbanisme » pour refaire la cartographie de la ville et le schéma directeur des réseaux de vie ; mise en place d'une assistance du SAMU français auprès des responsables des hôpitaux ; relance de la distribution et du commerce local pour contribuer à marginaliser les trafics sur les produits de première nécessité ; conseil auprès du gouvernement bosniaque et du gouverneur de la banque centrale pour créer les bases d'une administration fiscale et d'un budget.

Avec la reprise sur le terrain des affrontements en 1995 et 1996, les opérations ACM connurent de nouveaux développements. Sur Sarajevo, les actions de rétablissement des réseaux de vie et le renforcement des actions économiques et culturelles (création d'une CCI franco-bosniaque, soutien au centre culturel André-Malraux, jumelage d'universités...) furent poursuivies malgré les combats. L'aéroport a été en permanence ouvert, les opérations vis-à-vis des populations furent maintenues malgré la pression des protagonistes (remise en route du tramway, gestion des ordures, ouvertures de dispensaires et d'écoles...) et la confusion qui régnait dans l'exercice des mandats internationaux sur cette zone. Les vraies difficultés furent concentrées sur la réouverture de l'axe ferroviaire Sarajevo-Ploce et sur la remise en route du port de Ploce qui constituaient des projets lourds et très sensibles pour les décideurs locaux. Le COS eut à ouvrir deux missions supplémentaires pour assumer cette orientation du CEMA. La première fut localisée sur Mostar, la seconde sur Ploce. Des officiers de réserve spécialistes contribuèrent, aux côtés de l'Union européenne, à débloquer des situations locales. C'est ainsi que plusieurs opérateurs français sont intervenus de façon significative sur Mostar (Pechiney, Renault, BRGM, etc. ) et que le port de Ploce a été rouvert au trafic maritime en 1996. Par le biais de

cette opération la Croatie a adopté, avec le conseil de la SOFREMER, le droit maritime français pour la gestion de ses ports et de la côte Dalmate. Grâce à ces actions déterminantes, les Affaires civiles du COS ont permis :

- d'aider la Force de réaction rapide franco-britannique commandée par le général Soubirou, lorsqu'elle s'est déployée en Bosnie à la suite de la conférence de Londres. L'action des spécialistes du COS lui a permis de débarquer à Ploce et de suivre sans incident l'itinéraire pour atteindre la région de Tonislavgrad ;
- de disposer d'un excellent contact relationnel et une connaissance très fine des jeux d'acteurs sur l'axe confié aux Français, ce qui était d'importance stratégique notamment en cas d'évacuation du contingent en place sur Sarajevo ;
- de contribuer à débloquer la situation sur Mostar qui constituait un nœud « maffieux », très sensible en terme de sûreté pour les forces françaises.

Avec les accords de Dayton, les ACM ont perduré sur le terrain avec des actions plus décentralisées sur l'ensemble de la Bosnie (Banja Luka, Tuzla, Gorazde). Elles devinrent plus complexes sur le plan opérationnel avec l'arrivée des CIMIC américains et du dispositif de l'OTAN. L'objectif assigné aux officiers du COS fut à la fois de s'intégrer dans les modes d'organisation anglo-saxons qui prévalaient et de rendre autonome l'ensemble des initiatives qui ont été développées au cours des dernières années, en faisant en sorte que la diplomatie et les opérateurs civils prennent le relais sur le terrain.

Au terme de ces quelques années d'opérations, les résultats sont significatifs. Ils ont été particulièrement étudiés et valorisés avec des travaux et des conférences organisés par l'IHEDN, la FED et le Forum du Futur au cours de ces cinq dernières années. Les quelques échecs rencontrés et parfois relayés par les médias (rénovation de l'aéroport de Sarajevo, réhabilitation de la voie ferrée) ont été essentiellement le fait de dysfonctionnements au niveau des opérateurs publics qui n'ont pas pu avoir la même réactivité que les officiers ACM et les opérateurs civils présents sur le terrain compte tenu des procédures administratives en cours en France. Mais ces difficultés ont été surmontées lors des opérations qui ont été menées sur la Macédoine et le Kosovo. Avec les événements de l'hiver 1999 sur le plan humanitaire et les opérations lancées par l'OTAN au printemps sur le Kosovo et la Serbie, le dispositif du COS a été de nouveau mobilisé par le CEMA. Il a bénéficié, en amont, d'une mise en alerte, dès le mois d'avril, de tous les réseaux civils grâce aux excellentes relations nouées par les officiers de réserve et l'ensemble des opérateurs concernés par la gestion des sorties de crise, ce qui a permis de réaliser des audits très ciblés sur le terrain en juin (Macédoine) et en juillet (Kosovo). Ces opérations ont abouti aux résultats connus et largement valorisés par la presse. Ils ont permis, par exemple, à l'équipe de monsieur Fauroux, en charge de la mission interministérielle pour l'Europe du Sud-Est auprès du Premier ministre, d'avoir tous les éléments discriminants à son arrivée en juillet, pour soutenir l'action française dans les cadres multilatéraux et onusien qui prédominaient au cours de l'été 1999 dans les Balkans. Grâce à ces opérations et aux enseignements du contexte bosniaque, les réservistes du COS ont permis aux forces Armées de conforter leur mission de sécurisation des zones sous leur responsabilité mais aussi aux opérateurs français de s'installer de façon significative au cours de l'hiver 1999-2000 sur la reconstruction du Kosovo et des autres pays de la région<sup>1</sup>. À la suite de ces opérations, des réflexions sur le management des ACM aboutirent à des réorganisations qui virent le jour au printemps 2001 avec la création d'un GIACM (Groupement Interarmées d'Actions Civilo-Militaires) dépendant de l'EMA. Désormais, le COS ne garde que l'expertise initiale de théâtre en matière d'affaires civiles et laisse au nouveau groupement le management des opérations lourdes d'ACM qu'il assumait depuis 1994 sur l'ex-Yougoslavie. Cette nouvelle organisation avait fait l'objet d'un test sur le Kosovo avec le CFAT. Elle s'avérait nécessaire pour structurer

<sup>1</sup> *Le Figaro*, en date du 9 juillet 2001, évalue à près de 35 % la présence française dans les marchés de la reconstruction du Kosovo suite aux opérations civilo-militaires de l'été 1999.

la montée en puissance de ce concept dans la perspective de conflits plus importants, et sortir du stade du prototype qui a été évalué dans les Balkans par le COS avec des situations qui restent atypiques comme la Bosnie ou le Kosovo.

## BILAN

Le Commandement des opérations spéciales a rempli avec succès la mission qui lui avait été confiée en 1994 par l'amiral Lanxade, et ce malgré les contraintes opérationnelles rencontrées sur le terrain et les débats qui sévissaient au sein des états-majors autour de l'opportunité et de la maturité de ce nouveau concept. Il faut reconnaître que l'exercice n'était pas aisé et que la célèbre formule de René Char « penser de façon stratégique et agir de façon primitive » résume bien les paradoxes qu'il fallait souvent assumer au quotidien autour de cette mission. Il fallait en effet, d'un côté, faire admettre l'importance de ce nouveau concept civilo-militaire dans les esprits de nos décideurs à Paris, et, de l'autre, à deux heures d'avion, trouver les solutions basiques qui s'imposaient sur le terrain à Sarajevo ou à Mitrovica.

Un nouveau concept qui associe des réservistes issus du monde civil, au moment où l'on prononce la fin du Service national et la professionnalisation des Armées, le tout sous le commandement des opérations spéciales, relevait à l'époque de la gageure. Et pourtant l'idée a fait son chemin grâce aux succès enregistrés sur le plan opérationnel et en dépit des difficultés de tout genre qu'il a fallu surmonter. Il ne faut pas oublier, dans ce tour d'horizon la mobilisation exceptionnelle du monde civil qui a adhéré immédiatement à la vision stratégique de l'amiral Lanxade et de son état-major en 1994. Cette dynamique est aussi le résultat de la ténacité de quelques officiers dont le général Saleün qui porta ce dossier pendant six ans, créant autour de lui une cohésion exceptionnelle entre les professionnels du COS et ses réservistes. Elle fut particulièrement saluée par les commandants de théâtre lors des événements sur le Kosovo en 1999.

Sarajevo, réhabilitation de la voie ferrée... ont été essentiellement le fait de dysfonctionnements au niveau des opérateurs publics qui n'ont pas pu avoir la même réactivité que les officiers ACM et les opérateurs civils présents sur le terrain compte tenu des procédures administratives en cours en France. Mais ces difficultés ont été surmontées lors des opérations qui ont été menées sur la Macédoine et le Kosovo. Mais, si les équipes du COS ont été à la hauteur des missions qui lui ont été confiées, la performance du système de gestion de sortie de crise n'en est qu'à ses balbutiements en France. Nous ne sommes pas encore arrivés au même niveau que les organisations anglo-saxonnes pour des raisons essentiellement culturelles, le décloisonnement entre les mondes civil et public n'étant pas aussi simple qu'on peut l'imaginer en France. À ce niveau, il faut être conscient que la performance future de ce nouveau concept et de la nouvelle organisation des ACM dépendra des types d'animation amont et aval qui seront mis en œuvre au niveau politique, administratif et financier. Les concepts des « CIMIC » ou des « *Civil Affairs* » bénéficient, pour leur part, d'une véritable animation et d'un encadrement politique au plus haut niveau. Ils constituent aujourd'hui des outils performants au service de ces stratégies globales de gestion d'influence qui permettent aux Anglo-Saxons de dominer de plus en plus les logiques politiques, économiques et culturelles de l'après-crise. Ce fut notamment le cas pour les intérêts américains ou britanniques sur l'ensemble de la péninsule arabique et, par la suite, sur la globalité du Moyen-Orient aux lendemains de la guerre du Golfe. Il en est de même sur l'ex-Yougoslavie depuis l'application des accords de Dayton et avec l'emploi de l'OTAN sur la Serbie. Les modes d'action développés sont sans ambiguïté et sont désormais considérés pour eux comme prioritaires face aux nouvelles contraintes géostratégiques que l'Occident a à assumer en terme de sécurité collective. Des réflexions du même ordre sont conduites actuellement au sein de l'Union européenne à la suite des opérations menées au Kosovo.

Pour les états-majors, à la suite de ces expériences, il est devenu impératif de gérer les crises différemment. Les problèmes qui sont liés au développement des conflits sont devenus

aujourd'hui extrêmement complexes ne serait-ce que par l'imbrication de très nombreux facteurs économiques, médiatiques, humanitaires qui n'ont plus rien à voir avec les types de conflit « guerres totales » qu'a connus le XX<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, il n'est plus possible de raisonner avec la simple politique de la canonnière, voire avec la vision de Lyautey et ce quelle que soit la vertu de l'approche. En effet, les contextes socio-économiques, les contraintes démographiques et urbaines ne sont plus comparables avec les modes d'action de l'époque coloniale. Les environnements ne sont plus les mêmes et les rapports de force se révèlent très différents, sans compter le poids des opinions publiques et l'impact des médias qui sont devenus déterminants. Toutes ces ruptures dans la gestion des conflits supposent une prise de conscience au niveau de nos décideurs et une nouvelle maturité dans la gestion des crises. Dans ce contexte les « affaires civilo-militaires » ont acquis, en quelques années, la dimension d'une véritable arme stratégique. Elles contribuent à la dissuasion en permettant au commandement militaire et à la diplomatie française de rendre plus rapidement réversible un conflit et de ne pas s'enfermer dans une crise. Au-delà des légendes qui se créent toujours quand les succès sanctionnent des années de travail sur le terrain, le COS a réussi à démontrer que la guerre peut se gagner autrement et que la démonstration de la force, même si elle est nécessaire, n'est plus suffisante aujourd'hui. Mettre de « l'intelligence » dans le rapport de force et sortir rapidement d'une crise en utilisant des moyens non militaires est devenu un véritable enjeu pour nos Armées et notre diplomatie. Au-delà des conflits de chapelle et des querelles de doctrine, les méthodologies utilisées pour arriver à de vrais résultats dans ce domaine restent « spécifiques ». Ces missions ont fait appel à un niveau d'excellence et de qualité que seules ces petites unités de spécialistes composées de professionnels et de réservistes connaissent, grâce aux entraînements et aux opérations qu'ils ont menés ensemble sur le terrain. Ces unités d'élite savent que leurs missions ne connaîtront jamais l'éclat des grandes opérations de guerre que l'on peut attribuer classiquement aux unités des « forces spéciales ». Ils savent par contre que, s'ils réussissent, il leur sera accordé discrètement la reconnaissance que l'on attribue aux opérations qui ont permis d'éviter une guerre ou de sortir plus rapidement d'une crise.

# VIOLENCE GUERRIÈRE ET POUVOIR POLITIQUE LE CAS DES FORCES SPÉCIALES<sup>1</sup>

PAR VINCENT PORTERET

L'importance prise par les « forces spéciales » (FS), et plus largement par les unités « non-conventionnelles » dans les opérations militaires ces dernières années (Afghanistan, Irak...) n'a pas manqué de retenir l'attention des observateurs, mais ce domaine reste largement traité par des « spécialistes du renseignement », y compris aux États-Unis et en Angleterre, donnant à ces travaux une tonalité particulière<sup>2</sup>. Arguant que leur rôle serait encore appelé à s'accroître pour les pays qui les emploient – principalement occidentaux –, certains y voient « l'avenir de la guerre »<sup>3</sup>. Un tel constat, dans la mesure où il est justifié, soulève un certain nombre de questions et notamment s'agissant des rapports entre violence guerrière, une des dimensions de la violence<sup>4</sup>, et politique, au cœur de toute interrogation sur la guerre.

Tout d'abord, les travaux de sociologie historique de l'État ont montré que l'exercice de la violence guerrière a favorisé l'institutionnalisation, la différenciation du pouvoir politique étatique. La guerre et l'armée, comme instrument et signe de la souveraineté de l'État, impliquent que celui-ci soit capable d'« extraire » de la société les ressources humaines et financières dont il a besoin pour remplir son rôle. Ainsi, une interrogation sur les transformations des Armées, de l'art et des moyens de la guerre n'est pas indépendante d'une autre sur les formes du pouvoir qui les conduit.

Autre aspect, la question du contrôle exercé par le pouvoir politique sur la force Armée à partir de la distinction entre moyens et fins : la fixation de celles-ci revient au politique – ce qui suppose la clarté des ordres reçus, parfois problématique dans le cadre des « nouvelles missions », et une distinction, stricte et non pas relative, entre moyens et fins<sup>5</sup> –, quand la conduite de ceux-là appartient aux militaires<sup>6</sup>. Mais, la guerre, comme toute action d'ailleurs, est marquée par une sorte de dialectique entre moyens et fins, qui prend alors la forme d'une confusion entre le politique et le militaire<sup>7</sup>.

Enfin, dernier aspect, le recours à la force est une caractéristique du pouvoir en général et du pouvoir politique en particulier. Mais le pouvoir n'implique pas seulement la menace mais aussi la maîtrise effective de la force<sup>8</sup>. On est ainsi invité à aller au-delà de la dichotomie entre force

<sup>1</sup> Cet exposé a été présenté au congrès de l'Association française de Sociologie, tenu à l'université de Paris XIII-Villetaneuse du 24 au 27 février 2004, lors de la Session n° 2 « Art et techniques de la guerre » / Réseau thématique « Sociologie du militaire : sécurité, armées et société ». À ce titre, il a été également publié dans les actes de cette manifestation.

<sup>2</sup> Une seul article dans *Armed Forces and Society*. En France, la revue *Renseignement et opérations spéciales* y consacre une partie de ses pages. Pour une illustration de la fascination exercée par ces unités sur ceux qui en parlent voir CLANCY Tom, *Les forces spéciales. Visite guidée d'un corps d'élite de l'US Army* (trad.), Paris, Albin Michel, 2003 (2001).

<sup>3</sup> DENÉCÉ Éric, *Forces spéciales : l'avenir de la guerre ?*, Monaco, Éditions du Rocher, 2002 ; LE PAUTREMAT Pascal (dir.), *Forces spéciales. Nouveaux conflits, nouveaux guerriers*, Paris, Gallimard, 2002.

<sup>4</sup> MICHAUD Yves, *La violence*, Paris, PUF, 1999 (1986)

<sup>5</sup> On retrouve ici les remarques de Samuel Huntington sur le « contrôle objectif » des militaires ; HUNTINGTON Samuel P., *The Soldier and the State – The Theory and Politics of Civil Military Profession*, Cambridge, Harvard University Press, 1997 (1957).

<sup>6</sup> On peut ajouter que ce contrôle renvoie aussi à la question de la décision de créer tel ou tel système militaire en fonction notamment des données et hypothèses fournies par les militaires.

<sup>7</sup> COHEN Eliot A., *Supreme Command. Soldiers, Statesmen and Leadership in Wartime*, New York, The Free Press, 2002.

<sup>8</sup> Voir la mise au point de François Chazel sur ce point dans « Pouvoir, cause et force », *Revue Française de Sociologie*, XV, 1974, p. 449-456.

et pouvoir pour penser la liaison complexe entre eux, la « combinaison »<sup>9</sup> entre coercition et légitimation. Et ce d'autant plus que la question des rapports entre guerre et souveraineté renvoie à la capacité du pouvoir politique à pouvoir tout exiger, à condition d'être perçu comme légitime.

S'agissant des termes, faut-il parler de force ou de violence ? On les distingue généralement selon leur degré de légitimité, question délicate à trancher s'il en est<sup>10</sup> : nous préférons considérer la force comme un moyen et la violence comme sa manifestation, ici dans un cadre guerrier<sup>11</sup>. Cette modalité particulière de mise en œuvre de la violence guerrière étatique, qui n'est qu'un aspect des missions des FS, induit-elle et manifeste-t-elle de nouveaux liens entre violence guerrière et pouvoir politique ? Il nous faudra préciser ce qu'il faut entendre par « forces spéciales », à partir du cas français, avant d'examiner les principaux traits de l'arrière-plan dans lequel elles agissent, pour, enfin, nous demander si elles représentent un nouvel art de la guerre. Précisons que ce qui suit est encore largement exploratoire.

## QU'EST-CE QUE LES « FORCES SPÉCIALES » ?

Nous commencerons par rappeler l'ancienneté du type d'action qu'elles conduisent, avant d'examiner la situation française et de dresser un rapide portrait de ces unités.

### L'action indirecte au cours de l'histoire

Du cheval de Troie aux militaires français engagés en Afghanistan, des subterfuges des Vikings aux *Ninja* japonais du XV<sup>e</sup> siècle, la guerre s'est toujours accompagnée de manœuvres « latérales », d'opérations de déstabilisation de l'adversaire, y compris morale. Chaque époque, ou presque, chaque zone géographique a, en effet, été confrontée à l'action indirecte, à la « petite guerre », expression utilisée initialement pour parler de la guerre de partisans, sous des formes spécifiques. Ces opérations étendent, la plupart du temps, l'aire du champ de bataille, besoin né de la confrontation à d'autres modes opératoires a pu conduire la hiérarchie à diversifier les formes d'action sur le terrain : on verra se multiplier les unités légères chargées d'exécuter des coups limités, de harceler l'adversaire, de mener des opérations de reconnaissance.

Pour ce qui nous concerne, force est de constater qu'avec les FS, les États se dotent de ce qui était le privilège des irréguliers, sans pour autant que les FS remplissent une fonction missionnaire, comme les partisans. C'est avec la Seconde guerre mondiale, du fait de l'importance prise alors par la mobilité, que les FS ont pris leur véritable essor, sans réelle reconnaissance au niveau politique ou institutionnel.

### Le cas français

Ici aussi, la Seconde Guerre mondiale est déterminante : l'occupation du territoire français a stimulé le développement d'actions « non-conventionnelles » par des unités françaises, indépendantes, soutenues par les Alliés. Vient ensuite la guerre d'Indochine. Là, la lutte contre-insurrectionnelle obligea les militaires français à s'adapter à une forme nouvelle de combat : la guerre révolutionnaire où le combat d'infanterie a pris une place centrale, pour faire face, notamment, à la difficulté à affronter directement l'ennemi, à un milieu physique difficilement pénétrable (jungle, rizières...). Se multiplièrent ainsi les unités spéciales et de Commandos,

<sup>9</sup> CHAZEL François, « Pouvoir », in BOUDON Raymond (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, p. 222.

<sup>10</sup> MAYER Arno J. , *Les furies 1789 1917. Violence, vengeance, terreur aux temps de la révolution française et de la révolution russe* (trad.), Paris, Fayard, 2002 (2000), p. 71-72.

<sup>11</sup> Yves Michaud explique que « la violence est définie comme l'usage de la force, quelle que soit la légitimité ou la non-légitimité de cette force » ; MICHAUD Yves, *La violence apprivoisée*, Paris, Hachette, 1996, p. 5.

composées de Français mais aussi d'autochtones, visant à détruire le potentiel ennemi (militaire mais aussi psychologique, économique...) quand cela était impossible aux forces classiques. La guerre d'Algérie constitue une autre phase de recours à l'action non-conventionnelle par les Armées françaises en même temps qu'elle en illustre certaines des dérives possibles. Le renseignement apparut comme une activité primordiale, notamment pour faciliter l'infiltration de petites unités chargées de semer le trouble dans les zones contrôlées par les rebelles. Les FS seront utilisées à d'autres occasions. Ni l'institution militaire ni le pouvoir politique ne semble avoir vraiment reconnu l'importance de ces unités hors de certains contextes qui perpétuaient pourtant la longue expérience des troupes d'élite en France (parachutistes, légionnaires...) qui contribue au flou autour de l'action des FS.

Sur le plan organisationnel, l'importance des FS a été reconnue dans le *Livre blanc sur la Défense* de 1994, qui, sur ce point, faisait suite à la création, en 1992, du Commandement des opérations spéciales, organisme interarmées (placé sous l'autorité du chef d'état-major des Armées) ce qui constitue une nouveauté importante pour les Armées françaises peu habituées à ce type de structure. Elles sont appelées à agir au cours d'opérations ou pour prévenir une crise et apporter des renseignements<sup>12</sup>.

Le COS regroupait à l'été 2002 environ 2 500 hommes, comprenant un état-major, des unités de l'armée de terre (1<sup>er</sup> régiment parachutiste d'infanterie de marine – à peine plus de 400 opérationnels – par exemple), de la Marine nationale (différents Commandos, soit près de 500 hommes) et de l'armée de l'Air, auxquelles s'adjoignent des Commandos parachutistes, le groupe de sécurité et d'intervention de la Gendarmerie nationale (GSIGN) et d'autres unités de l'armée de Terre. À côté de cette structure, la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) dispose aussi de ses propres moyens d'action spéciale, au sein du fameux « service action », regroupant environ 500 hommes dont certains exécutent aussi des actions clandestines<sup>13</sup>. Certains membres du service action ont participé aux côtés de leurs homologues américains à la formation de combattants de l'Alliance du Nord en Afghanistan et à la traque des terroristes d'Al-Qaeda. La dualité française constitue une source de dysfonctionnements : chevauchements de compétences, rivalités entre unités pour l'attribution des missions, situation qui, avec le primat accordé à l'aspect militaire des opérations, contribue aussi à la confusion entre opération spéciale, action clandestine et Commandos.

## Caractéristiques

Avant d'aller plus loin, il faut dire que la confusion autour des FS tient aussi à la fascination pour le secret, nourrie de la fascination pour la technologie, mais aussi de la fascination pour la « force », les FS étant assimilées aux Commandos. Plusieurs types d'unités sont ainsi rassemblées communément sous cette étiquette : unités de reconnaissance, de Commandos, tactiques, d'action clandestine..., chacune renvoie en fait à des structures particulières, à des usages de la force spécifiques et à des objectifs précis<sup>14</sup>. Il reste que, comme le montre le cas français, l'organisation militaire n'opère pas nécessairement cette distinction.

Les unités de Commandos<sup>15</sup>, relèvent partiellement des troupes aéroportées (parachutistes) mais pas uniquement. Elles agissent avec des effectifs assez importants (au minimum une soixantaine d'hommes) sur une durée courte : il s'agit alors d'un coup de poing fort, où la violence est importante : assaut, diversion... La discrétion n'est pas déterminante et leur action est censée exercer une influence importante sur le cours de la bataille. Ces unités présentent une

<sup>12</sup> *Livre Blanc sur la Défense*, Paris, 1018, 1994, p. 140

<sup>13</sup> DENÉCÉ, *op. cit.*, p. 198-203

<sup>14</sup> Nous remercions Éric Denécé pour les informations qu'il nous a communiquées à ce propos.

<sup>15</sup> Rappelons ici que le terme commando trouve son origine dans la guerre des Boers, en Afrique du Sud (1899-1902) : le *kommando* était l'unité de combat boer, rattachée à un échelon territorial, le district électoral. Ainsi, étaient membres du *kommando*, tous les citoyens mâles d'un district en âge d'être mobilisés. Ils recevaient un entraînement régulier. En difficulté en cas de bataille classique, les Boers décidèrent de privilégier « l'action de *kommandos* mobiles qui auraient l'initiative des combats et qui harcèleraient les colons anglais » (DENÉCÉ, *op. cit.*, p. 38).

organisation militaire traditionnelle. Les unités tactiques se rapprochent des « nettoyeurs de tranchée » de la Grande guerre. Il s'agit de petites unités rattachées à un régiment, agissant à courte portée sous la responsabilité du colonel du régiment qui décide de leurs objectifs, au profit de l'action du régiment ce qui limite leur autonomie<sup>16</sup>. Sur le plan structurel, ces unités sont ouvertes aux hommes du rang.

Enfin, les FS. Les missions qui leur sont confiées sont multiples : assistance militaire, renseignement, actions Commandos dans la profondeur des lignes ennemies, encadrement et formation d'unités de partisans dans un contexte de guérilla, évacuation de ressortissants, protection de personnalités... Trois qualités apparaissent essentielles : autonomie, polyvalence et discrétion<sup>17</sup>. Leur action revêt six traits :

- *la recherche d'un effet décisif* : l'action des FS vise à modifier le rapport de force, la surprise étant un élément important ;

- *le caractère hautement périlleux des missions* : ces unités agissent de façon indépendante en profondeur ;

- *le volume réduit des forces engagées* : une unité spéciale est constituée d'une équipe d'à peine une dizaine d'hommes, spécialistes polyvalents, sous-officiers et officiers ;

- *leur mode d'action non-conventionnel* jusqu'à agir en civil ou sous un uniforme étranger ;

- *la maîtrise de la violence* : une brutalité ciblée qui tient pour beaucoup aux moyens mis à leur disposition. Ceux-ci font une large place aux technologies les plus avancées qui les assistent dans l'action : transmissions, puissance et précision du feu ;

- *la confidentialité* entourant les unités et les personnels, censée favoriser l'effet de surprise. Pour autant, il ne s'agit pas d'action clandestine : leur l'action est « signée ».

## LA VIOLENCE GUERRIÈRE AUJOURD'HUI : PROBLÉMATIQUES

Le contexte dans lequel s'inscrit le recours aux FS se décline en trois aspects, étroitement connectés : international, militaire et social, proches de la trilogie clausewitzienne du Gouvernement, de l'Armée et du Peuple. Cela devrait nous permettre de réfléchir sur la violence guerrière contemporaine, rarement considérée dans les sciences sociales<sup>18</sup>, et de la rapprocher des réflexions sur la violence aujourd'hui dont elle illustre une des nouveautés radicales : « le fait d'être à la fois globalisée, puisque référent à des phénomènes planétaires ; générale et [...] moléculaire ; elle-même mondialisée ou éclatée »<sup>19</sup>. Nous voudrions essayer ici de comprendre « pourquoi les forces spéciales » ?

### L'État sur la scène internationale

Sur le plan international, les États-nations sont sinon « en panne »<sup>20</sup> du moins confrontés à des dynamiques infra et supra nationales qui bouleversent leur rôle, quand la mondialisation, sous ses différents aspects (culturel, économique) nourrit des processus de repli identitaire, d'exacerbation nationaliste...<sup>21</sup> Panne aussi parce que le monopole de la violence physique de

<sup>16</sup> Pour une illustration, romanesque, voir VERCEL Roger, *Capitaine Conan*, Paris, Magnard, 2001 (1934).

<sup>17</sup> SAINT-QUENTIN Grégoire de, « Pourquoi les forces spéciales ? », *Défense nationale*, 7, juillet 1999, p. 66

<sup>18</sup> La polémologie, initiée par Gaston Bouthoul, fut une première tentative, mais elle s'est limitée aux aspects tactiques et stratégiques, sans traiter de points aussi importants que la cohésion, le commandement, ...

<sup>19</sup> WIEVIORKA Michel, « Le nouveau paradigme de la violence », in WIEVIORKA Michel (dir.), *Un nouveau paradigme de la violence ?*, *Cultures et conflits*, n°29-30, printemps-été 1998, p. 43

<sup>20</sup> DELMAS Philippe, *Le Bel avenir de la guerre*, Paris, Gallimard, p. 9

<sup>21</sup> Bertrand Badie a souligné que ces dynamiques pouvaient avoir des effets belligènes : BADIE Bertrand, « Le jeu triangulaire », in BIRNBAUM Pierre (dir.), *Sociologie des nationalismes*, Paris, PUF, 1997, p. 447-462.

l'État est atteint par la privatisation de certaines manifestations de la violence<sup>22</sup>, signe de la difficulté des États à exercer leurs fonctions traditionnelles quand les organisations internationales ne jouent encore que très partiellement le rôle pacificateur qu'on pourrait leur prêter (sans non plus céder au discours critique sur leur impuissance).

Depuis la fin de la guerre froide, on se trouve dans une situation où se combinent la paix et la guerre. La question se pose pour l'État de savoir comment faire face à des menaces multiformes (nucléaires, bactériologiques, chimiques...), à des adversaires difficilement identifiables, qui se battent moins pour des questions de souveraineté que par référence à une identité ethnique ou religieuse (situation dont la « guerre contre le terrorisme » serait l'archétype). Pourtant, si la guerre n'est pas obsolète<sup>23</sup>, la guerre interétatique paraît relever d'une époque révolue parce que l'État territorial s'effrite emportant avec lui la forme de violence qui lui est directement liée au profit d'autres formes : guerres civiles, massacres interethniques, terrorisme où la violence est porteuse de « significations qui lui confèrent une allure intransigeante, non négociable, une portée religieuse, idéologique ou éthique qui semble absolue »<sup>24</sup>. Dans ce cadre, le concept clé de l'action militaire des États, n'est plus la dissuasion, comme pendant la guerre froide, mais l'intervention<sup>25</sup>. La question est bien sûr de savoir quelle est la légitimité de ces interventions.

Dans ces conflits, le jugement porté à l'encontre de l'adversaire prend une dimension particulière du fait de conceptions différentes en matière de conflit guerrier : s'y mêlent l'incompréhension, la crainte et le mépris<sup>26</sup>. On est ici au cœur de ce que Pierre Hassner analyse comme la dialectique du bourgeois et du barbare : on aurait d'un côté, « la guerre bourgeoise parfaite évacuant la lutte à mort grâce à la technique », espoir fondé sur la Révolution dans les affaires militaires<sup>27</sup>, et, à l'autre extrême, « le terrorisme [qui] prend les populations civiles pour cible, refuse également le combat guerrier »<sup>28</sup>. Ce serait la fin définitive des guerres héroïques engageant l'existence de l'État-nation<sup>29</sup>. Les FS sont-elles une réponse à l'inadéquation de l'État aux mutations de la scène internationale ?

### Armée professionnalisée et exercice de la violence guerrière

Au niveau militaire, la réflexion sur les FS renvoie à la professionnalisation des Armées. Remontant aux années 1960, voire au lendemain du Second conflit mondial, un ensemble de variables, qui ne ressortissent pas uniquement au champ militaire, interviennent pour expliquer une réduction progressive des effectifs des Armées, le « déclin de l'armée de masse » et, corrélativement, l'augmentation de la part d'engagés volontaires et de personnels de carrière au sein des Armées<sup>30</sup>. Une des principales clés de ces transformations réside dans la technicisation des matériels militaires. Celle-ci induit une professionnalisation accrue du corps des officiers et

<sup>22</sup> MUNKLER Herfried, *Les Guerres nouvelles* (trad.), Paris, Alvik, 2003 (2002), p. 32-42.

<sup>23</sup> VENNESSON Pascal, « Renaissance ou obsolète ? La guerre aujourd'hui », *Revue Française de Science Politique*, 1998, vol. 48, n°3-4, p. 515-533

<sup>24</sup> WIEVIORKA, *art. cit.*, p. 50

<sup>25</sup> Il s'agit de « l'emploi effectif d'une force limitée pour arrêter des conflits lointains, caractérisés par l'anarchie autant que par l'agression » ; HASSNER, *art. cit.*, p. 283.

<sup>26</sup> COKER Christopher, *Waging war without warriors ? The changing culture of military conflict*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2002, p. 83-109. Les qualificatifs dépréciatifs utilisés pour l'ennemi ont toujours été légion, que l'on songe par exemple aux représentations françaises de l'Allemand durant la Grande guerre, aux références à sa sauvagerie, à sa barbarie.

<sup>27</sup> Pour un point de vue enthousiaste sur la RMA, voir MURAWIEC Laurent, *La Guerre au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, éditions Odile Jacob, 2000. L'auteur évoque certaines limites du concept et de ses implications pratiques, mais reste persuadé de sa pertinence « dans un monde de conflits » et de la réalité des transformations qu'il recouvre.

<sup>28</sup> HASSNER, *art. cit.*, p. 289. L'auteur poursuit : « Mais, si l'une de ses formes [...] consiste essentiellement à s'attaquer aux populations sans défense, une autre variété repose au contraire sur l'acceptation du suicide ».

<sup>29</sup> C'est du moins le point de vue développé, parmi d'autres, par Edward Luttwack dans « A Post-heroic Military Policy », *Foreign Affairs*, juillet-août 1996, p. 33-45.

<sup>30</sup> Cf. la mise au point de Bernard Boëne : « La professionnalisation des armées : contexte et raisons, impact fonctionnel et socio-politique », *Revue française de Sociologie*, 2003, 44-4, p. 647-693

des sous-officiers, accentuant leur spécialisation et leur qualification<sup>31</sup>. Elle bouleverse les rapports de commandement et l'identification des militaires aux Armées où la figure de référence ne serait plus le « leader héroïque », mais le « manager » de la violence. La technique bouleverse les formes de la violence, loin des combats face à face, au corps à corps. Les machines et autres systèmes automatiques sont, selon l'expression courante, « servis » : l'action est mise à distance et le risque avec elle, à l'image des frappes de précision. Cela renforce encore les effets de la technicisation, l'importance des valeurs de la spécialisation professionnelle au sein du métier des armes : la minimisation des pertes devient partie intégrante de l'ethos des militaires, liée aussi au coût de leur formation.

Sur le plan des missions, depuis la fin de la guerre froide, la défense du territoire national apparaît secondaire par rapport aux « opérations autres que la guerre » (à l'extérieur et à l'intérieur). Ces missions, qui révèlent certaines limites de l'action étatique en matière militaire, s'inscrivent dans un contexte opérationnel marqué par l'internationalisation des conflits et des interventions militaires, l'hyper médiatisation des opérations, le renforcement de leur encadrement juridique et de nouvelles attentes des populations. Elles induisent une diversification des conditions d'exercice de l'activité militaire où prédomine l'idée d'un recours minimum à la force. Les militaires doivent privilégier la prudence et la retenue, avec le risque de voir leur anxiété s'accroître en retour. Aux principes encadrant l'usage de la force pour en éviter tout usage « gratuit », le cadre « onusien » en ajoute d'autres, définissant par exemple la légitime défense, interprétés avec une grande prudence qui dramatise l'ouverture du feu. Cette juridicisation accentue l'asymétrie de ces affrontements et la divergence entre le cadre de guerre des « intervenants » et celui des « belligérants »<sup>32</sup>. Intervenant dans la définition des missions et de leurs conditions d'accomplissement, le droit est perçu comme un moyen de réduire l'incertitude de l'environnement, une des principales sources de nouveauté des missions d'après-guerre froide<sup>33</sup>, à l'instar de la multiplication des interventions en milieu urbain<sup>34</sup>. Il contribue à l'émergence d'une « *rhétorique de la négociation comme substitut à l'action de force* »<sup>35</sup>. Ces missions illustrent ainsi la dialectique entre précision technique et contrôle juridique et l'ambition de garder le contrôle des situations<sup>36</sup>. De leur côté, les « belligérants » s'embarrassent rarement de ces contraintes : leurs moyens limités leur font choisir des modes d'actions plus primaires, posant ainsi aux puissances intervenantes des défis inédits qui ne sont que partiellement résolus par les interventions menées sous le contrôle d'autorités politiques multinationales.

Contrairement à l'action des FS, les militaires sont « tout à la fois dans la bataille et sur ses gradins »<sup>37</sup> : ils ne font pas la guerre, mais on la leur fait. Situation incompréhensible pour des soldats qui n'imaginent pas qu'il faille recourir à l'action guerrière pour mener à bien une action pacificatrice. Ceci ne fait qu'accroître leurs craintes, la peur des pertes et de mal faire, quand il leur faut admettre que des menaces pèsent sur eux, face auxquelles leurs réactions restent problématiques. Peut alors apparaître un sentiment de renoncement et d'abandon, qui imprègnera raisonnements et attitudes : esquive de la prise de décision, craintes de donner des coups et d'en recevoir. À cela vient s'ajouter un sentiment d'inutilité et d'impuissance, porteur de contestation et de fatalisme, car il apparaît difficile de savoir contre qui et quoi se révolter :

<sup>31</sup> Le terme de professionnalisation recouvre à la fois le processus de spécialisation et de qualification, mais aussi son aboutissement ; BOENE Bernard, « Métier, profession et professionnalisme », in BOENE Bernard et DANDEKER Christopher (dir.), *Les armées en Europe*, Paris, La Découverte, 1998, p. 171-195.

<sup>32</sup> Sont ainsi désignés ceux qui ne sont ni les ennemis ni les amis. Le dépassement de la distinction ami-ennemi illustre les difficultés d'identification rencontrées par les militaires (BOENE Bernard, HADDAD Saïd et NOGUES Thierry, *À missions nouvelles des armées, formations nouvelles des officiers des armes ?*, Paris, Les Documents du C2SD, 2001, p. 39).

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 115

<sup>34</sup> Cf. DUFOUR Jean-Louis, *La Guerre, la ville et le soldat*, Paris, Odile Jacob, 2002.

<sup>35</sup> THIEBLEMONT André, *Expériences opérationnelles dans l'armée de Terre. Unités de combat en Bosnie (1992-1995) volume I*, Paris, Les Documents du C2SD, 2001, p. 31

<sup>36</sup> MUNKLER, *op. cit.*, p. 223

<sup>37</sup> THIEBLEMONT, *op. cit.* (volume II), p. 14

l'ONU sert alors fréquemment de bouc-émissaire. C'est que la complexité des tâches accomplies n'explique pas à elle seule le sentiment de vacuité ressenti par les militaires : il renvoie aussi à leur légitimité moindre. Ici l'action militaire paraît livrée à elle-même, devenir un moyen sans fins, alors qu'elle marque le besoin pour la soutenir, si l'on peut dire, d'un pouvoir politique reconnu comme légitime. Les organisations internationales ne l'incarneraient donc pas aux yeux de ceux qu'elles mandatent, faute d'une souveraineté effective, pas plus qu'aux yeux des populations, dont le soutien, jamais assuré, constitue aussi une source d'anxiété pour les militaires.

### Les sociétés démocratiques face à la violence

La sensibilité des sociétés à la violence s'est singulièrement éteinte, en même temps que la violence s'apprivoisait<sup>38</sup>. En témoignent les jugements portés sur les missions conduites par les Armées françaises : les plus fréquentes, jugées prioritaires sur le plan de la doctrine militaire, font l'objet d'une adhésion forte<sup>39</sup>. Bien plus, les plus légitimes sont les moins liées au combat et à l'usage de la force et celles qui touchent directement les personnes interrogées, soit dans leur vie quotidienne, soit émotionnellement<sup>40</sup>. Parallèlement, les Armées bénéficient d'une appréciation très positive, apparemment renforcée depuis 1997<sup>41</sup>. Dans le détail, l'armée de l'Air et la Marine nationale arrivent en tête (avec près de 90 % bonnes opinions)<sup>42</sup>. Cela témoigne, au même titre que le professionnalisme reconnu aux officiers et aux sous-officiers<sup>43</sup>, de la valorisation des éléments techniques et professionnels. L'armée de Terre n'est donc plus l'armée de référence, et le soldat n'est pas d'abord caractérisé par son rapport au combat, mais par celui à la technique. C'est le signe que la nature de la guerre est perçue comme instrumentale, « un phénomène purement technique »<sup>44</sup>, perception assez en phase avec la réalité, quoique certaines opérations récentes aient pu rendre leur actualité à des formes d'affrontements terrestres jugées sinon révolues du moins hautement improbables (elles furent conduites avec des moyens sophistiqués). On comprend alors qu'on mette l'accent sur la technique au détriment de l'humain : des conflits peuvent être acceptés mais sous forme de frappes aériennes et l'envoi de troupes terrestres modifie sensiblement la donne, l'annonce de pertes amenuisant le soutien de la population.

Ces constats illustrent les dilemmes des sociétés démocratiques contemporaines avec « la tendance à l'absolutisme moral ou au refus du compromis, d'une part, le refus de sacrifier des vies individuelles pour des buts publics lointains et obscurs d'autre part »<sup>45</sup>. Pierre Hassner juge une telle situation préoccupante dans la mesure où « tout se passe comme si elles avaient perdu leur capacité et leur volonté d'accepter de courir des risques pour faire cesser la violence

<sup>38</sup> MICHAUD, *op. cit.* (1996), voir aussi ELIAS Norbert, *La civilisation des mœurs* (trad.), Paris, Calmann-Lévy, 1995 (1969).

<sup>39</sup> L'approbation des opérations d'aide humanitaire passe de 80 % à 92 % entre 1997 et 2001, celles des interventions dans le cadre de l'ONU pour le respect du droit international oscille autour de 80 % et les secours à la population française en cas de catastrophes recueillent entre 93 et 96 % d'opinions favorables (DlCoD-C2SD, *Les Français et la Défense, 10 ans de sondage*, Paris, Ministère de la Défense, 2002, p. 29). Notons qu'une telle attitude ne favorise pas l'engagement des armées dans les « opex », l'influence de « l'opinion publique » n'étant, en effet, ni déterminante ni marginale sur la politique conduite ; LA BALME Nathalie, *Partir en guerre : décideurs et politiques face à l'opinion publique*, Paris, Gallimard, 2002

<sup>40</sup> Les sondés restent réservés sur la possibilité que les militaires français risquent leur vie pour une mission autre que la défense du territoire : en 2001, les personnes interrogées estimaient justifié que des soldats français se battent au risque d'y laisser leur vie à 79 % en cas d'invasion de la France métropolitaine par une armée étrangère, mais seulement à 58 % en cas d'action avec l'OTAN ou entre Européens et à 46 % en cas d'invasion de pays avec lesquels la France a des traités de coopération.

<sup>41</sup> Pour ne retenir que les années charnières, les taux de bonne et de mauvaise opinions sur les armées françaises sont passés, respectivement, de 77 % et 20 % en 1991 à 85 % et 14 % en 1993. Après avoir décliné jusqu'à 76 % et 21 % en 1997, ils atteignent 81 % et 14 % en 2001 ; DlCoD-C2SD, *op. cit.*, p. 43-44.

<sup>42</sup> L'armée de Terre et la Gendarmerie nationale occupent alternativement la troisième et la quatrième place (avec des taux de bonnes opinions compris entre 75 et 80 %).

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 57 et p. 59

<sup>44</sup> COKER, *op. cit.*, p. 171

<sup>45</sup> HASSNER Pierre, « Les impuissances de la communauté internationale » (1993), in *La terreur et l'Empire. La violence et la paix II*, Paris, Seuil, 2003, p. 111

inhumaine, aussi longtemps que cette violence ne revêt pas la forme d'une attaque directe contre elles »<sup>46</sup>. Les attaques du 11 septembre 2001 ont révélé la vulnérabilité des sociétés considérées, leurs craintes ayant été renforcées par l'incompréhension face aux menaces qu'elles affrontent sur le plan intérieur et sur le plan extérieur : le conflit change de terrain, utilise d'autres moyens et l'adversaire leur révèle, en acceptant son sacrifice, ce qu'elles refusent : au choc technique, s'ajoute un choc moral.

Autre phénomène incontournable, la médiatisation qui « esthétise la violence » l'inscrivant profondément dans la sensibilité. La violence est transfigurée pour correspondre aux attentes des médias, à un impératif de décence : elle « doit être *clean*, mécanique, calculée, contrôlée, organisée, localisées sur ses cibles »<sup>47</sup>. Mais, si la violence guerrière n'échappe pas au processus de rationalisation et à la volonté de maîtrise des risques, l'incertitude reste présente et la perception d'une guerre propre ne veut pas dire que « *la violence militaire ne peut plus être sale, désordonnée, brutale* », surtout que les coûts de la guerre *high-tech* peuvent conduire à recourir à des mercenaires, l'impact politique des pertes étant moindre<sup>48</sup>. Dans ce cadre, les FS permettent de passer outre le refus social quand elles sont engagées dans des zones risquées : elles minimisent les risques, mais leur discrétion est aussi fonctionnelle à ce niveau. Les FS montrent que « les guerres ressemblent, à de multiples égards, aux sociétés qui les livrent. La ressemblance est toujours celle des armes et des outils. La ressemblance est presque *toujours*, directe ou subtile, celle de la stratification sociale et du système militaire »<sup>49</sup> : à nouvelle société, nouvel art de la guerre ?

## UN NOUVEL ART DE LA GUERRE ?

On aborde ici un domaine largement inexploré : l'analyse de la violence de combat qui renvoie sans doute à notre refus de nous voir nous-mêmes dans notre capacité à l'extrême violence<sup>50</sup>. Cette posture écarte un certain nombre de questions, s'abritant justement derrière la discrétion, les difficultés matérielles à aborder un tel sujet... Exception notable, le travail de Wolfgang Sofsky<sup>51</sup>. Nous voudrions ici savoir si avec les forces spéciales, encore plus qu'avec les autres unités, pour reprendre les questions de Gellner<sup>52</sup>, on « est plus du côté de la production que de la brutalité du guerrier »<sup>53</sup>, ce qui, il faut le souligner, revient à associer la barbarie à l'irrationnel. Une telle affirmation ne peut se contenter d'un examen des moyens et d'une typologie *a priori* : il faut savoir à la fois qui sont ces nouveaux combattants, comment ils agissent, cela pour éclairer leurs rapports au pouvoir politique.

### Les hommes

À partir d'entretiens conduits auprès d'anciens membres des FS, Pascal Le Pautremat explique que « la place de l'éthique est négligeable dans le travail demandé. Ils suivent une mise en condition mentale où l'idée d'être amené à tuer est parfaitement intégrée et admise. Les intéressés ne se posent alors aucune question puisqu'ils ont la ferme conviction de participer à la défense de la nation, avec le sentiment que la vie d'un homme s'efface devant le destin de centaines d'autres. Ils pratiquent une violence légitimée à laquelle ils s'habituent et à laquelle,

<sup>46</sup> HASSNER Pierre, « De la guerre et la paix à la violence et l'intervention : les contextes politique passent, les dilemmes moraux demeurent » (1999), *Ibid.*, p. 115

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 98-99.

<sup>48</sup> MUNKLER, *op. cit.*, p. 225

<sup>49</sup> ARON Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1984 (1962), p. 335

<sup>50</sup> AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « Violences extrêmes de combat et refus de voir », *Revue Internationale des Sciences Sociales* « Violences extrêmes », 174, décembre 2002, p. 547

<sup>51</sup> Outre son *Traité de la violence*, on peut citer *L'ère de l'épouvante. Folie meurtrière, terreur, guerre* (trad.), Paris, Gallimard, 2002.

<sup>52</sup> GELLNER Ernest, « War and violence », in *Anthropology and politics. Revolution in the sacred grove*, Oxford, Blackwell, 1995, p.

<sup>53</sup> MICHAUD, *op. cit.* (1996), p. 134

une fois sortis des FS, ils s'obligent à ne plus penser »<sup>54</sup>. Cela conduit à formuler trois séries de questions : qui sont les membres des forces spéciales et quelles sont leurs motivations ? ; quelles sont les modalités de leur formation ? ; quel est leur avenir sachant qu'ils sont souvent incommandables quand ils retournent dans une unité traditionnelle ? Il faut comprendre l'adhésion à un ordre coercitif.

Sans céder aux visions iréniques quant à leur composition, nous ferons l'hypothèse que, tout en bénéficiant de la sophistication des matériels, les unités spéciales sont « des niches de guerriers » qui, peu nombreux, « continuent à faire de la guerre un moyen d'affirmation de la volonté personnelle, un choix existentiel... »<sup>55</sup> à l'inverse des liens noués dans le cadre d'une bataille menée à distance, dans le cyberspace, qui n'engagent pas la vie des soldats. De fait, leur polyvalence est importante, mais, ces unités sont le plus souvent rattachées à des unités où la référence au combat est dominante : infanterie de marine, Commandos de marine... Cela renvoie à l'absence de « minorités » en leur sein<sup>56</sup> : ainsi, par exemple, en France, comme en Angleterre ou aux États-Unis, les femmes sont exclues de ces unités : celles-ci constituent donc, et ce au-delà de toute considération relative à leurs moyens, des bastions de l'association entre virilité et port des armes. De plus, si l'utilisation massive des technologies modifie sans aucun doute le rapport à la violence, elle reste présente et intense, inaugurant sans doute un nouveau type d'héroïsme plus que son dépassement. Ce rapprochement invite également à considérer l'opposition entre hommes de courage et hommes de métier, entre « avoir du métier » et « avoir un métier »<sup>57</sup> : les membres des forces spéciales relèveraient plutôt du second aspect, étant des « professionnels » par excellence : mais leur mode opératoire, leur efficacité ne dépendent-ils pas autant de leur « savoir-faire » que de leur « savoir-y-faire », fondé notamment sur leur autonomie ?

L'entraînement est une constante de l'activité militaire : il faut se tenir prêt à faire la guerre et, si possible, à la gagner. Quelle préparation suivent-ils ? Comment en arrive-t-on à ce constat selon lequel « l'idée d'être amené à tuer est parfaitement intégrée et admise » ? L'exemple américain montre que la formation sert de deuxième filtre, sans doute le plus important : il s'agit de tester la résistance physique des impétrants mais aussi leur ressort moral<sup>58</sup>. Reste qu'à ce niveau la discrétion est de rigueur.

L'exécution des ordres implique, outre la croyance dans la légitimité de celui qui les donne, que l'exécutant escompte de la reconnaissance, aspect problématique. Quel est le devenir de ces hommes dont l'indépendance, le secret entourant leur mission, ont fait que la guerre et sa préparation ont pu devenir leur mode de vie au point que la distinction entre vie active et combats a pu s'estomper ? S'ils ne vivent pas de la guerre (grâce à des pillages), dans quelle mesure ne vivent-ils pas pour elle ? Le retour à la vie civile ou dans une unité traditionnelle pourrait alors représenter un traumatisme, à base d'incompréhension. Pourront-ils s'adapter à d'autres règles ? Comme en témoigne, entre autres, l'expérience des vétérans du Vietnam, le besoin de reconnaissance permet de compenser et de réparer, au moins partiellement, le traumatisme subi par des hommes ordinaires et qui ne comprendront pas nécessairement que la société ait ignoré leur action. Comme certains de leurs prédécesseurs, sont-ils devenus brutaux sous l'effet de leur propre brutalité ? La « brutalisation » des sociétés européennes<sup>59</sup> a servi à rendre compte de ce processus, à partir de l'expérience de la Grande guerre. Mais, la méconnaissance de la société par rapport aux forces spéciales est peut-être plus profonde

<sup>54</sup> LE PAUTREMAT, *art. cit.*, p. 126. Précisons que l'auteur, en parlant d'éthique, renvoie à la poussée d'éthique dans le monde contemporain, à la moralisation du monde.

<sup>55</sup> COKER, *op. cit.*, p. 82

<sup>56</sup> NATARAJ KIRBY Sheila, HARRELL Margaret C. and SLOAN Jennifer, « Why don't minorities join special operations forces? », *Armed Forces and Society*, vol. 6, n°4, Summer 2000, p. 523-545

<sup>57</sup> FOUILLEUL Nicole, *Entre professionnalisme traditionnelle et professionnalisation en cours : la cohésion dans les Troupes de Marine*, Paris, Les Documents du C2SD, 2001, p. 158

<sup>58</sup> Voir la présentation de Tom Clancy, malheureusement très superficielle, CLANCY, *op. cit.*

<sup>59</sup> MOSSE George L., *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes* (trad.), Paris, Hachette, 1999 (1990)

qu'alors dans la mesure où c'est l'essence même de leur activité que la violence soit déniée, occultée ou transfigurée (à l'aide du miracle technologique). Quel regard portent-ils sur ce qu'on dit d'eux ? On pourrait alors se demander, mais les effectifs concernés restent très peu importants pour que cela présente un risque, si la violence restera présente : retournée contre eux-mêmes ou objet d'un réinvestissement politique.

## L'action

Sur le plan de l'action, on peut aussi distinguer deux séries de questions : celles relatives aux relations entre les combattants, qui renvoie directement à la technique de combat.

### *Le groupe primaire*

Sur le premier point, on peut s'interroger sur les relations sociales au sein de ces unités. On pourrait imaginer, si on fait de leurs membres des « techniciens-soldats », que les FS illustrent la prégnance assez générale de « l'ordre négocié », renvoyant à une discipline et un style d'autorité « participatif », d'autant plus que on insiste beaucoup sur leur faculté de jugement, gage de leur indépendance (cependant les moyens de transmission permettent à leurs supérieurs d'intervenir directement dans la conduite des opérations). Pourtant, rappelle Bernard Boëne, « cet ordre négocié peut prendre des formes différenciées selon l'endroit où l'on se trouve dans l'institution. La probabilité est grande d'observer des rapports paternalistes plus ou moins marqués dans les unités de combat »<sup>60</sup>. Quel lien se noue au sein d'un groupe primaire où la dimension hiérarchique est apparemment peu marquée, du fait de leurs caractéristiques ? Quels sont alors les fondements de l'autorité du chef : l'expérience ?, les compétences ?, le charisme ?, question d'autant plus pertinente que ces hommes sont confrontés au danger, à la mort, malgré les qualités de leurs équipements.

L'indépendance de ces équipes renvoie aux interrogations classiques sur les fondements de la cohésion. Ici plus qu'ailleurs sans doute, le groupe primaire au sein duquel le soldat vit l'essentiel de ses relations sociales, reste l'élément déterminant de la cohésion et ce d'autant plus facilement que l'échelle des grades représentés est courte et que l'isolement renforce l'intensité des liens au sein de l'équipe qui ne doit son salut qu'à elle-même<sup>61</sup>. Plusieurs travaux ont montré que l'expérience opérationnelle ne constitue pas l'unique mode de fonctionnement du collectif. Il faut donc s'interroger sur la vie quotidienne, en opération, sur la part des préoccupations à ce niveau par rapport aux conditions de réalisation de la mission ? La vie y est sans doute moins monotone, moins anonyme et moins formelle que celle des unités régulières. Les expériences vécues ensemble renforcent la cohésion et ce d'autant plus qu'« il suffit qu'une petite unité en opération rassemble quelques compétences fondamentales pour qu'elle soit prémunie contre les chutes de son moral »<sup>62</sup>. Quels moyens sont utilisés, loin de toute perception enchantée et un peu déshumanisée des FS, pour compenser une action périlleuse, à défaut de pouvoir effacer les traumatismes qu'elle engendre : s'il y a un régime spécial sur le terrain, y a-t-il un régime spécial au niveau de l'ordinaire ? Il s'agit ici de tenir compte du fait que la cohésion est un état toujours provisoire, s'appuyant sur de multiples mécanismes. La cohésion est un facteur d'efficacité : les liens noués par les hommes « dans l'action (ou dans l'activité), et dans *le faire et le vivre en commun* »<sup>63</sup> font qu'ils peuvent compter les uns sur les autres le moment venu : alors, l'usage de la force est efficace, avec ses particularités.

<sup>60</sup> BOËNE, *art. cit.* (2003), p. 679 ; « dans les cas extrêmes (attestés dans certains régiments britanniques) servent de familles de substitution à des engagés auxquels l'armée fournit le premier cadre structurant ».

<sup>61</sup> Edward Shils et Morris Janowitz, « Cohésion et désintégration de la Wehrmacht pendant la Deuxième Guerre mondiale », *Les Champs de Mars*, n°9, 2001, p. 179-207 [1<sup>re</sup> ed. 1948]

<sup>62</sup> THIEBLEMONT, *op. cit.* (volume II), p. 9

<sup>63</sup> FOUILLEUL, *op. cit.*, p. 111

*Les formes de la violence guerrière*

Il s'agit ici d'examiner la portée réelle de l'action des forces spéciales. Elles s'inscrivent dans ce renversement potentiel de perspective par le passage,

d'une conception de la guerre sans morts où il ne s'agissait que de paralyser l'adversaire à une conception de la guerre totale où il s'agit de le détruire avant qu'il ne vous détruise [...]. De la guerre sans risques, on passerait à la guerre sans règles. Certes les deux peuvent être combinées : la tendance au remplacement du risque individuel par la technique persiste malgré la redécouverte des forces spéciales et de leurs prouesses [...] Mais l'idée que les règles impliquent la réciprocité et qu'on n'a pas à les appliquer à l'égard des sauvages qui n'en respectent aucune et sont donc à éliminer comme des bêtes malfaisantes a bien fait sa réapparition<sup>64</sup>.

Plus précisément, « dans les guerres nouvelles, la violence devient l'élément dominant de la relation d'échange en soi »<sup>65</sup>. Ces guerres sont menées à l'arme légère. Il faut aller chercher l'ennemi là où il est et, nous l'avons vu, les pays occidentaux peuvent être « tentés de réduire l'asymétrie en adoptant les méthodes de leurs adversaires. Légitime si l'on s'agit de descendre du ciel et de la technologie sur la terre de la guérilla et du contre-espionnage, cette réaction est dangereuse si elle ne préserve pas la différence essentielle entre les sociétés libérales et les autres »<sup>66</sup>.

L'action des unités spéciales témoigne d'un mixte entre planification technique et guerre « primitive », synthèse de deux modèles qui se sont succédés historiquement<sup>67</sup>, le second, plus ancien, ayant perduré, mais aux marges, si l'on peut dire. De la même façon, la proximité de l'adversaire, pour des combattants qui peuvent rester infiltrés une longue durée, ne peut-elle raviver la noblesse de l'affrontement au corps à corps, sinon du combat de face à face ? Dans tous les cas, il faut tenir compte du fait que la violence a toujours deux visages : celui de la folie homicide qui monte naturellement aux extrêmes ou celui, rationnel, d'un message adressé à la volonté de l'adversaire. Il nous semble qu'on est loin, malgré l'idée d'une violence maîtrisée, de la tradition d'« autocontention » de la violence de guerre<sup>68</sup>. La rapidité du mouvement est facilitée par l'adaptation et la connaissance du terrain. L'expérience acquise en commun permet de minimiser les pertes malgré le danger : la manœuvre se présente comme une mécanique bien huilée grâce justement à l'entraînement. On peut se demander si le courage et l'héroïsme ne se combinent pas à une logique de l'exploit. Le fait que ces unités soient chargées de désorganiser les rangs de l'ennemi conduit à s'interroger sur le rapport entretenu à celui-ci : sa représentation intervient, la question reste de savoir comment et jusqu'où, dans la façon d'agir : ainsi, si l'ennemi ne fait l'objet d'aucune représentation précise, la violence s'en trouve encore plus pure.

Au sein des Armées, l'importance prise par les unités spéciales fait coexister deux mondes, difficilement combinables car renvoyant à deux façons de faire la guerre. À l'époque de la mort anonyme, quand les armes favorisent sa mise à distance<sup>69</sup>, le combat au corps à corps est une expérience culpabilisante, distincte de celle de la masse<sup>70</sup>. Ces façons neuves de faire la guerre, réponse à ce que Wolfgang Sofsky appelle « la guerre de la terreur »<sup>71</sup> et qui se déroule dans la

<sup>64</sup> HASSNER Pierre, « États-Unis : l'empire de la force ou la force de l'Empire ? » (2002), in HASSNER, *op. cit.* (2003), p. 201

<sup>65</sup> MUNKLER, *op. cit.*, p. 130

<sup>66</sup> HASSNER, *art. cit.* (2002), p. 204

<sup>67</sup> Cf. CARDINI, *op. cit.*, p. 159. Pour cet auteur, « le renforcement des liens entre guerre et technologie était complémentaire de la complexité croissante des guerres de manœuvres, requérant des techniciens professionnels « joueurs d'échecs », et non plus guerriers ou chasseurs ».

<sup>68</sup> AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et BECKER Annette, *14 18 Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2002., p. 42

<sup>69</sup> Cf. ARIES Philippe, *L'Homme devant la mort*, 2 vol., Paris, Seuil, 1985.

<sup>70</sup> AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « Au cœur de la guerre : la violence du champ de bataille pendant les deux conflits mondiaux », in AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, BECKER Annette, INGRAO Christian et ROUSSO Henry (dir.), *La violence de guerre, 1914-1945. Approche comparée des deux conflits mondiaux*, Bruxelles, Complexe, 2002, p. 73-97

<sup>71</sup> SOFSKY, *op. cit.* (2002), p. 188-202. Pour lui, « la guerre de terreur ne veut pas occuper un pays, conquérir un pouvoir d'État ou élargir la zone de mission d'une religion. Elle ne veut pas renverser un ordre social existant [...] Elle veut tuer un grand nombre d'hommes, répandre l'épouvante, paralyser la vie par la peur. [...] La guerre de terreur n'est

marge entre polices et forces Armées, nourrissent la mauvaise réputation de ces hommes. Elles changent aussi l'appréhension de la mort. Et, à l'image des corps francs, il faut prendre conscience du fait que, alors que les lois de la guerre doivent, sinon « civiliser la guerre », du moins empêcher tout déchaînement gratuit de la violence, tout peut basculer : alors, la force devient vengeance, folie et les hommes des barbares usant d'une violence spontanée qui ne s'arrête que par épuisement : il faut aller jusqu'au bout pour lutter aussi contre la peur d'être soi-même tué. L'indépendance accordée à ces combattants peut être conçue comme un moyen d'éviter la contagion de la violence, ce moment où la violence est recherchée pour elle-même, comme une drogue et de réduire l'imprévisibilité de l'affrontement<sup>72</sup>. Le fait que cette violence contribue à atteindre les objectifs de guerre souligne que toute interrogation à ce propos ne saurait se faire sans référence à la question de la légitimité de l'autorité qui les fixe. Ainsi, les formes « franches » de la violence confirment les connexions entre violence intense et domination charismatique<sup>73</sup>.

### Le rapport au politique

Il nous semble que les rapports entre violence guerrière et politique sont profondément renouvelés avec l'utilisation des forces spéciales : celles-ci visent la volonté de l'adversaire, comme avec la guerre révolutionnaire, alors nous entrons « dans un monde nouveau par rapport à la guerre et à la diplomatie classiques, un monde où violence et politique, tantôt complètement séparées, tantôt complètement confondues, deviennent des aspects d'une lutte essentiellement psychologique qui fait éclater les barrières entre civil et militaire ou entre intérieur et extérieur »<sup>74</sup>. L'existence des Armées régulières se fonde sur cette distinction désormais plus que problématique et avec elle, comme nous venons de le voir, c'est non seulement la question de la distinction entre guerre et paix qui est posée mais aussi entre violence autorisée et criminalité Armée<sup>75</sup> : à ce titre, la distinction entre forces spéciales et unités clandestines est cruciale, mais en même temps pour le moins ténue.

On ne peut que constater que la guerre « souterraine » pose de sérieux problèmes éthiques et ce d'autant plus, on touche ici à une des questions centrales de la sociologie du militaire, que le pouvoir civil n'exerce qu'un contrôle lâche sur les forces Armées. Au contraire, si le contrôle est fort, les forces spéciales peuvent devenir le « bras armé du politique »<sup>76</sup>. Différents exemples montrent ainsi que le pouvoir politique use de ces forces selon ses intérêts, la raison d'État venant justifier certaines modalités d'action, le fait qu'on n'intervient pas partout, une attention sélective aux conflits en cours... : les forces spéciales contribuent ainsi au retour de l'intérêt national et, finalement, à la persistance de la figure de l'État-nation sur la scène internationale. Le fait que cette action soit décidée hors de toute intervention du pouvoir législatif contribue à tenir ces unités loin de la société et, ainsi, à en faire un instrument au service direct du politique. La discrétion entourant les forces spéciales sort la violence et, plus généralement l'utilisation des forces Armées, de « l'espace public », comme espace de critique<sup>77</sup>. On touche à la question du contrôle de ces opérations : elles sont décidées au plus haut niveau de la hiérarchie militaire, le nombre réduit d'intervenants contribuant à la discrétion. Bien plus, toujours dans la même optique, cette action est décidée hors de toute intervention du pouvoir législatif, ce qui fait

---

pas une guerre entre États, entre cultures ou entre religions. Ses acteurs principaux sont des agents, des commandos, des cellules clandestines. Ils ne sont pas à la solde d'un État, mais d'un chef de guerre privée, et ils opèrent bien souvent pour leur propre compte. [...] La nouvelle guerre ne connaît ni front ni zones de sécurité. N'importe quel endroit peut devenir une cible. Il n'y a plus de ligne de séparation entre le guerrier et le civil », p. 196-197

<sup>72</sup> Comme le montre René Girard dans *La violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1995 (1972).

<sup>73</sup> MAYER, *op. cit.*, p. 75-77

<sup>74</sup> HASSNER Pierre, « On ne badine pas avec la force » (1971), in HASSNER, *op. cit.* (2003), p. 257

<sup>75</sup> MUNKLER, *op. cit.*, p. 70

<sup>76</sup> HUSSON Jean-Pierre, « Les forces spéciales israéliennes : bras armé du politique », in LE PAUTREMAT, *op. cit.*, p. 44. Dans les deux cas, une des variables clés est la formation reçue par ces hommes.

<sup>77</sup> HABERMAS Jürgen, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (trad.), Paris, Payot, 1993 (1962)

également sortir du cadre conventionnel<sup>78</sup>. Une telle discrétion, qui répond, bien entendu, à des impératifs militaires, pose sous un nouveau jour la question posée par Pierre Hassner au début des années 1970, quand il se demandait si les mutations sociopolitiques ne représentaient pas « le risque d'États sans citoyens et sans hommes d'État et de guerres sans guerriers »<sup>79</sup> : avec les forces spéciales, le rapport de représentation qui peut exister entre Armée et « nation » est plus que distendu, il est inexistant.

Ensuite, à quelles règles ces hommes sont-ils soumis ? Le développement des forces spéciales conduisent à réexaminer les interrogations autour de la justice militaire, comme illustration des rapports complexes entre justice et politique<sup>80</sup>. À la base, se trouve le principe selon lequel la sanction soutient le commandement du fait de l'association entre discipline et répression pénale<sup>81</sup>. Ce schéma fait des sanctions des affaires internes étayant la prise en charge « totale »<sup>82</sup> des militaires par l'armée, avec primat du corps sur le membre, point dénoncé dans les principaux arguments contre la justice militaire comme justice d'exception ce qui conduit à la considérer. Ici, la logique de l'État<sup>83</sup>, en France, l'emporte ici, à travers l'armée qui en est le révélateur, sur celle de la société. La discrétion est problématique à l'heure où la juridicisation devient une contrainte majeure pour l'action militaire<sup>84</sup> : le service rendu peut-il encore valoir blanc-seing pour d'autres dérives.

Les caractéristiques des FS illustrent parfaitement « la dialectique des légitimités », la relation complexe entre convergence et divergence, entre l'opérationnel, dont le type de légitimité est la règle éthique, et l'organisationnel, obéissant aux critères techniques et économiques<sup>85</sup>. Mais, malgré cette inscription dans les thématiques traditionnelles de la sociologie du militaire, il nous semble que, avec les forces spéciales, nous sommes devant une transformation non seulement des modes d'action des Armées mais aussi de leur organisation, transformation d'autant plus importante qu'elle renvoie à une mutation des structures sociales et

---

<sup>78</sup> Le parlementarisme a toujours du mal à fonctionner conformément à ses principes en temps de guerre ; pour une illustration, voir BOCK Fabienne, *Un parlementarisme de guerre 1914-1919*, Paris, Belin, 2002.

<sup>79</sup> HASSNER Pierre, « Force et politique aujourd'hui » (1971), *op. cit.* (2000), p. 70

<sup>80</sup> BARUCH Marc-Olivier et DUCLERT Vincent (dir.), *Justice, politique et République. De l'affaire Dreyfus à la guerre d'Algérie*, Paris, Complexe, 2002

<sup>81</sup> Les militaires sont, en effet, les seuls fonctionnaires dont la hiérarchie peut prendre à leur encontre des mesures privatives de liberté.

<sup>82</sup> Selon l'expression d'Erwing Goffman dans *Asiles* (trad.), Paris, Minuit, 1998 (1968).

<sup>83</sup> BIRNBAUM Pierre, *La logique de l'État*, Paris, Fayard, 1983

<sup>84</sup> Pour une illustration de ce phénomène, voir THIEBLEMONT, *op. cit.* (volume I), p. 136-156.

<sup>85</sup> THOMAS Hubert-Jean-Pierre, « Fonction militaire et système d'hommes », in THOMAS Hubert-Jean-Pierre (dir.), *Officiers et sous-officiers. La dialectique des légitimités*, Paris, Addim, 1994, p. 60-62. En termes de discours, l'accent est mis, pour le sous-système organisationnel, sur la convergence alors que c'est la divergence qui est mise en avant pour l'autre.

politiques, nationales et internationales. Il est clair que les effectifs concernés, très limités, ne laissent pas conclure à la généralité de ce phénomène, mais plutôt à son exemplarité. À côté d'unités proches de ce que Janowitz appelait les *constabulary forces*, vont se développer des unités qui, loin de la fin de la guerre, vont au contraire en révéler les mutations, en réponse à d'autres menaces, à d'autres modes d'actions. Il s'agit sans nulle doute d'une nouvelle étape de l'histoire de la guerre, dont l'impact quant au « modèle occidental de la guerre » commence à être perçu<sup>86</sup>, plus que d'une nouvelle « révolution militaire »<sup>87</sup>, encore que cette nouvelle modalité d'action militaire traduit bien une modification du rapport de l'État à la société dont la violence guerrière peut être un des médiums.

---

<sup>86</sup> On peut voir, HANSON Victor Davis, *Carnage et culture. Les grandes batailles qui ont fait l'Occident* (trad.), Paris, Flammarion, 2002 (2001).

<sup>87</sup> Par exemple, DOWNING Brian M. , *The Military Revolution and Political Change. Origins of Democracy and Autocracy in Early Modern Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1992.